l'unité

N°334-5F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 6-12 avril 1979



METZ
SPECIAL CONGRES

Fondation Jean-Jaurès

PETITES ANNONCES

Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.

Tarifs petites annonces	*La ligne H.T.*	*La ligne T.T.C.*
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	*22 F*	*25,87 F*
Demandes d'emploi	*12 F*	*14,11 F*
Immobilier	*18 F*	*21,17 F*
Divers	*18 F*	*21,17 F*

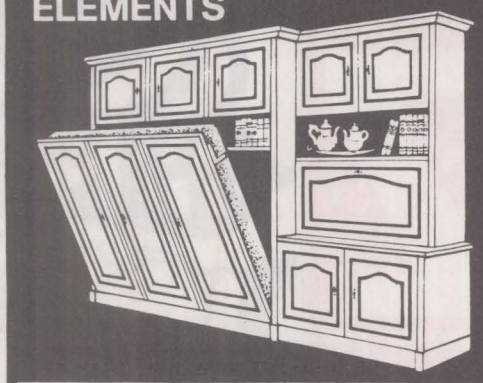
Offre d'emploi

Ville des Ulis (Essonne), 27 000 habitants, recherche un secrétaire général adjoint. Expérience exigée. Recrutement selon le statut général du personnel communal.

Candidatures à adresser d'urgence avec curriculum vitae détaillé à M. le Maire, 91440 Les Ulis.

CAPÉLOU

ÉLÉMENTS



De nombreuses combinaisons sont possibles avec nos ensembles
Rangement, armoires-lits, bibliothèques droites ou décalées, secrétaires, vitrines alcôves. La plupart de vos problèmes de places peuvent être facilement résolus. Nos éléments sont traités en VÉRITABLE BOIS (latté) style ou contemporain, chêne, acajou, merisier ou laqué. CRÉDIT FACILE.

CAPÉLOU

37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE ■ PARIS 11e
Métro Parmentier ■ Parking assuré
TÉL. 357.46.35

Demande d'emploi

Juriste, urbaniste, 32 ans, 5 ans expérience communale, cherche poste secrétaire général ou adjoint commune région parisienne, Alpes ou Provence.

Ecrire à « l'Unité », 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

Divers

Association Arvel propose diverses formules de vacances en Grèce et en Yougoslavie.

Arvel, 12, cours des Brotteaux, 69006 Lyon.

Pour Nicoletta, une jeune amie italienne, invalide à vie, dont les parents, très pauvres, n'ont pas les moyens de lui offrir la collection de timbres dont elle a envie, nous demandons à nos lecteurs qui en auraient la possibilité de bien vouloir lui envoyer des timbres français neufs ou oblitérés de toutes périodes, en particulier séries personnages illustres, Croix-Rouge et poste aérienne. Merci d'avance.

Adresse : Nicoletta Gamboni, Via Lago Di Varano, Edificio 24, Scala A - Ima casa, 74100 Taranto (Italia).

Immobilier

Stagiaire cadre cherche pour août logement F 1 ou F 2, loyer modéré, à Rungis ou proximité.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

de 23,50 à 28 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

PARIS (15e)
RENAULT
ABBÉ-GROULT

107, rue Abbé-Groult, 15e
Métro Convention
Tél. 532-71-20 (+)
(ouvert le samedi)

GARANTIE OR 6 MOIS
VÉHICULE DE SERVICE 78-79.
Faible kilométrage : 10 000 km



Renault 4-6	76-77-78
Renault 5 tous types	77-78
Renault 12 tous types	76-77-78
Renault 16 tous types	75 à 78
Renault 14 TL	77-78
Renault 20 TL	77

Choix important de véhicules à transmission automatique

Citroën GS-CX	75-76
Peugeot 604 Cuir TA	76
B.M.W. 2500	72
Princess 2200 automatique	77

Pour les véhicules utilitaires, nous consulter.
Recommandez-vous de « l'Unité ».

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN RESERVE AUX PETITES ANNONCES

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
..... **Tél. :** .....

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (40 signes par lignes blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif, en haut de page, et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

TEXTE DE L'ANNONCE : voir tarif ci-dessus

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

sommaire

4 à 15 **Metz : spécial congrès**

Une ville frappée de plein fouet par la crise

Prud'hommes : une juridiction quasi militaire

Sotracomet : une usine où il fait bon lutter

Laiterie de Vatimont : « On ne pourra plus nous traiter comme des moutons »

L'important c'est l'organisation !

Vie culturelle : heureusement, il y a les marionnettes

Zup de Berny : invivable comme les autres

• Dossier et reportages réalisés à Metz par Christine Cottin et Michèle Kespi

Le congrès le plus important depuis Epinay, par Claude Estier

Mandats et chiffres motion par motion

Les nouveaux membres des organismes centraux

Le Parti socialiste et sa nature de classe, par Paul Bacot

16 **Monde**

Etats-Unis : les leçons de Three Mile Island, par Frédérique de Gravelaine

17 *Iran : la révolution ne fait que commencer, par Jean-Loup Reverier*

19 *Grande-Bretagne : « Maggie », c'est Attila..., par Francis Pisani*

20 *Italie : Berlinguer entre le compromis et l'impasse ?, par Claude Estier*

21 *Espagne : rouges sont les mairies, par Gilbert Sans*

22 *Uruguay : et le matricule 797 ?, par Jean-Paul Liégeois*

28 **Cinéma**

Vietnam : après les faucons les charognards, par Serge Richard

Photo et dessins

A.f.p. (page 29), Barrigue (pages 1, 17, 20, 24), Bordeclerc (page 15), Démoulin (page 25), Pascal Lebrun (page 13), Pym (pages 25, 27, 28), « le Républicain lorrain » (pages 6, 7), Solo (pages 4, 24, 29, 30), Sygma (pages 4, 9, 13, 16, 18, 20, 21), Viva (page 19).

Spécial congrès

« L'Unité » présente aujourd'hui douze pages « spécial congrès » qui doivent permettre à tous les militants socialistes, ceux qui seront à Metz et ceux qui n'y seront pas, de mieux suivre les débats de cette fin de semaine. D'abord une série de reportages réalisés par Christine Cottin et Michèle Kespi, sur divers aspects de la situation en Moselle et dans la ville qui accueille le congrès. Ensuite, une présentation de l'enjeu de celui-ci, le tableau officiel des votes intervenus dans les fédérations, la liste complète des représentants de chaque motion dans les organismes centraux. Enfin des extraits de l'ouvrage que Paul Bacot vient de consacrer à la nature de classe du Parti socialiste.

La semaine prochaine, nous publierons un nouveau numéro spécial consacré au compte rendu et aux conclusions du congrès de Metz. C'est l'occasion de lancer un nouvel appel à tous les militants, à tous les responsables de fédérations et de sections afin qu'ils utilisent cette période — qui va être aussi celle des élections européennes — pour engager une campagne active d'abonnements à « l'Unité ». Des milliers de nouveaux abonnés doivent pouvoir être trouvés dans les prochaines semaines. C'est une des façons les plus efficaces d'aider le combat du Parti tout entier..

Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ○
- abonnement de six mois (110 F) ○
- abonnement spécial de trois mois (60 F) ○

et vous adresse la somme correspondante

○ par chèque bancaire

○ par chèque postal

○ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Fondation Jean Jaurès

Une ville frappée de plein fouet par la crise

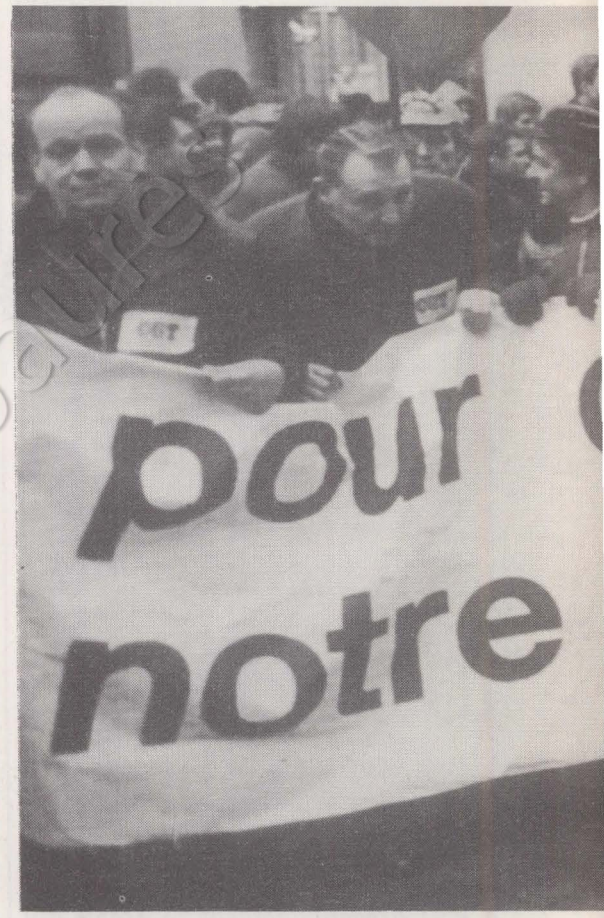
Une gare « kolosalle ». Metz fut, un temps, ville allemande. Des casernes de briques rouges, souvenirs des temps de garnison, aujourd'hui transformées en lycées. Des immeubles cossus en pierre vosgienne, témoins d'une époque de prospérité où la région était riche de ses mines de fer, de sa sidérurgie et de son commerce. Des boutiques de luxe au centre de la ville. La façade reste prospère. Pour qui ne pénètre pas côté cour. Tôt le matin, vendeuses et employées lavent, elles-mêmes, à grande eau, les trottoirs devant les boutiques. La réalité de Metz, c'est cela : des smicardes qui font le ménage des magasins en plus de leurs heures de travail.

Pour les 200 000 habitants de Metz et de son agglomération, la crise est là. Comme ailleurs. Elle remonte à loin. Depuis « la retraite du charbon », en 1963, lorsque le gouvernement a décidé les premiers licenciements dans les mines. Ici, les « marches » ne sont pas une nouveauté. Cette année-là, 4 000 mineurs convergeaient sur Metz, après avoir parcouru 35 kilomètres à pied, pour défendre leur emploi... Aujourd'hui, les mines, menacées de fermeture, ne nourrissent plus leur homme et Metz, préfecture de région, marquée de longue date par une vocation tertiaire, reste peu industrialisée. La Fonction publique, les bureaux, les commerces, emploient 60 % de la population active. Le secteur commercial est prédominant. Les conditions de travail y sont pénibles. « Le patronat, explique Jacky Lehmann, secrétaire général de l'U.d.-C.f.d.t., habitué à ne jamais être condamné, se comporte de façon quasi monarchique. » Le paternalisme grand teint dans certaines branches (sidérurgie et mines) n'y change rien.

Tous les chefs d'entreprise n'emploient pas les méthodes Citroën où les syndicalistes sont reçus à coup de barre de mines et de lances à incendie. Citroën, 3 500 salariés aux hauts de Blémont, quartier est de Metz, la plus grosse usine de l'agglomération, c'est pour les Messins « l'usine de la peur ». La vie y est si dure qu'un tiers des salariés part chaque année pour n'y plus revenir.

Dans la multitude de petites entreprises, trame du tissu industriel, le sort des travailleurs n'est guère plus enviable. Y être un militant syndical demande souvent une énergie sans borne et un courage certain. Bien des patrons restent stupéfaits de voir se monter une section syndicale...

Au cœur de la Lorraine, à 30 km de Thionville et du bassin sidérurgique, à 40 km du bassin houiller, Metz vit à la fois près et loin de Longwy. La crise de la sidérurgie, ici, concerne tout le monde. On sait que les sous-traitants, les commerces seront touchés. Certains, comme la Sotracomet, le sont déjà. Mais la vague n'a pas encore déferlé. Les chiffres d'affaires des commerces se maintiennent. Chacun sait bien que cette relative stabilité est plus due aux acheteurs allemands qui viennent dépenser leurs marks à Metz, à une demi-heure d'autoroute de la frontière, qu'au pouvoir d'achat des salariés. Le creux de la vague, on n'y est pas encore. Mais l'inquiétude est là. Difficile d'oublier les 9 000 chômeurs de l'agglomération, dont les deux tiers viennent du tertiaire.



Baromètre révélateur : les Messins se sont joints en masse à tous les Lorrains venus défiler le 12 janvier dans les rues de Metz. 80 000 personnes, dont François Mitterrand — venu spécialement, en simple militant —, protestaient contre les licenciements dans la sidérurgie. Une mobilisation de cette ampleur ne s'était pas vue, dans l'Est, depuis quinze ans. Depuis l'époque des grandes grèves dans les mines de fer et de charbon. Epoque qui marque pour Metz — même si la municipalité est toujours aux mains de la droite — le réveil d'une conscience de gauche, longtemps entravée par des pesanteurs sociologiques particulières.

Il ne faut pas oublier l'Histoire. Elle explique la difficulté des partis de gauche à s'enraciner dans la ville. Entre 1870 et la Première Guerre mondiale, la Moselle est annexée par l'Allemagne. Metz perd alors

(suite en page 6)

L'ordre du jour du congrès

Voici l'ordre du jour du congrès tel qu'il a été arrêté par le bureau exécutif et sous réserve de modifications qui seraient décidées par le congrès lui-même.

Vendredi

10 heures : ***accueil par le secrétaire général de la Moselle et le député de Metz.***

Rapport de la commission d'organisation du congrès (Claude Estier).

Rapport d'activité (Pierre Mauroy).

Débat et vote du quitus.

Rapports des commissions nationales de contrôle et des conflits.

15 heures : ***ouverture du débat politique sur les motions (le temps de parole pour chaque motion sera réparti proportionnellement au nombre de mandats obtenus).***

Désignation de la commission des résolutions (61 membres) et réunion d'installation de celle-ci avec désignation de deux sous-commissions pour les propositions de révisions statutaires et pour les textes divers.

18 h 30 : ***réception d'une délégation du congrès à l'hôtel de ville de Metz.***

Soirée : ***réunions de chacun des courants.***

Samedi

9 h 30 : ***suite du débat politique.***

12 h : ***rencontre avec la presse.***

15 h : ***suite du débat politique (jusque vers 19 heures)***

Salutations des délégations étrangères.

Soirée : ***réunion de la commission des résolutions.***

Dimanche

10 h : ***rapport de la commission des résolutions.***

Débat, votes et conclusion du congrès.



Prud'hommes : une juridiction quasi militaire...

LA « section spéciale » : c'est le surnom des prud'hommes commerciaux de Metz. Car le respect du code du travail est ici lettre morte. Les patrons le savent : ils ont toujours gain de cause. Les avocats, découragés, conseillent à leurs clients en butte à des difficultés dans leur entreprise de porter plainte à Paris, si leur société y a un siège. « Ici, ils n'ont aucune chance », estime Daniel Delrez, conseiller général socialiste de la ville, l'un des rares avocats à prendre encore en main, par militantisme, des dossiers de travailleurs défendant leurs droits.

Metz bénéficie, si l'on peut dire, d'un régime spécial des prud'hommes, hérité de l'Allemagne. Au lieu du système paritaire en vigueur dans le reste de la France (où les prud'hommes sont composés d'élus des salariés et des employeurs), cette juridiction dépend ici de la municipalité : c'est le maire qui nomme le président du conseil des prud'hommes. En l'occurrence, Jean-Marie Rausch a choisi un homme à poigne : Henri Blaser, l'ancien président de la cour d'appel de Paris, célèbre pour avoir extradé Claus Kroissant.

Inutile de chercher dans les annales récentes un jugement favorable à un salarié.

Un exemple parmi d'autres : celui de Rabah Tayebi, licencié en octobre 1977 par l'entreprise de bâtiment Basco. Motif : a prolongé ses vacances de quinze jours. L'employeur oublie de préciser que l'usage de la maison permet aux employés, dans les périodes creuses du bâtiment, de s'absenter plus longtemps que ne le prévoit la loi. De toute façon, les vacances sont un prétexte. La lettre de licenciement précise : « Le travail manquant en ce moment, je ne peux continuer à vous employer. » Il s'agit, pour le moins, d'un licenciement économique. L'ouvrier demande donc ses indemnités : 7 000 F. Le jugement arrive un an plus tard, en octobre 1978 : refus des prud'hommes, il n'aura pas un centime.

En avril 1977, les sidérurgistes de Sacilor-Hagondange viennent manifester à Paris à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t. Le comité d'entreprise décide de prendre en charge les frais de déplacement. Eh bien, c'est une faute : le patron de Sacilor porte plainte, le tribunal lui donne raison en juin 1978. Le jugement est un morceau d'anthologie : « Il aurait appartenu au comité d'établissement de soutenir une action qui eût été exclusive de tout label syndical et exempte de toute inspiration idéologique. » Par exemple, une action « qui eût exprimé la légitime et unanime émotion de tous les salariés devant les conséquences de la crise de la sidérurgie... une manifestation dépourvue de toute ambiguïté aurait pu être subventionnée dès lors qu'elle eût tendu, non point à revendiquer des avantages sociaux, mais à solliciter l'aide massive de la nation »... En conséquence le tribunal « défend » au comité d'établissement de prendre en charge le déplacement des sidérurgistes...

Autre tactique des prud'hommes : faire trainer les affaires. Ainsi, cette coiffeuse licenciée en juillet 1978 pour avoir compromis « l'autorité du chef d'entreprise » attend toujours un jugement : à chaque audience, son patron ne se présente pas. On ignore donc toujours si les juges trouveront normal qu'elle ait perdu son travail pour avoir refusé de couper les cheveux d'un enfant ayant des poux... Il faut dire que cette employée n'avait pas toujours refusé ce genre de travail : mais elle y avait elle-même attrapé des poux et avait dû se soigner à ses frais.

Dans le cas de l'entreprise des transports en commun de Metz (patron : la municipalité), l'ouverture de l'enquête a demandé un an. En mars 1977, des grévistes sont accusés à tort de s'être opposés à la sortie de véhicules. Ils portent plainte devant les prud'hommes en juin 1977. L'audition des témoins commence... en juin 1978. Et quels témoins ! Le patron, le directeur administratif. Aucun salarié, jusqu'à présent, n'a été entendu.

Rendons cependant cette justice aux prud'hommes de Metz : une fois, mais oui, une infirmière a gagné son procès contre la clinique où elle travaillait. Le jugement commence en ces termes : « Attendu que le conseil des prud'hommes regrette d'avoir à condamner l'employeur... »

Sotracomet : une usine où il fait bon lutter

« ON assimile les travailleurs à des machines pour liquider à moindre coût. » Ce slogan, les travailleurs de la Sotracomet l'emmènent dans toutes les manifestations, collé sur la porte de « leur » deux-chevaux. Un engin, cette « deuche ». Tout le monde en parle avec respect : « Quinze mètres de long et quinze tonnes, ça en impose, explique en riant l'un des délégués C.f.d.t. de l'usine, surtout au milieu d'un carrefour ! »

Ce soir-là, à la Sotracomet, entreprise de construction métallique et de chaudronnerie de Maizières, à une dizaine de kilomètres de Metz, l'humeur est au beau fixe. Dans l'ancien bureau d'études transformé en réfectoire, une quarantaine d'hommes, de femmes et d'enfants se sont régalés du « ragoût maison ». Et tous ont trinqué à la réussite des grands projets qui animent l'usine.

En trois mois d'occupation, les 220 salariés licenciés ont eu le temps de mettre au point leur stratégie. Bien sûr, ils veulent d'abord se défendre. Mais le contexte général de chômage en Moselle et la restructuration de la sidérurgie leur coupent, cette fois, toute retraite du côté d'un démarrage de l'entreprise comme ils l'avaient obtenu après sept mois de lutte en 1975. « Pendant les deux dernières années, explique un ouvrier, la Sotracomet a tourné seulement grâce à la construction de la centrale à coulée continue de la Sollac à Serremange. Inutile de dire que tout ça, maintenant, c'est fini. »

Cette analyse, à Maizières, ils l'ont tous faite. Mais, loin de sombrer dans la neurasthénie, ils ont décidé de changer leur fusil d'épaule. Puisque le travail ne veut pas d'eux, ils feront venir à eux les travailleurs privés d'emploi. Déjà, dehors, devant le portail, une pancarte invite les chômeurs à venir dans l'usine pour lutter contre leur isolement. Et puis, ce soir, tandis que certains finissent de siroter leur prune après le dîner, d'autres, dans la salle à côté, avec des copains C.f.d.t. de l'A.n.p.e. et des Assedic sont en train de mettre au point un tract pour toucher les chômeurs et les amener à passer par là.

Pas une seconde, les gars de la Sotracomet ne doutent de leur réussite. « Ça ne se fera pas sans mal, mais ça se fera. » Déjà, en trois mois, leur entreprise a bien changé. Sur tous les murs sont affichés des dessins d'enfants, témoins des mercredis après-midi où l'usine se transforme, pour eux, en terrain d'aventures. Le va-et-vient autour de la Sotracomet est désormais entré dans les mœurs. Pour preuve, les repas organisés et servis par l'équipe popote. Le cuisinier, un métallo de la Sotra, est ravi de pouvoir, enfin, mettre en pratique son C.a.p. de pâtissier, qui n'avait jamais trouvé preneur dans la région. Tous les jours, il y a du monde, à midi comme le soir. Et les samedis et dimanches, les repas prennent de vraies allures de banquet en famille, autour des gars de l'usine.

« Pour le moment, le préfet ne manifeste pas activement son antipathie, constate Jacky Lehmann, secrétaire général de l'U.d.-C.f.d.t. Mais cela ne saurait tarder. Il est trop évident que la Sotracomet devient un réservoir de forces vives, un foyer d'où peuvent partir des actions tous azimuts pour soutenir aussi bien des travailleurs en lutte que des chômeurs. »

(Suite de la page 4).

la moitié de la population, qui se réfugie à Nancy. Bourgeois, intellectuels et artistes sont les premiers et les plus nombreux à partir, privant ainsi la ville de ses principales structures.

De fait, le seul cadre en place reste l'Eglise. C'est par son biais que passe la contestation contre l'Allemagne.

Habitués à faire le gros dos pour lutter contre l'envahisseur, les Mosellans restent à l'écart de la vie politique nationale. Leur attachement aux leaders locaux l'emporte sur leur vieille tradition progressiste. Ils votent d'abord M.r.p. ; puis gaulliste. Il faut attendre le congrès d'Epinay pour que le Parti socialiste s'implante réellement. La remontée est alors rapide. Le P.s., aujourd'hui, est, en voix, le premier parti de la Moselle. 16 % des Mosellans ont voté pour lui aux élections législatives de 1973, 26 % à celles de 1978.

Les chiffres des cantonales confirment cette percée : 29,7 % des suffrages pour les socialistes, tandis que le R.p.r. (15,8 %) et les centristes (19,7 %) font une chute spectaculaire. Le P.c., quant à lui, se maintient, sans plus, au niveau de 1978 (17,2 % alors ; 17,8 % aux cantonales). « Les Messins ne font plus crédit aujourd'hui à la majorité », confirme René Leucart, responsable fédéral du P.s. Trop longtemps bercés par des promesses non suivies d'effets, les Messins, comme tous les Lorrains, se sentent bernés. Ils se souviennent de l'inauguration de la Foire internationale de Metz en 1964. Georges Pompidou leur avait dit : « L'Etat doit faire un effort. Le gouvernement entend faciliter la diversification de l'économie de la Lorraine. » D'autres, après lui, ont redit la même chose.

A force d'être seriné et suivi d'effets contraires, ce refrain fait maintenant hausser les épaules. Et, à Metz comme ailleurs, la majorité paie aujourd'hui d'avoir cru que la vertu incantatoire du verbe pouvait éternellement faire illusion.

Laiterie de Vatimont : "On ne pourra plus nous traiter comme des moutons"

« NOUS étions comme des moutons » : Abdellatif Bouchama est l'un des vingt-sept travailleurs immigrés employés à la Laiterie centrale de Vatimont, à une vingtaine de kilomètres au nord de Metz. Des bâtiments anciens, où 158 salariés transforment chaque jour 125 000 litres de lait en fromages, tous pour l'exportation. Une entreprise où le syndicalisme était encore inconnu il y a six mois.

Depuis octobre 1978, une section C.f.d.t. existe, 90 % du personnel y a adhéré. Et les choses ont changé.

Car avant, la Laiterie de Vatimont, membre du groupe Bongrain, deuxième fabricant alimentaire français, employant 35 000 personnes dans le monde, traitait ses employés mosellans en manœuvres taillables et corvéables à merci.

Des conditions de travail que l'on a peine à imaginer. Roger Messing, qui travaille au démoulage, raconte : « Quand on a sorti les fromages, il faut laver les moules. Souvent, l'eau froide est en panne. Alors on est bon pour l'eau chaude. Du coup, la température de l'atelier monte jusqu'à 60°. » Chaleur, humidité, tous en parlent. « A midi, raconte Amar Haddou, délégué C.f.d.t., j'étais aussi mouillé que si on m'avait versé un seau d'eau sur la tête. »

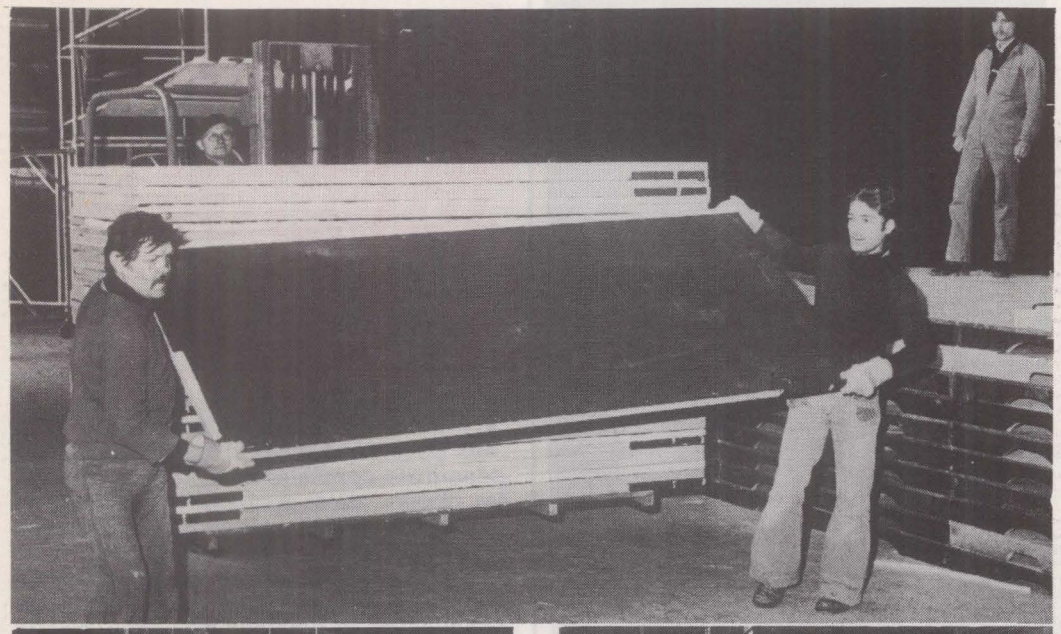
Le poste le plus redouté : le retournement. Trente-cinq moules pleins de fromages disposés sur une grille. Pour permettre au petit lait de s'égoutter, il faut régulièrement les retourner. « A raison de 2 500 grilles dans la journée, pesant chacune autour de 27 kilos, le soir on est crevé ! »

La durée du travail varie suivant les secteurs : 174 heures par mois pour les uns, 196 heures pour d'autres. Avec la plus grande fantaisie en matière de salaire. Une certitude : certains salariés ne touchaient pas le Smic.

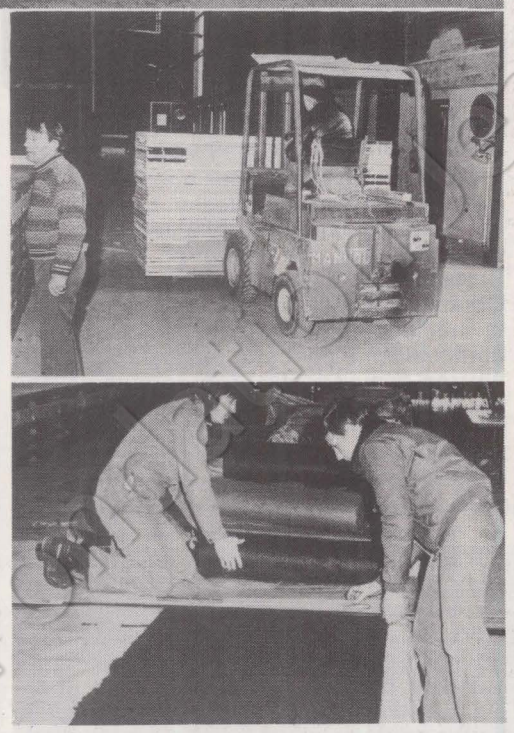
Trop, c'est trop ! En septembre 1978, les ouvriers font une heure de grève. Une « première » dans l'entreprise. « Jamais les chefs n'ont couru ausi vite, se rappelle l'un des plus jeunes. Ils étaient affolés à l'idée de perdre tout le lait. » Stupéfaite, la direction, en vacances, rentre aussitôt. Et accepte de signer l'accord de mensualisation.

Un mois plus tard, le 1er octobre, la section C.f.d.t. est créée, et une nouvelle grève décidée : la direction refusait de tenir sa promesse pour une prime de vacances de 300 F. Nouveau succès. Cette fois, les salariés prennent conscience de leur force. Le sous-directeur le découvre à ses dépens. Parce qu'il a gravement injurié et humilié un immigré, la section proteste auprès du siège parisien. Le sous-directeur est licencié. D'autres erreurs dénoncées par les ouvriers entraîneront la mutation du directeur.

« Il nous reste encore beaucoup à faire, surtout sur les salaires, constate Jean-marie Basch, vingt-sept ans. Mais, à la Laiterie, on ne nous traitera plus jamais comme avant. »







L'important... c'est l'organisation

FATIGUÉS, les responsables et militants de la Fédération socialiste de la Moselle le sont. Et satisfaits : en plus de toutes les tâches auxquelles les fédérations ont dû faire face ces derniers temps, la fédé de Metz, elle, a dû s'occuper de l'organisation du congrès. Tout, sauf une mince affaire : à Pau comme à Nantes, les militants s'en souviennent encore.

Sans doute l'aménagement du Grand Palais n'a pas été facile : il a fallu tout faire en moins de dix jours, le temps que les lieux soient libérés par la dernière exposition.

Harmonie de bleus et de rouges, d'immenses panneaux de feutrine ont été tendus autour de la salle principale pour cacher sa structure métallique et « casser » un écho qui aurait rendu tout discours incompréhensible. Un grand massif de roses, au milieu des congressistes, doit lui aussi, outre le plaisir des yeux, augmenter la qualité acoustique.

Tribune ici, podium là, salle de presse pour faciliter la tâche des cinq cents journalistes venus du monde entier suivre cet événement politique. Un self-service pourra, par roulement, servir 2 000 repas. « Encore faut-il espérer que les congressistes n'auront pas l'idée de s'y précipiter tous ensemble, chacun avec la prétention d'être servi le premier », s'inquiète l'un des organisateurs.

« Ce qui nous a donné le plus de mal, explique René Leucart, c'est l'hébergement de tout ce monde sur place. » Tous les hôtels ont été retenus depuis janvier, aussi bien sur Metz que jusqu'à Thionville. Certains retardataires seront même obligés de regagner Nancy chaque soir.

Sur quelque 1 500 délégués, 200 membres de droit du P.s. (comité directeur, etc.), 200 parlementaires, une centaine de personnes des délégations françaises et étrangères et 500 journalistes, il y aura forcément des bavures. Dont une bonne volonté réciproque aura vite raison. A condition que les militants exigeants acceptent, eux aussi, de se faire une raison.

Vie culturelle : heureusement, il y a les marionnettes

CREUSET culturel, la ville de Metz veut l'être. Et dans les grandes largeurs : c'est de l'Europe qu'elle attend sa considération.

Pour y parvenir, la municipalité ne lésine pas. Le budget accordé par la ville aux affaires culturelles est un sujet permanent d'auto-émerveillement : 8,93 % pour les investissements, 17 millions de francs pour les dépenses de fonctionnement. Pas le Pérou, mais presque.

Impossible de nier que le capital culturel de la ville s'est enrichi de réalisations prestigieuses : l'orchestre philharmonique et un superbe musée sur le point d'ouvrir n'en sont pas les moindres. Une belle vitrine. Et des gouffres financiers non moins impressionnants : les habitants n'y mettent guère les pieds.

Côté théâtre aussi, les initiatives talentueuses foisonnent. Metz, c'est, bien sûr, le Théâtre populaire de Lorraine. Enfin, c'était. Le T.p.l., dont la réputation n'est plus à faire, est en exil. Pour avoir, il y a cinq ans, porté sur les notables de la ville un regard irrespectueux, la troupe a frisé la faillite. Et n'a dû son salut qu'à l'exode. Non loin de Thionville, à Villerupt, la municipalité de gauche, malgré d'énormes difficultés dues aux fermetures d'usines, a accueilli le T.p.l. en lui offrant un lieu de travail et une subvention. Modeste, certes. Mais le cœur y était. Depuis, la percée du T.p.l. en milieu ouvrier bourgeois — talent oblige — prend désormais la route pour Villerupt.

Un de perdu, dix de retrouvés : Metz a gardé le « Caveau des Trinitaires », cabaret qui draine des habitués de toute la région, jusqu'en Allemagne et en Belgique. Mais l'ensemble dramatique de Metz (l'E.d.m.), dont le Caveau n'est qu'une part, a du mal à s'en sortir. Son équipe, faute de moyens, use son énergie dans des problèmes d'intendance. Caractéristique commune des différents groupes qui, pour animer la ville, ses rues, ses foyers de jeunes, de vieux, d'immigrés ou ses centres de handicapés, sont contraints au bricolage. A cet égard, l'histoire du théâtre de marionnettes de Metz est révélatrice.

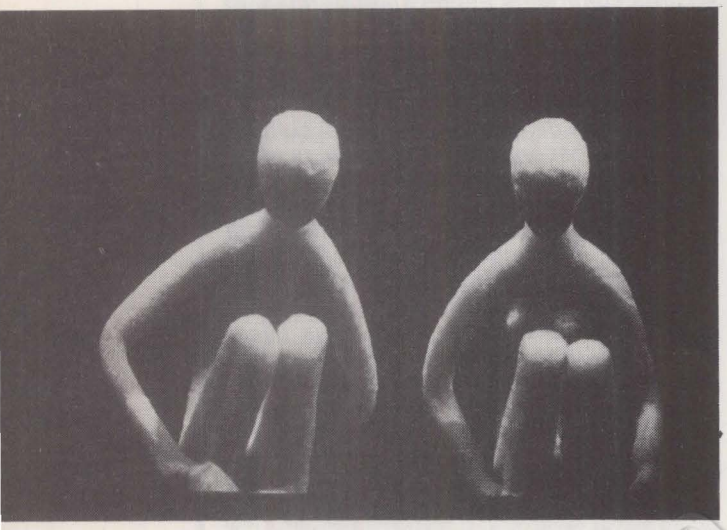
LE noir. Un imperceptible faisceau lumineux en fait sortir un magma de toile de jute, castelet-sculpture qui sous le jeu de la lumière s'anime, prend vie. Au chaos pousse une fleur. Et une autre. Un oiseau s'envole. Lovée dans la position du fœtus, une silhouette d'homme et de femme lentement se déplie. La magie de la création commence.

Sans yeux ni bouche, rendues presque

transparentes par la clarté du premier jour, deux marionnettes se cherchent, se regardent. Et la salle se sent transpercée. C'est l'histoire de la grande tension des humains les uns vers les autres. « Condition humaine, dit une voix. La quête du corps complémentaire ne s'arrêtera plus jamais jusqu'à la fin des temps. »

« Oratorio pour une vie » est un spectacle de marionnettes. Mais on est loin, ici, des facéties d'un guignol ou des mignardises imposées aux pantins à ficelles sous prétexte d'intéresser les enfants. Au départ, le poème de Gabriel Cousin, ouvrier métallurgiste, autodidacte, athlète, auteur traduit et joué dans le monde entier.

Envoûté par le texte, Raymond Poirson, fondateur et directeur du théâtre de marionnettes de Metz depuis vingt-cinq ans, décide avec son équipe de se lancer dans une aventure inconnue : transcrire avec des marionnettes un poème-méditation sur la vie, sans histoire, sans situation dramatique, sans personnage.



« Ebauches de silhouettes humaines, explique-t-il, des poupées me semblaient pouvoir rendre la nudité originelle d'une manière beaucoup plus intense que n'auraient pu le faire des comédiens, même nus. »

Sculpteur et comédien, Poirson fabrique ses marionnettes dans une mousse de plastique. Les recherches sont longues. La mousse est trop molle. Puis les personnages, trop stylisés d'abord, sont ensuite trop réalistes. « Quand l'homme embrassait la femme, on avait l'impression d'assister à une leçon d'anatomie ! » Enfin, le couple définitif apparaît, silhouettes très pures, réalisées dans un matériau très souple, qui permet aux manipulateurs d'atteindre une incroyable subtilité du mouvement.

Commence alors une véritable symphonie des formes, des gestes, des mots et de la musique. A peine né au monde, l'homme entreprend de le dominer : chaos du travail qu'il crée et qui finit vite par l'écraser. A peine née au monde, la femme entreprend de dominer l'amour : elle donne vie à des enfants qui lui échappent et la renvoient à sa solitude. Rouleaux compresseurs des pouvoirs actifs et passifs qui les écrasent l'un et l'autre. « Je me suis dressé et j'ai oublié la femme », constate l'homme. « Je me suis endormie et les songes ont remplacé l'homme », réplique la femme. Un constat pessimiste et réaliste. Avec une lueur d'espoir : dans la pénombre qui



s'installe inlassablement, tels des somnambules, l'homme et la femme se cherchent.

Depuis, « Oratorio pour une vie » a conquis ses lettres de noblesse. Le spectacle est invité au Japon, en Allemagne de l'Est et de l'Ouest, en Hongrie, en Grande-Bretagne, en Espagne. Le Russe Serguei Obraztsov, considéré par ses pairs comme le meilleur marionnettiste mondial, a été enthousiasmé par cette réalisation. « C'est un très beau spectacle, et je suis un peu jaloux de ne pas l'avoir créé moi-même », a-t-il dit à Poirson aux assises de la marionnette de Verneuil-sur-Avre (Eure), en mars 1978. Metz peut donc s'enorgueillir d'abriter en ses murs un théâtre de marionnettes de renommée mondiale.

Mais voilà : à Metz comme en France, les autorités ne croient pas aux marionnettes. Alors, depuis vingt-cinq ans, Raymond Poirson, sa femme Gisèle et les deux ou trois comédiens qui acceptent de partager leur sort, parcourent la France en quête d'une salle qui veuille bien leur ouvrir ses portes pour une ou deux représentations.

Ce n'est pas que le public les boude, loin de là. « A nos frais, nous avons loué une mauvaise salle à Metz et nous y avons joué six jours de suite « Oratorio pour une vie ». Le premier soir, nous n'avions que 70 personnes ; le lendemain, elles étaient 140 ; le jour suivant, 200. Et nous avons fini à plus de 300 ! » Le livre d'or rempli par les spectateurs exprime une satisfaction unanime : « En venant, je pensais m'ennuyer, peut-on lire ; je suis sortie tellement bouleversée que je suis revenue le lendemain. »

Sans doute « Oratorio pour une vie » atteint-il un degré de perfection rare. Pas assez rare, cependant, aux yeux des pouvoirs publics pour que des moyens — et surtout une salle — soient attribués au théâtre de marionnettes de Metz.

• Nous avons souhaité connaître le sentiment des responsables de l'U.d-C.g.t. sur la situation en Moselle. Ils se sont refusés à toute déclaration pour les journalistes de « l'Unité ».

Zup de Borny : invivable... comme les autres

« LA guerre a bousillé beaucoup de chose à Metz. Mais Mondon en a bousillé encore plus. » Un dicton désormais populaire à la Z.u.p. de Borny. Un résumé de la politique d'urbanisation pratiquée par la précédente municipalité.

Le quartier des hauts de Blémont. Une Z.u.p. comme les autres. Aussi invivable que les autres. Avec ses signes caractéristiques de la douceur de vivre. Dans le quartier « chic » des employés-cadres moyens, la curiosité locale est la barre d'immeubles la plus longue d'Europe. Environ 1 400 mètres, bien droits, avec en sous-sol des caves en enfilade, cauchemar des gens honnêtes, royaume d'une jeunesse marginale avant d'atteindre l'adolescence.

A l'autre bout de la Z.u.p., du côté de la rue du Barrois, se dresse la lèpre des premiers immeubles construits en 1963 pour les rapatriés d'Afrique du Nord. Dans ce quartier, 40 à 50 % d'immigrés : c'est bien connu, ils sont moins exigeants que les autres sur la qualité des logements...

Située à la périphérie sud-est de Metz, la Z.u.p., avec ses 24 000 habitants, représente, bien sûr, le quartier le plus important de la ville. Mais, à lui seul, il pourrait compter comme la cinquième ville du département.

Et, bien sûr, pas de cinéma. Des espaces verts, oui. A la périphérie de la Z.u.p. ! Entre les blocs, les enfants doivent se contenter de minuscules bouts de pelouse, et de bacs de sable souillés par les chiens. Le samedi après-midi, seules les deux antennes de la bibliothèque sont ouvertes : l'une de 50 m², l'autre de 100 m². « Si on respectait les normes ministérielles, affirme un syndicaliste, on devrait avoir 1 200 m². » Tout est à l'avenant.

Principal souci des habitants : les charges, jugées très lourdes, et l'absence d'équipement généralisée.

Certains habitants de la Z.u.p. ont plus vite fait de prendre le bus pour aller à la poste dans le centre plutôt que d'aller au bureau de la Z.u.p. Le cinéma ? Il ne faut pas compter y aller le soir. Après 20 heures, plus aucun bus ne relie la Z.u.p. au centre-ville. Une seule solution. Le taxi. Trop onéreux pour la plupart.

Malgré ce contexte, les habitants de la Z.u.p., par le biais de vingt-trois associations, essaient d'améliorer leur qualité de vie. « Metz a toujours eu une vie associative très importante, explique Jean Laurain, député socialiste de la ville. Mais à la Z.u.p. de Borny comme dans tous les quartiers dortoirs, les militants ont du mal à soulever l'apathie. Le renouvellement permanent de la population ne facilite pas une action à long terme. »

Le congrès le plus important depuis Epinay

Quand ils vont se retrouver ce vendredi matin dans l'immense nef du Grand Palais de Metz, les 1 200 délégués venus de toutes les fédérations de France métropolitaine et d'outre-mer auront bien conscience de participer au plus important congrès du Parti socialiste depuis celui d'Epinay-sur-Seine, en juin 1971.

Cette année-là, l'événement avait été la réalisation, attendue depuis si longtemps, de l'unité des socialistes, le choix d'une stratégie claire d'alliance à gauche et de rupture avec le capitalisme. Ce fut le point de départ d'un nouvel élan pour le socialisme français, enfin tiré de sa léthargie.

Les congrès suivants, Grenoble en 1973, Pau en 1975, Nantes en 1977, marquèrent les jalons de cette marche ascendante qui a permis au P.s. de devenir en même temps le premier parti de la gauche et le premier parti de France.

L'échec électoral de mars 1978, dont les raisons ont déjà été suffisamment analysées pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir ici, a semblé marquer un coup d'arrêt. Il a, en tout cas, provoqué chez nombre de militants un trouble profond et des interrogations. Sur celles-ci s'est greffé un débat, sans doute trop vite et trop longtemps porté sur la place publique avant de se développer enfin dans le cadre qui était normalement le sien, c'est-à-dire parmi les militants, dans leurs sections.

Les contributions d'abord, les motions ensuite ont permis que ce débat prenne toute son ampleur sur les grandes questions qui sollicitent les socialistes, parmi lesquelles celles-ci ont été prioritaires :

— Quels choix économiques et comment les exprimer ?

— Quelle conception de la construction européenne ?

— Quelle stratégie et comment relancer l'union de la gauche ?

— Quelle organisation du Parti et pour quel objectif ?

A ces questions, des réponses quelquefois proches mais souvent fort différentes étaient apportées par chacune des sept motions. Elles laissaient donc — c'est l'originalité du P.s., seule formation politique française où c'est bien la base qui pèse à la fois sur les décisions et sur le choix des dirigeants — l'entière liberté d'appréciation aux militants. Après avoir longtemps discuté, ils ont voté, section par section.

Dimanche matin, lors de la réunion des délégués de motion — innovation introduite par le nouveau règlement intérieur — leurs votes ont été officiellement recensés. Le verdict est tombé : la motion signée de François Mitterrand a recueilli 40,11 % des mandats, celle de Michel Rocard 20,41 %, celle du C.e.r.e.s. 14,43 %, celle de Pierre Mauroy 13,61 %, celle des Bouches-du-Rhône 7,77 %. Les deux autres motions (Pierret 3,24 %, et « Femmes » 0,31 %) n'ont pas franchi le seuil des 5 % nécessaire pour être représenté au comité directeur.

Première clarification

Ces résulats, qui semblent avoir surpris certains observateurs, apportent une première clarification. Ils ne concluent pas le débat qui constitue l'objet même du congrès de Metz et qui va maintenant se dérouler pendant trois jours en présence de toute la presse française et internationale, ainsi que de plusieurs centaines d'invités et de délégués de partis étrangers.

Depuis une semaine, les commentateurs se livrent aux supputations les plus diverses et les plus contradictoires. Synthèse ? Pas synthèse ? Synthèse partielle et avec qui ? On le saura dimanche, une fois que les délégués, mandatés par les militants, en auront discuté et se seront prononcés. Ce sera l'étape ultime de cette procédure démocratique qui semble avoir déconcerté un certain nombre de Français, y compris parmi les sympathisants socialistes, comme si la démocratie était devenue une denrée rare dans ce pays.

Nous ne nous livrerons pas ici au jeu des hypothèses. Une chose est certaine, qui résulte des chiffres enregistrés dimanche : François Mitterrand sera confirmé dans ses fonctions de premier secrétaire, avec une autorité renforcée pour conduire le Parti plus loin encore sur la voie qu'il a suivie depuis huit ans. Dès le lendemain du congrès, de nouveaux combats attendent les socialistes — et d'abord celui des élections européennes, qui doit être l'occasion pour le P.s. de confirmer le succès que viennent de lui apporter les élections cantonales.

Quelle que soit l'issue du congrès de Metz, elle ne mettra pas en question l'unité du Parti. Le congrès va clore un débat. Il ne sera pas pour autant un point d'arrivée. La date du 8 avril doit, au contraire, déclencher une nouvelle dynamique. C'est ce qu'attendent tous les socialistes et, avec eux, des millions de Françaises et de Français qui comptent plus que jamais sur le P.s. pour faire barrage à Giscard d'Estaing et à Barre, comme à Chirac, pour en finir avec la droite et avec le pouvoir du grand capital, pour, en un mot — notre mot —, changer la vie !

CLAUDE ESTIER

François Mitterrand et les socialistes mosellans, lors de la grande manifestation des sidérurgistes, le 12 janvier dernier, à Metz.



MEUZ

NOUS publions ci-dessous les résultats du vote sur les motions dans chaque fédération, tels qu'ils ont été enregistrés dimanche dernier, lors de la réunion des délégués de motion.

Pour chaque motion, le chiffre des mandats obtenus est accompagné, entre parenthèses, du pourcentage calculé sur les voix, ce qui explique qu'il puisse y avoir un pourcentage indiqué, même lorsque celui-ci était trop faible pour donner droit à un mandat.

Quand le total des mandats dans une fédération est inférieur au total auquel elle a droit, la différence est à porter en abstentions.

	Total des mandats	a	b	c	d	e	f	g
Ain	27	14 (48)	— (1,3)	5 (19,4)	—	6 (21,9)	2 (8,1)	—
Aisne	47	32 (63,2)	1 (6)	1 (4,1)	—	13 (24,9)	—	—
Allier	39	26 (66,6)	—	10 (25,6)	—	3 (7,6)	— —	
Alpes-de-Haute-Provence	32	13 (38,4)	— (1,7)	14 (42,4)	4 (16,7)	1 (0,5)	— (0,5)	—
Hautes-Alpes	12	7 (51,4)	— (0,4)	3 (28,8)	—	2 (18,2)	—	—
Alpes-Maritimes	49	15 (29,7)	14 (27)	15 (29,7)	—	5 (11,2)	—	—
Ardèche	42	18 (41,1)	7 (17,8)	14 (31,9)	—	3 (7)	—	—
Ardennes	35	20 (55,8)	2 (5,3)	5 (14,3)	— (0,3)	5 (14,7)	3	—
Ariège	81	38 (48,4)	19 (22,8)	15 (18,8)	—	9 (11,3)	— (0,2)	—
Aube	14	8 (51)	— (2,6)	2 (17,2)	—	4 (25,3)	— (3,5)	—
Aude	131	92 (69,8)	5 (4)	13 (10)	—	21 (16)	—	—
Aveyron	31	16 (46,1)	2 (7,1)	12 (33,4)	—	3 (11)	— (1,1)	—
Bouches-du-Rhône	601	—	—	52 (8,5)	537 (89,5)	12 (1,8)	—	—
Calvados	47	26 (52,1)	— (1,8)	13 (26,5)	—	8 (17,8)	— (0,7)	—
Cantal	24	15 (59)	— (2)	3 (14)	—	6 (24,6)	—	—
Charente	33	15 (41,2)	6 (18,4)	8 (24)	—	4 (13,7)	— (0,5)	—
Charente-Maritime	49	28 (56,3)	1 (3,6)	8 (15,7)	—	8 (15,3)	4 (7,9)	—
Cher	21	10 (47,6)	4 (19)	3 (14)	—	4 (19)	—	—
Corrèze	41	22 (50,5)	—	15 (38)	—	3 (7,8)	1	—
Haute-Corse	12	2 (16,6)	1 (8,3)	8 (66,6)	—	1 (8,4)	—	—
Corse-du-Sud	15	12 (80)	—	3 (20)	—	—	—	—
Côte-d'Or	33	16 (47)	—	5 (17,3)	—	7 (21,9)	5 (13,7)	—
Côtes-du-Nord	76	36 (47,1)	—	32 (41,3)	—	7 (8,5)	1 (16)	—
Creuse	23	7 (30,5)	4 (17,1)	7 (30)	—	4 (16,8)	1 (5,3)	—
Dordogne	69	22 (34,5)	24 (38,4)	10 (14)	—	13 (19)	—	—
Doubs	54	32 (56,7)	—	16 (27,6)	—	6 (11,3)	— (3,6)	—
Drôme	62	35 (55)	4 (6)	10 (16)	—	13 (19)	—	—
Eure	31	18 (55,4)	1 (4,3)	7 (20,5)	—	5 (16,3)	— (2,9)	—
Eure-et-Loir	24	13 (54,1)	3 (12,5)	5 (20,8)	—	3 (12,5)	—	—
Finistère	85	22 (25,8)	1 (1,1)	46 (52,9)	—	12 (14,1)	3 (4,7)	—
Gard	84	39 (45,6)	11 (12,9)	26 (30,3)	—	8 (9,6)	— (0,6)	—
Haute-Garonne	221	137 (61,7)	22 (9,8)	43 (18,9)	—	17 (8,1)	2 (1)	—
Gers	65	36 (55,3)	3 (4,4)	15 (22,3)	—	10 (15,5)	1 (1,6)	—
Gironde	205	96 (46)	38 (18,3)	43 (20,7)	—	21 (10,4)	3 (1,7)	—
Hérault	178	112 (62,4)	9 (14,8)	28 (15,7)	—	29 (16,2)	— (0,3)	—
Ille-et-Vilaine	47	12 (25,4)	—	17 (35,5)	—	9 (17,4)	9 (18,7)	—
Indre	21	15 (70)	—	3 (14,8)	—	3 (15,3)	—	—
Indre-et-Loire	40	31 (73)	— (0,4)	5 (13,7)	—	4 (11,6)	—	—
Isère	139	72 (50,2)	7 (5,5)	40 (27,9)	—	13 (9,6)	5 (3,5)	2
Jura	25	15 (58)	—	8 (32)	—	2 (8)	—	—
Landes	90	61 (64,9)	— (2,7)	14 (15,2)	—	15 (16,5)	—	—
Loir-et-Cher	24	12 (50,6)	2 (10)	5 (19,7)	—	4 (14,9)	1 (4,8)	—
Loire	56	19 (33,9)	3 (5,3)	9 (14,2)	—	18 (32,1)	7 (14,2)	—
Haute-Loire	22	13 (56,6)	2 (11)	4 (16)	—	— (3,4)	3 (12,6)	—
Loire-Atlantique	68	18 (26,4)	7 (10,6)	21 (29,9)	—	22 (32)	—	—
Loiret	32	11 (33,2)	1 (1,9)	16 (49,8)	—	4 (13,6)	— (1,1)	—
Lot	33	22 (65)	1 (2,7)	6 (17,3)	—	4 (13,2)	—	—
Lot-et-Garonne	52	26 (49,6)	8 (16,5)	11 (18,9)	—	7 (14,8)	—	—
Lozère	9	7 (62)	— (1,4)	2 (21,8)	—	— (8,02)	— (3,6)	—

Le vote des militants

	Total des mandats	a	b	c	d	e	f	g
Maine-et-Loire	34	8 (22,2)	— (1,1)	21 (59,2)	—	5 (15,4)	— (0,2)	—
Manche	33	13 (38,8)	2 (6,8)	14 (43,1)	—	4 (11)	—	—
Marne	28	10 (34)	—	4 (13)	—	13 (44,5)	1 (4)	—
Haute-Marne	21	6 (28,5)	2 (9,5)	3 (15)	—	9 (42,8)	1	—
Mayenne	18	5 (30,6)	1 (8,9)	5 (28,6)	—	7 (30,6)	—	—
Meurthe-et-Moselle	57	14 (24,8)	8 (13,6)	15 (25,4)	—	12 (21,3)	8	—
Meuse	21	13 (61,9)	—	3 (12,7)	—	5 (23,8)	—	—
Morbihan	57	18 (31,5)	4 (6,7)	26 (45,3)	—	9 (15,7)	— (0,3)	—
Moselle	64	28 (44,3)	1 (0,9)	16 (25,2)	—	16 (24,3)	2 (3,1)	1
Nièvre	73	67 (88,4)	1 (1,5)	1 (2,3)	—	4 (6,5)	—	—
Nord	544	184 (33,6)	218 (39,9)	49 (9,16)	1	39 (7,31)	52 (9,4)	1
Oise	51	24 (46,6)	2 (3,8)	13 (25,7)	—	10 (31,7)	1 (0,3)	1
Orne	22	11 (48)	(1,8)	7 (30,7)	—	4 (18,9)	— (0,5)	—
Pas-de-Calais	528	175 (33,1)	244 (46,2)	59 (11,1)	—	45 (8,4)	5 (0,9)	—
Puy-de-Dôme	148	53 (36)	30 (20)	33 (23)	—	26 (17)	5 (3)	1
Pyrénées-Atlantiques	65	25 (37,6)	17 (24,7)	14 (20,8)	—	9 (14,3)	— (1,1)	—
Hautes-Pyrénes	37	21 (52,1)	3 (8,1)	8 (22,7)	—	5 (13,8)	— (2)	—
Pyrénées-Orientales	52	23 (42,9)	3 (5,3)	15 (28,4)	—	9 (17,1)	— (1,3)	2
Bas-Rhin	20	10 (50)	—	7 (35)	—	3 (15)		—
Haut-Rhin	24	4 (18,4)	— (0,6)	6 (23,4)	—	14 (57)	— (0,1)	—
Rhône	112	58 (50,8)	9 (8,3)	33 (29)	—	11 (11,3)	1 (1,4)	—
Haute-Saône	36	10 (27)	— (0,6)	9 (22)	—	17 (44,8)	—	—
Saône-et-Loire	65	38 (57,8)	4 (5,5)	12 (19,3)	—	9 (13,3)	2 (3,5)	—
Sarthe	36	18 (49)	—	16 (42)	—	2 (7)	— (1)	—
Savoie	35	8 (21,9)	— (0,5)	15 (42,7)	—	12 (34,6)	—	—
Haute-Savoie	33	17 (48,2)	— (2,2)	9 (26,4)	—	6 (17,4)	1 (5,8)	—
Paris	193	54 (27,5)	6 (3,4)	44 (23,1)	—	62 (31,5)	25 (13)	2
Seine-Maritime	75	37 (48,4)	2 (2,7)	25 (32,6)	—	9 (12,5)	2 (3,5)	—
Seine-et-Marne	67	29 (42,4)	2 (3,6)	17 (24,6)	—	15 (21,1)	3 (5,6)	—
Yvelines	76	17 (21,7)	5 (6,4)	34 (43,6)	—	8 (19)	8 (11,3)	4
Deux-Sèvres	31	9 (28,2)	6 (18,7)	8 (25,7)	—	7 (22)	1 (4)	—
Somme	44	28 (60,2)	4 (9,6)	5 (13,4)	—	4 (9,1)	3 (6,9)	—
Tarn	78	37 (46,4)	8 (10)	14 (18,5)	—	18 (22,5)	—	—
Tarn-et-Garonne	29	8 (26)	7 (25)	8 (29)	—	6 (20)	—	—
Var	161	39 (23,8)	67 (41)	16 (10)	1	38 (23,6)	—	—
Vaucluse	84	29 (34,2)	5 (5,9)	34 (39,1)	4	8 (10,1)	4 (5,3)	—
Vendée	20	12 (58,9)	— (2,7)	5 (23)	—	3 (13,8)	— (1,5)	—
Vienne	38	23 (55,8)	1 (4,7)	8 (20)	—	6 (17,6)	—	—
Haute-Vienne	91	47 (50,4)	18 (19,6)	12 (13,2)	—	14 (15,8)	— (0,2)	—
Vosges	51	22 (40,5)	2 (5,1)	5 (9,2)	—	10 (20,1)	12 (25)	—
Yonne	24	11 (43,6)	2 (9,9)	9 (35,6)	—	1 (3,8)	1 (1)	—
Territoire de Belfort	41	8 (19,9)	1 (2,1)	1 (4,1)	—	31 (72)	—	—
Essonne	90	22 (24,2)	2 (2,3)	21 (23,1)	—	28 (31,5)	16 (18,2)	1
Hauts-de-Seine	108	35 (30,9)	18 (17,3)	30 (26,8)	—	14 (13,5)	6 (6)	5
Seine-Saint-Denis	78	33 (41,8)	14 (17,5)	9 (12,1)	—	17 (21,8)	4 (5,3)	1
Val-de-Marne	91	32 (34,1)	19 (20,8)	17 (19)	—	14 (15,5)	9 (9,9)	—
Val-d'Oise	54	13 (23,8)	4 (7,1)	18 (32,5)	—	14 (25,5)	4 (6,9)	1
Guadeloupe	13	12	—	—	—	—	—	—
Martinique	13	13	—	—	—	—	—	—
Réunion	5	2	2	1	—	—	—	—
Isoles	18	7	1	7	—	3	—	—

Les nouveaux membres des organismes centraux

Nous publions ci-après la liste complète, motion par motion, des candidats retenus par les délégués de chacune d'elles, réunis dimanche dernier à Paris, pour les représenter dans les organismes centraux du Parti : comité directeur, commission nationale de contrôle, commission nationale des conflits.

Pour le comité directeur, les listes des membres titulaires sont présentées ici par ordre alphabétique sans tenir compte de l'ordre préférentiel propre à chaque motion et qui devrait être pris en considération au cas où des modifications dans la répartition des 131 postes à pourvoir interviendraient à l'issue de la commission des résolutions du congrès.

** En souligné, les membres du nouveau comité directeur qui n'appartenaient pas au C.d. sortant.*

Comité directeur

MOTION A

Titulaires (55)

Jacques ATTALI (Paris), *Jean-Marc AYRAULT (Loire-Atl.)*, Jean-Paul BACHY (Ardennes), *Marc BALDY* (Lot), Pierre BEREGOVOY (Hauts-de-Seine), Robert CAPDEVILLE (Aude), Françoise CARLE (Somme), *Françoise CASTRO* (Paris), *Nelly COMMERGNAT* (Creuse), Edith CRESSON (Vienne), Georges DAYAN (Paris), Marcel DEBARGE (Seine-St-Denis), Gérard DELFAU (Hérault), *Jacques DELORS* (Paris), *Charles DEPOORTER* (Pas-de-Calais), *Jean-Pierre DESTRADE* (Pyr.-Atl.), *Yves DURAND* (Nord), *Henri EMMANUELLI* (Landes), Claude ESTIER (Paris), Laurent FABIUS (Seine-Mme), Georges FILLIOUD (Drôme), *Francis FONTAINE* (Ch.-Mme), Claude GERMON (Essonne), *André GIRARD* (Puy-de-Dôme), Christian GOUX (Var), Charles HERNU (Rhône), Gérard JAQUET (Dordogne), Lionel JOSPIN (Paris), Pierre JOXE (Saône-et-L.), André LAIGNEL (Indre), *René LEUCART* (Moselle), *Philippe MADRELLE* (Gironde), *Jean MATOUK* (Gard), Louis MERMAZ (Isère), *Louis MEXANDEAU* (Calvados), François MITTERRAND (Nièvre), Christiane MORA (Indre-et-Loire), *Marie-Thérèse MUTIN* (C.-d'Or), *Véronique NEIERTZ* (Yvelines), *Paulette NEVOUX* (Val-de-Marne), Arthur NOTEBART (Nord), *Jean OEHLER* (Bas-Rhin), Jacques PIETTE (Pas-de-Calais), Jean POPEREN (Rhône), Jean PRONTEAU (Paris), *Paul QUILES* (Paris), Yvette ROUDY (Rhône), Henri SABY (Hte Garonne), *Simon SALPETRIER* (Martinique), *Claude SAULNIER* (Côtes-du-Nord), Françoise SELIGMANN (Paris), Luc SOUBRE (Hte-Garonne), *Anne TREGOUET* (Paris), *Michel VERNUS* (Jura), *Jean-Pierre VIGNEAU* (Hérault).

Suppléants (11)

Guy BECHE (Doubs), *Catherine LALUMIERE* (Val-de-Marne), André VIANES (Ardèche), *Philippe BODIN* (Nord), *Marinette CICERON* (Isère), *Claude WILQUIN* (Pas-de-Calais), Robert SAVY (Hte-Vienne), Georges LEMOINE (Eure-et-Loir), *Bertrand DELANOE* (Paris, *Georgina DUFOIX* (Gard), *Alain BUSNEL* (Hauts-de-Seine)

Liste complémentaire

Yannick BODIN (Seine-et-Marne), René SOUCHON (Cantal), Françoise FARRE (Seine-St-Denis), Jean-Claude COLLIARD (Paris), Maurice BENASSAYAG (Paris), Yves CASAIL (Nord), Jean-Marie LE GUEN (Paris), Alain BARRAU (Paris), Roland BERNARD (Rhône), Martyne BLOCH (Nord), Claude BETAILLE (Gers), Michel BEREGOVOY (Seine-Mme), Alain COQUARD (Ain), Lucien ROSE (Ille-et-Vilaine), Marie-Geneviève PEDERENCINO (Pyr.-Orientales), Jacques POMONTI (Aube), Jean-Louis BOSSAVIT (Hte-Savoie), Albert CHAUBARD (Allier), Jean de BENGY (Alpes-Maritimes), Paulette GIRARD (Seine-et-Marne), Jean-Louis JOSEPH (Vaucluse), Guy REMOND (Alpes-de-Hte-Provence), Jean PRADEL (Loire), Martine LIGNERES (Pyr.-Atl.), Jean FERRANT (Charente), Ange PANTALONI (Corse-du-Sud), Geneviève TAPIE (Hérault), François LETZGUS (Marne), Bernard FERRAND (Aveyron).

MOTION B

Titulaires (18)

Jean-Michel BOUCHERON (Charente), *Bernard DEROSIER* (Nord), Marie-Josèphe ESPEYSSE-PONTILLON (Paris), Roger FAJARDIE (Cher), Georges FRECHE (Hérault), Françoise GASPARD (Eure-et-Loir), Alain HAUTECŒUR (Var), André LABARRERE (Pyrénées-Atlantiques), Jean LE GARREC (Nord), Pierre MAUROY (Nord), Jacques MELLICK (Pas-de-Calais), Daniel PERCHERON (Pas-de-Calais), Robert PONTILLON (Hauts-de-Seine), Roger QUILLIOT (Puy-de-Dôme), *Alain RANNOU* (Loir-et-Cher), *Gisèle SAINT-LAURENT* (Dordogne), Michel SAINTE-MARIE (Gironde), *Alain SAVARY* (Haute-Garonne).

Suppléants (4)

Guy LENGAGNE (Pas-de-Calais), Denise CACHEUX (Nord), Martine BURON (Loire-Atlantique), Jean-Claude ROUTIER-LEROY (Loire-Atlantique).

Liste complémentaire

Nicole BOUYALA (Gard), Raymond VAILLANT (Nord), Jean REY (Paris), Guy MARTY (Yvelines), Jean-Michel GALY (Alp.-Mmes), Gérard CUREAU (M.-et-Moselle), Jacques BADET (Loire), Michel THAUVIN (Hts-de-Seine), Jean-Michel BAQUE (Htes-Pyr.), Stéphane COQUARD (Paris), Robert BERNARD (Vosges), Guy NEVACHE (Isère), Jean-François VALLIN (Essonne), Jean-Louis PROTITCH (Paris), Jean-Paul GAUTHIER (Rhône), Jean-Michel GROSZ (Paris), Patrice HERNU (Val-de-Marne), Jean-Pierre BIONDI (Fr. de l'étranger), Monique VIGNAL (Paris), Jacques PALACIN (Aude), Geneviève DOMENACH-CHICH (Paris), Jean-François HUCHET (Paris), Jacques LHOMET (Indre-et-Loire).

MOTION C

Titulaires (28)

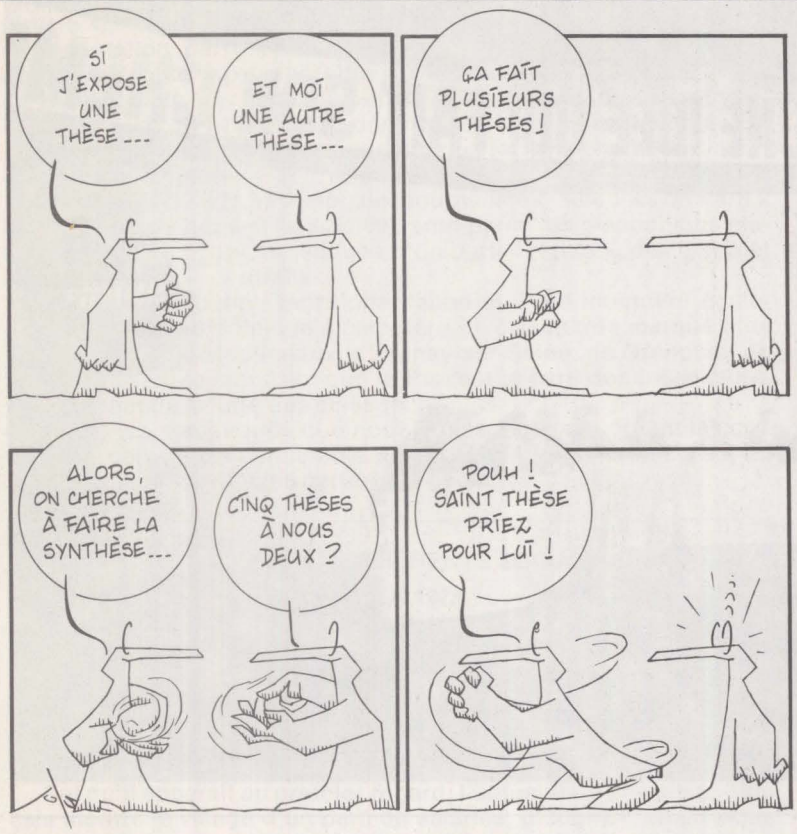
Umberto BATTIST (Nord), *Alain BENETEAU* (Haute-Garonne), *Pierre BRANA* (Gironde), Robert CHAPUIS (Ardèche), *Irène CHARAMANDE* (Paris), Jean-Pierre COT (Savoie), *André DAUDET* (Bouches-du-Rhône), José ESCANEZ (Alpes-Hte-Provence), Michel de LA FOURNIERE (Loiret), *Daniel FRACHON* (Yvelines), Gérard FUCHS (Paris), *Jacques-Antoine GAU* (Isère), *Charles JOSSELIN* (Côtes-du-Nord), *Françoise LAURANT* (Isère), *Marie-France LECUIR* (Val-d'Oise), Louis LE PENSEC (Finistère), *Marie-Noëlle LIENEMANN* (Essonne), Gilles MARTINET (Paris), *Jacques MOREAU* (Val-de-Marne), *Edgard PISANI* (Haute-Marne), Michel ROCARD (Yvelines), Henri SCHWANNER (Moselle), *Michèle SELLIER* (Somme), Dominique TADDEI (Vaucluse), Yves TAVERNIER (Essonne), *Alain VANNAIRE* (Puy-de-Dôme), Alain VIVIEN (Seine-et-Marne), Jean-Pierre WORMS (Saône-et-Loire).

Suppléants (5)

Jacques BRAVO (Paris), *Renée DUFOUR* (Rhône), *Paulette DUMONS* (Pyrénées-Orientales), *Jean MALLET* (Vendée), Kléber GOUYER (Isère).

Liste complémentaire

Richard MASSON (Seine-Maritime), Patrick VIVERET (Yvelines), Jean-Pierre ORSONI (Haute-Corse), Marcel JOLIVET (Maine-et-Loire), Laure LATASTE (Gironde), Gérard DENECKER (Corrèze).



MOTION D

Titulaires (10)

Jean-Pierre AUBERT, Gaston DEFFERRE, Yvette FUILLET, Bastien LECCIA, Charles-Emile LOO, Michel PEZET, *Bernard PIGAMO*, *Frédéric ROSMINI*, Yvonne THEOBALD-PAOLI, Lucien WEYGAND.

Suppléants (3)

Gilbert POMMIER, *Patrick MENUCCI*, *Suzanne MARTIN-DUPONT*.

MOTION E

Titulaires (20)

Edwige AVICE (Paris), Jean BESSE (Calvados), Alain CACHEUX (Nord), Pierre CARASSUS (Seine-et-Marne), Michel CHARZAT (Paris), Annette CHEPY (Marne), Jean-Pierre CHEVENEMENT (Ter. Belfort), Michel COFFINEAU (Val-d'Oise), *Jacqueline DURANDO* (Var), Jacques FOURNIER (Hts-de-Seine), *Henri GOMEZ* (Hte-Garonne), Pierre GUIDONI (Aude), *Jean-Pierre MICHEL* (Haute-Saône), Didier MOTCHANE (Paris), Jean Nattiez (Loire-Atl.), *André PLANCHEZ* (Pas-de-Calais), Nicole QUESTIAUX (Hts-de-Seine), Georges SARRE (Paris), *Annie SOLO* (Paris), *Patrick WEIL* (Paris).

Suppléants (4)

Gérard VINCENT (Vienne), *Lucien CASTELLA* (Doubs), Michel SUCHOD (Dordogne), *Francis BORIE* (Paris).

Liste complémentaire

Daniel BEDOS (Hérault), Michel GUYOT (Vosges), Liliane TOZZI (Essonne)

Commission nationale de contrôle

MOTION A

Georges BEAUCHAMP (Paris), Michel DOUCET (Eure), François de GROSSOUVRE (Allier), Pierre DENIZET (Isère), Pascal LAMY (Eure).

Suppléant

Alain GOURDON (Voges).

MOTION B

Gilbert BONNEMAISON (Seine-Saint-Denis), Jean CAILLIAU (Nord).

Suppléant

Michelle GAZET (Paris).

MOTION C

Pierre ROUSSEL, Jacques BELLANGER.

Suppléant

Jean-Pierre JANUARD.

MOTION D

Pierre LAMY.

Suppléant

Richard MOATTI.

MOTION E

Jean-Paul ESCANDE, Jean-Louis DIEUX.

Suppléants

Paul LORIDAN, Anne CUBLIER.

Commission nationale des conflits

MOTION A

Guy PENNE (Vaucluse), Christian NUCCI (Isère), François REBEUF (Gard), Bernard LE SAVOUROUX (Hauts-de-Seine), Eugène TEISSERE (Nièvre).

Suppléant

Ferréol DOUTRES (Haute-Garonne).

MOTION B

Lucien DELMAS (Dordogne), Jean-Pierre KUCHEIDA (Pas-de-Calais).

Suppléant

Alain FAUGARET (Nord).

MOTION C

François BORELLA, Tony DREYFUS.

Suppléant

Jean-Paul CIRET.

MOTION D

Dominique TOMASINI.

Suppléant

Michel VILLAND.

MOTION E

Maria NAVAS, Georges SAUBESTRE.

Suppléants

Charlotte RUSTAN, André LE CHEVALIER.

Les résultats du vote sur les motions

Voici les résultats globaux du vote sur les motions, tels qu'ils ont été proclamés dimanche dernier (sur un total de 7 040 mandats) :

Motions	*Mandats*	*Pourcentage*	*Titulaires au C.d.*
A	*2 824*	*40,11 %*	*55*
B	*958*	*13,61 %*	*18*
C	*1 437*	*20,41 %*	*28*
D	*547*	*7,77 %*	*10*
E	*1 016*	*14,43 %*	*20*
F	*228*	*3,24 %*	*-*
G	*22*	*0,31 %*	*-*
Abstentions	*8*	*0,12 %*	*-*
	7 040	*100 %*	*131*

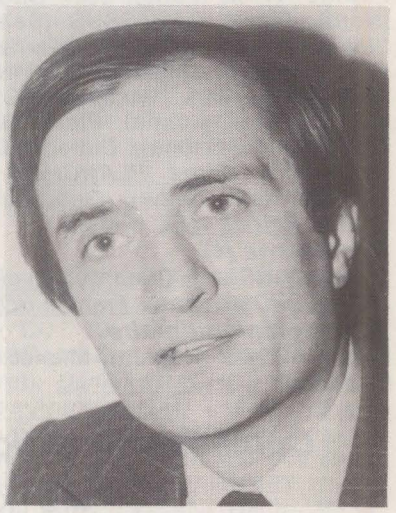
METZ



Le Parti socialiste et sa nature de classe

***PAUL BACOT** vient de publier aux Presses universitaires de Lyon un très intéressant ouvrage intitulé « les Dirigeants du Parti socialiste » et qui est un résumé de la thèse de doctorat d'État qu'il a consacrée à l'analyse de la nature de classe du P.s. à travers l'étude de ses cercles dirigeants.*

Nous avons choisi pour ce numéro spécial du congrès de Metz des extraits de l'introduction et de la conclusion de ce livre, dont François Mitterrand souligne dans sa préface qu'il constitue la première étude sociologique d'ensemble sur le Parti socialiste.



L'étude des cercles dirigeants d'un parti apporte une multitude d'informations qui, si elles ne peuvent à elles seules tenir lieu de travail exhaustif sur l'organisation dans son ensemble, n'en fournissent pas moins les éléments précieux d'une première approche en profondeur.

Encore faut-il élucider les modalités de fonctionnement du « miroir » que constituent les cercles dirigeants. L'image qu'ils nous donnent ne doit pas être prise « pour argent comptant » : la direction d'un parti ouvrier ne dépend pas de la seule volonté ni de la seule réalité concrète de celui-ci ; l'environnement de la société bourgeoise pèse de tout son poids.

Ainsi s'expliquent les aspects apparemment contradictoires que présentent les cercles dirigeants socialistes.

D'abord, on peut affirmer que les dirigeants socialistes apparaissent comme des dirigeants différents des autres, différents de tous ceux qui, à un titre ou à un autre, dans un domaine ou dans un autre, remplissent des fonctions de direction, d'animation ou de représentation dans la société française de la seconde moitié du XXe siècle. Leur histoire personnelle, que nous retrouvons à travers les itinéraires et les générations, est directement liée à celle du mouvement socialiste français. Sociologiquement, ils présentent statistiquement des caractéristiques qui, à coup sûr, ne sont pas celles des leaders des partis bourgeois : leur profession, leur origine sociale et leur appartenance religieuse méritent une étude particulière.

Ainsi, les dirigeants socialistes apparaissent-ils d'abord comme des socialistes. Nous pourrons trouver là un certain nombre d'indices incitant à voir dans le P.s. une organisation en rupture avec la société bourgeoise en général et son « monde politique » en particulier.

De fait, il est parfaitement clair que le P.s. se rattache à la tradition ouvrière révolutionnaire. Il a de ce point de vue la même origine que le Parti communiste. Tous les actuels dirigeants du Parti insistent sur son caractère « nouveau » — même s'il y a eu parfois désaccord sur la date de naissance : mai 1969, juillet 1969, juin 1971, octobre 1974 — mais tous reconnaissent volontiers qu'il est le successeur en ligne directe de la S.f.i.o. : à travers la nouvelle bâtisse, c'est encore, d'une certaine façon, la « vieille maison » qui survit.

La déclaration de principes du P.s. confirme nettement cette filiation, en proclamant la volonté du Parti d'être celui des travailleurs s'organisant pour l'action en vue de supprimer l'exploitation et la division en classes, et de substituer au régime capitaliste un régime socialiste.

Quant aux statuts du Parti, ils font de lui ce que Maurice Duverger appelle un « parti de masses » : l'interdiction de la double appartenance (article 3), le choix du critère territorial pour la struc-

ture de base et l'existence d'une organisation dans l'entreprise (article 4), l'exigence d'une cotisation (article 6), le système de représentation par mandats lors des congrès (articles 8 et 30), l'obligation faite aux adhérents du Parti d'appartenir aussi à un syndicat (article 10), l'engagement d'honneur demandé à tout candidat du Parti de remettre sa démission si, après avoir été élu, il quitte le Parti pour une cause quelconque (article 19), l'interdiction des tendances (article 21), la soumission des parlementaires au Parti (article 47), la soumission des journalistes membres du Parti à la discipline de celui-ci (article 80), sont parmi les dispositions statutaires les plus caractéristiques d'un parti « rigide », discipliné et — relativement — centralisé.

Les motions définissant l'orientation du Parti indiquent également une volonté politique à caractère de classe très marqué : les textes d'Issy-les-Moulineaux, d'Epinay-sur-Seine, de Grenoble, de Pau et de Nantes montrent que le P.s. est le parti des travailleurs, l'instrument de la lutte des classes.

Enfin, les statistiques que nous possédons concernant la composition sociale de l'ensemble des adhérents ne ressemblent en rien à celles décrivant les partis bourgeois.

SOCIOLOGIE DES ADHÉRENTS SOCIALISTES

EN 1973
(D'après P. Hardouin)

Salariés actifs : 57,5 %
dont ouvriers et employés : 30,3 %.
Chefs d'entreprise : 1 %.

Tel qu'il apparaît au premier regard, l'actuel Parti socialiste français montre le visage d'un parti de salariés, plongeant ses racines dans l'histoire d'un mouvement ouvrier auquel il continue de se rattacher, organisé pour constituer un bloc solide face à l'adversaire de classe et se tenant à une stratégie de rupture avec le capitalisme.

Mais la réalité est contradictoire, et certains éléments de nos enquêtes révèlent un aspect diamétralement opposé à celui-là : par maints côtés, les dirigeants socialistes sont semblables à leurs homologues des partis de la droite et du centre. Ils semblent appartenir à ce que certains n'hésitent pas à appeler la « classe politique » — terminologie que nous récusons si elle tend à définir une classe sociale composée des « princes qui nous gouvernent » (ou qui aspirent à nous gouverner), indépendamment de la classe fondamentale dont ils expriment les intérêts dans l'instance politique, mais que nous pouvons momentanément retenir si l'on entend par là que les hommes politiques de tous bords (ou presque) ont en commun certaines caractéristiques troublantes susceptibles de laisser *croire* qu'ils appartiennent à la même classe.

Les dirigeants socialistes ne seraient-ils donc que des dirigeants « comme les autres » ? Une réponse positive s'appuierait sur de nombreux faits : le grand nombre des cadres supérieurs et des membres des professions libérales, l'exclusion apparemment quasi systématique des ouvriers, la pléthore des diplômés de haut niveau, voire un certain « parisianisme »...

Mais ce serait tout ignorer des lois de la dialectique que de mettre en balance les deux verdicts, en vertu desquels le Parti socialiste serait gratifié soit d'une nature de classe « ouvrière », soit d'une nature de classe « bourgeoise ». La réalité est tout autre, et force est de constater que le P.s. est le théâtre d'un affrontement entre deux tendances opposées : l'héritage recueilli à la source du mouvement ouvrier et la prégnance de l'environnement bourgeois. Nous savons en effet qu'il n'est pas facile pour un parti ouvrier de conserver son originalité dans le cadre de la société capitaliste : c'est là un travail de Pénélope, un travail de tous les jours, toujours défait et sans cesse à refaire. Le parti lui-même, dans ses structures et son mode de fonctionnement, est à la fois l'instrument et le résultat de ce combat.

Si les cercles dirigeants ne sont pas exactement à l'image de leur parti, cela tient donc à la fois à la société bourgeoise et *au Parti lui-même.* Certes, les socialistes ne font rien pour écarter les ouvriers, les employés, les femmes... de leurs instances dirigeantes. Cette sélection s'opère *toute seule* — au sens où Louis Althusser dit que l'idéologie fait que « les gens marchent tout seuls ». La « démocratie interne » si chère — et à juste titre — à tous les socialistes, n'empêche nullement la ségrégation : tout au plus l'occulte-t-elle.

C'est bien parce qu'il en est ainsi, que les partis ouvriers sont amenés à prendre certaines dispositions pour contrecarrer les effets néfastes de l'environnement socio-politique. Nos enquêtes nous permettront d'ailleurs de constater que lorsque de telles mesures sont mises en place, les résultats sont loin d'être négligeables, et qu'au contraire lorsque nul effort particulier n'est entrepris dans ce sens, le Parti se voit régi peu ou prou par les règles de la société bourgeoise.

D'une manière plus générale, on peut dire que le problème auquel le parti révolutionnaire doit faire face est celui de son étanchéité — définie comme étant la capacité de celui-ci à résister à l'influence de la société globale dans laquelle il est inséré. Ainsi pouvons-nous considérer que le critère de l'étanchéité (1) mesure très exactement la nature de classe d'une organisation.

Nous pensons pouvoir dégager deux grands domaines dans lesquels va devoir jouer l'étanchéité ; liés l'un à l'autre d'une façon dialectique, ces deux domaines peuvent être pourtant considérés comme relativement autonomes : l'étanchéité du parti ouvrier par rapport à la structuration en classes de la société, et l'étanchéité par rapport à l'idéologie dominante. Sur le premier point, nous parlerons de « maintenance sociale », voulant indiquer par cette terminologie que la composition sociale d'un parti, c'est-à-dire l'origine sociale de ses militants, n'est pas indifférente. Mais le deuxième volet de l'étanchéité du parti ouvrier est tout aussi important : « l'imperméabilité idéologique ».

Nos enquêtes nous apporteront des indications essentiellement sur le premier point, en ce qui concerne le Parti socialiste. Elles nous permettront de mesurer jusqu'à quel point le P.s. est bien le parti du *front de classe* — du front de classe du salariat exploité, et donc en particulier de la classe ouvrière.

Mais, si la suite de notre propos nous conduit à beaucoup insister sur l'origine sociale des dirigeants du Parti socialiste, cela ne doit pas nous faire oublier les autres éléments d'appréciation de la nature de classe d'un parti : le degré de rupture du parti révolutionnaire avec la société capitaliste se mesure à sa ligne et à sa pratique politique, encore plus qu'à la composition sociologique de ses sphères dirigeantes.

Au demeurant, la démarche scientifique ne peut à elle seule déterminer la nature de classe exacte d'un parti à un moment donné. Elle ne peut que fournir des éléments solides pour l'analyse proprement politique.

Les partis ne sont pas de simples « reflets », et le « parti réformiste » n'est pas la simple projection, au niveau organisationnel, du réformisme. La tendance à l'illusion et à la collaboration des classes, ni celle à la conscience révolutionnaire, ne produisent chacune de leur côté un parti, ou un type de parti.

Le « parti réformiste » ne constitue ni le reflet, ni l'expression, ni l'instrument du réformisme. Si ce dernier est le fruit d'une contradiction, le « parti réformiste » est également profondément contradictoire : un parti est « réformiste », parce qu'il est... « révolutionnaire ». Le réformisme n'est nécessairement qu'une composante du parti « réformiste » — qui, dès lors, peut aussi bien être appelé « révolutionnaire ». (Tous les partis ouvriers sont à la fois réformistes *et* révolutionnaires.)

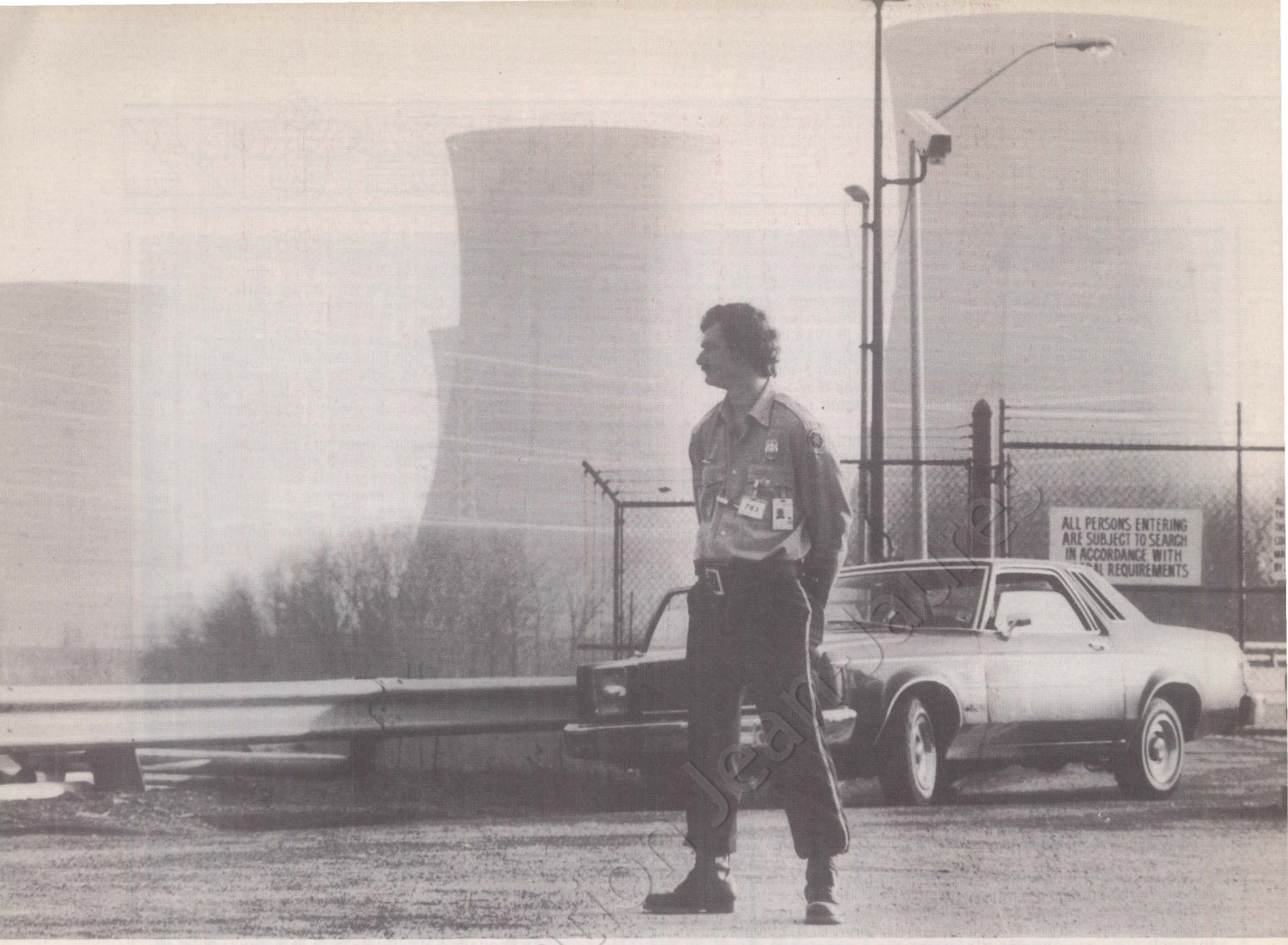
Croire en l'existence d'un parti réformiste — à l'état pur — c'est croire en celle d'un parti révolutionnaire — à l'état pur : il y aurait donc un courant révolutionnaire (avec son parti) et un courant réformiste (avec ses organisations et leurs tendances). L'un serait le lieu de la fusion du prolétariat et de la théorie marxiste, l'autre celui de la rencontre du prolétariat et de l'idéologie bourgeoise.

Or, si la seconde de ces deux « rencontres » peut se faire en dehors de toute théorie marxiste, la première ne peut pas se faire en dehors de l'idéologie dominante — tant il est vrai que l'« imperméabilité » absolue vis-à-vis de celle-ci n'existe pas.

Le « courant » révolutionnaire ne peut pas être décrit comme quelque chose de parfaitement délimité, ni de figé ; il est l'un des deux aspects contradictoires du mouvement ouvrier. Il ne se trouve tout entier et à l'état pur ni dans un quelconque parti — même le P.c.f. — ni dans une tendance de parti. Une conception contraire des choses nous paraît relever d'une illusion mécaniste et d'un formalisme manichéen, démentis tant par l'analyse rigoureuse que par l'expérience historique. Rien en vérité ne permet de penser qu'une organisation puisse, au sein de la société capitaliste, rompre totalement et définitivement avec les conditions de reproduction du réformisme.

PAUL BACOT

(1) *Etanchéité* n'est pas ici synonyme d'*imperméabilité totale.* Il ne s'agit pas pour le parti ouvrier de rechercher on ne sait trop quel isolement — au demeurant impossible — mais bien plutôt de se préserver, de se vacciner, de manière à dépendre *le moins possible* de l'environnement qu'il entend modifier radicalement.



Etats-Unis : les leçons de Three Mile Island

Il n'y a pas eu de mort. Et pourtant. L'Amérique titre cinq colonnes à la une sur l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island, en Pennsylvanie. Le plus gros « pépin » jamais survenu dans une centrale. Presque une fonte du cœur du réacteur : un quart du cœur semble extrêmement endommagé, et toutes les gaines du réacteur sont probablement fissurées. La radio-activité ambiante dépasse très largement les normes de sécurité. Tout danger pour la population n'est pas encore écarté. Et de loin, le pire, l'explosion, semble malgré tout peu vraisemblable. Tout cela, bien sûr, était hautement improbable.

Tout commence vers 3 heures du matin le 28 mars. Il est encore difficile, près d'une semaine plus tard, de savoir exactement comment les choses se sont passées, de reconstituer la chaîne des événements. Bien des informations contradictoires ont été données. Mais un scénario semble plausible : une humidité de l'air aurait provoqué la fermeture des vannes qui permettent l'alimentation en eau du générateur de vapeur. Cette machine joue un rôle fondamental ; il est l'échangeur où circule l'eau du circuit primaire (radio-active, très chaude et à pression très élevée) et celle du circuit secondaire (froide et non radio-active).

A la suite de l'incident, les systèmes de sécurité fonctionnent : le groupe turbo-alternateur s'arrête. Un circuit de secours pour l'alimentation en eau du générateur de vapeur doit entrer en marche. Peut-être à cause d'une fausse manœuvre, il n'a pas fonctionné. Le réacteur s'arrête aussi, mais le cœur conserve une puissance résiduelle : il se réchauffe sans être alimenté en eau froide. Un nouveau système de sécurité s'enclenche, pour faire passer une partie de l'eau qui circule dans le réacteur dans un autre circuit et pour la renouveler. Cette fois, c'est le débit qui est trop important. Une vanne lâche. L'eau du circuit primaire se répand dans l'enceinte : contrairement à ce qui était prévu, une soupape est restée ouverte.

S'ensuivent une dépressurisation, une ébullition de l'eau et son hydrolyse. D'où le dégagement d'hydrogène qui crée rapidement la fameuse « bulle ». Une « bulle » qui, à son maximum, a atteint 30 mètres cubes ! Du même coup, les risques d'explosion deviennent réels.

Pendant ce temps, le réacteur ne se refroidit pas aussi vite qu'il le devrait : grandissant, la « bulle » empêche que le cœur soit noyé. Il faut attendre que l'hydrogène se résorbe. Ce qu'il ne manque pas de faire : les physiciens savent que le tritium, hydrogène radio-actif, se diffuse très facilement, qu'on ne parvient pas sans peine à le conserver. Lorsque la bulle se rétracte, c'est tout simplement parce que le gaz radio-actif s'échappe de la cuve et s'envole dans l'atmosphère. Encore une fuite à ajouter aux gaz qui ont été lâchés par trois fois vendredi dernier dans le ciel de Pennsylvanie : krypton, xénon et iode se sont enfuis en même temps que la vapeur d'eau. On n'en connaîtra les conséquences que dans quelque temps.

L'ampleur de l'accident, la soudaineté

des réactions que les ingénieurs n'attendaient pas, expliquent l'affolement qui a saisi les officiels américains, lorsqu'ils ont parlé de faire évacuer les 950 000 habitants de quatre comtés.

Dans cette affaire, beaucoup de « détails » ont surpris les techniciens ; les systèmes de sécurité n'ont pas joué parfaitement ; une soupape qui devait se fermer est restée ouverte ; la bulle non plus n'était pas prévue — pas plus que les émissions de gaz radio-actifs.

Tout cela tombe mal pour le président Carter, au moment où le nucléaire reprenait du poil de la bête dans l'opinion publique et où il devait présenter au Congrès son programme énergétique. Pour le gouvernement français aussi, l'accident est bien gênant. Le 3 avril, le conseil interministériel devait décider d'une accélération du programme nucléaire national : deux nouvelles commandes en 1979 pour Gravelines, dans le Nord, et pour Cattenom, dans l'Est. La leçon de Three Mile Island met, pour le moins, le gouvernement dans l'obligation de prescrire des mesures de sécurité alourdies.

Avec un bel ensemble, nos ministres n'en ont pas moins clamé que le programme français ne méritait pas d'être remis en cause, qu'un tel accident ne pouvait avoir lieu en France, puisque notre matériel n'a pas été fabriqué par le même constructeur et que nos normes de sécurité sont plus sévères.

Voire. D'abord, la différence de conception entre Three Mile Island, l'une des plus modernes des soixante-douze centrales américaines, et les centrales françaises est très minime. Ensuite, la conception de la sécurité y est la même, fondée sur les normes de la N.r.c. (National Research Commission) et sur deux principes très contestables : celui de l'accident maximal de référence et celui de la simple défaillance. Les chercheurs d'E.d.f. ont, depuis longtemps, démontré que cette théorie selon laquelle la centrale est dimensionnée pour résister à cet accident supposé maximal ne tient pas : un accident plus grave est toujours possible. Et elle ne tient pas compte de tous les petits incidents, comme celui de Three Mile Island, qui peuvent provoquer des situations catastrophiques en chaîne. Elle ne tient pas compte non plus de l'hypothèse — vérifiée ici, à ce qu'il semble — de plusieurs incidents survenant en même temps. Enfin, elle laisse dans le flou la probabilité pourtant élevée de l'erreur humaine, des fausses manœuvres. Les hommes, comme les matériels, peuvent avoir des défaillances.

La conception de la sûreté laisse certains problèmes dans le vague : un ingénieur d'E.d.f. spécialiste de ces questions avoue : « De toute façon, quand une étude conduit à des résultats trop compliqués, on l'abandonne. Les accidents dits « de petite brèche », comme celui qui est intervenu à Three Mile Island, sont très peu ou mal étudiés. »

Quant aux matériels, il faudrait encore que leur qualité parfaite soit bien contrôlée. Débordée, E.d.f. ne suffit plus à la tâche. Certaines machines sont testées une fois installées. D'autres le sont seulement par les constructeurs... Nous ne sommes pas à l'abri d'un « pépin ».

D'autant que les générateurs de vapeur français, comme les américains, souffrent d'un manque de fiabilité. Fragiles, soumis à des pressions énormes et à des chocs thermiques, ils réagissent parfois mal. Ils sont le point faible de la technologie nucléaire. Rien d'étonnant, au fond, à ce que l'accident de Pennsylvanie ait trouvé sa source dans une défaillance du générateur de vapeur.

Alors, maintenant, les services français vont s'employer à démontrer point par point que l'affaire ne se serait pas déroulée ainsi dans une centrale française. Mais le problème n'est pas là. Il est plutôt dans la formation un peu artisanale des équipes chargées de conduire les centrales nucléaires. Celle de Fessenheim semble aujourd'hui au point. Mais celle du Bugey tâtonne, multiplie les fausses manœuvres devant des incidents bénins de mise en service. Qu'adviendra-t-il lorsqu'une nouvelle tranche sera couplée au réseau tous les deux mois ?

Les écologistes, d'un seul cri, ont déjà réitéré leur refus absolu du programme nucléaire. D'autres demandent la publication du plan Orsec-radiations (organisation nationale des secours d'urgence en cas de sinistre nucléaire), dit plan Orsec-rad, qui est toujours tenu secret. Le G.s.i.e.n. (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) rappelle qu'il faut revoir complètement la sécurité des réacteurs construits ou en construction. Et donc arrêter le programme.

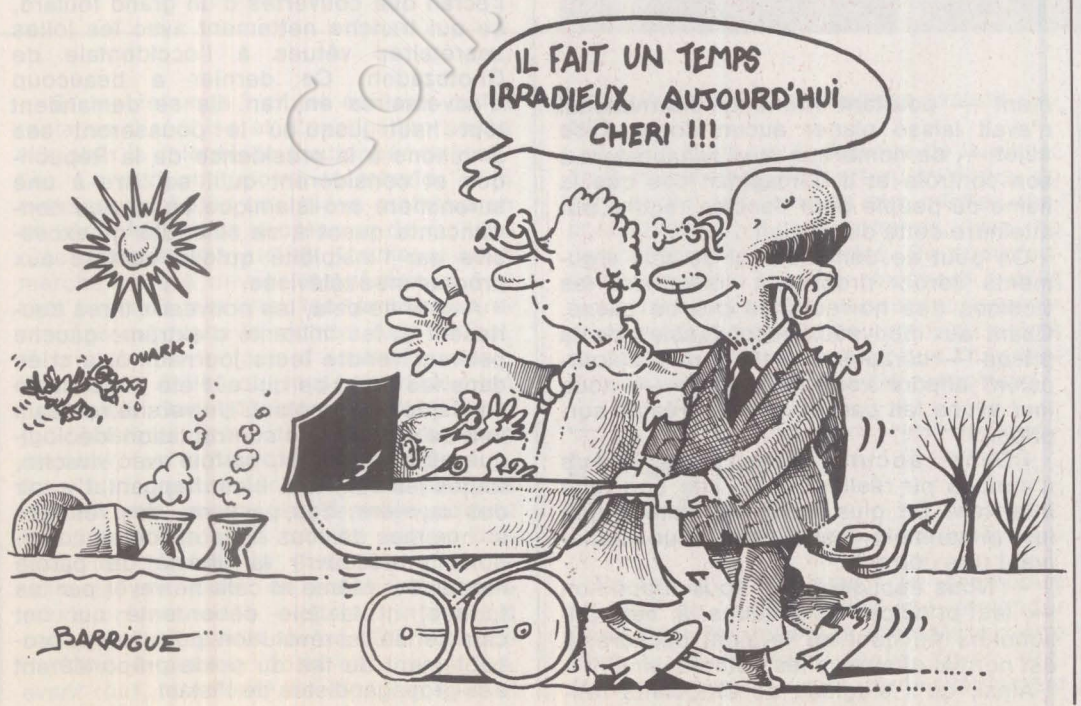
Les socialistes, eux, ont déjà proposé un moratoire et un référendum. Ils demandent qu'une mission de députés se rende sur les lieux et qu'une commission d'enquête soit constituée. Cette fois, nous ne nous laisserons pas bercer de douces paroles.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Iran : la révolution ne fait que commencer

De notre envoyé spécial

« EXIT la monarchie, vive la République islamique ! » Nul ne peut douter du sentiment des Iraniens sur ce point. Bien sûr, le référendum s'est déroulé dans des conditions très peu orthodoxes. Pas de liste d'inscrits, pas d'isoloirs, possibilité éventuelle de voter plusieurs fois, désignation des scrutateurs — tous favorables au « oui à la République islamique » — par le ministère de l'Intérieur sur proposition des comité Khomeyni, aucune garantie contre le bourrage des urnes, inégalité flagrante des chances dans la « campagne électorale » entre les partisans du « oui » et ceux de l'abstention, tous ces éléments et quelques autres font douter de la réalité du score de 98 % en faveur du changement de régime tel qu'il était proposé.



Mais qu'on ne s'y trompe pas. A quelques points près, si toutes les garanties pour un déroulement normal du scrutin avaient été respectées, le résultat eût été le même. Seuls le Kurdistan, le Turkménistan et le Baloutchistan, où des conflits ont fait des victimes avant que la négociation n'y ramène une paix précaire, se sont massivement abstenus. Reste une immense inconnue : à quoi ressemblera la République islamique ?

Des affiches, des tracts, des cortèges de jeunes gens et de jeunes filles défilant dans les rues, des voitures munies de haut-parleurs ont répété à l'envi pendant la campagne : « Ni capitalisme occidental, ni communisme de l'Est : République islamique ! » Le rejet des deux blocs ne constitue cependant pas un modèle. Les partisans de la République islamique vont devoir construire le leur empiriquement, sachant que le résultat différera des conceptions et des projets assez divers déjà élaborés dans cette perspective.

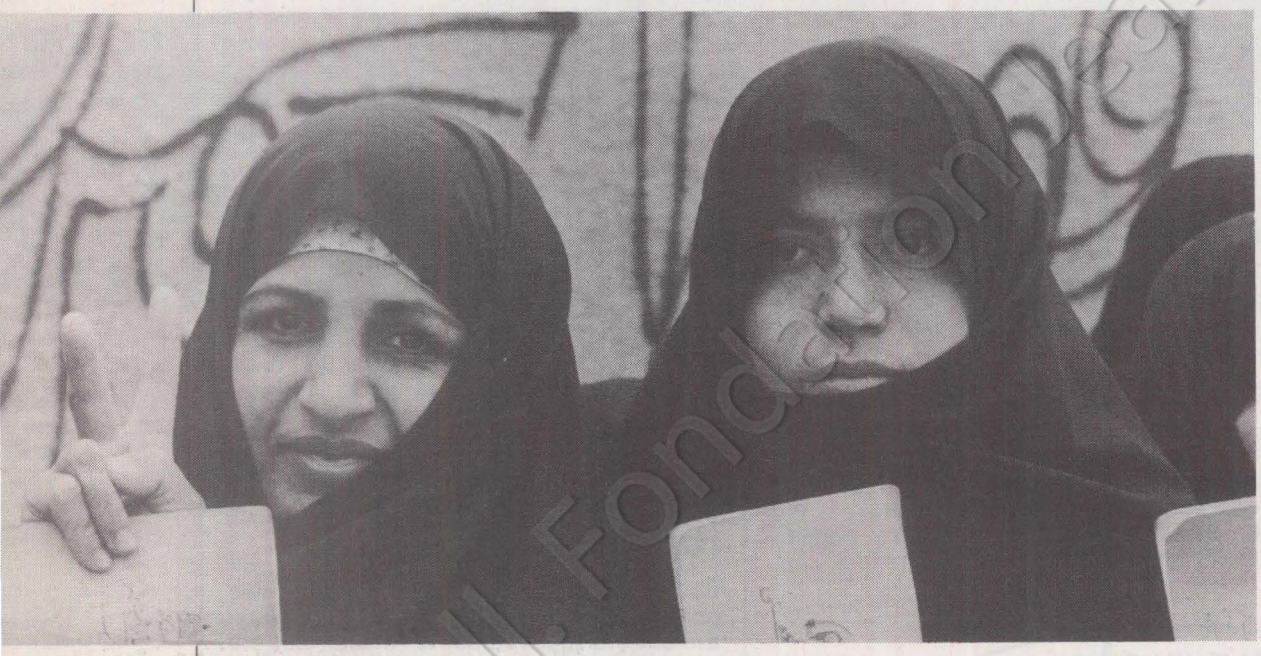
Nul ne pourra comprendre le nouvel Iran en marche s'il n'accepte les références constantes à l'islam.

J'ai demandé à Khomeyni, dont les portraits ornent les voitures, les bus, les magasins, les murs, les bâtiments

publics, les bureaux, les logements, etc., s'il ne craignait pas de faire l'objet d'un culte de la personnalité. Assis sur un tapis dans une pièce aux murs nus de sa modeste demeure de Qom, le leader chiite iranien a répondu par la négative. « Cela peut arriver lorsque quelqu'un s'oppose à Dieu. Mais je ne le redoute pas parce que je suis la voie de Dieu. »

Lorsque j'ai interrogé Abol-Hassan Banisadr, l'un des plus proches conseillers de l'ayatollah Khomeyni, sur le modèle économique et les sources d'inspiration de la République islamique, il s'est référé au Coran et à l'épopée des imams et du Prophète. Partant de là, il débouche sur un projet très socialiste sous bien des aspects. Je lui fais remarquer, ainsi qu'à l'ayatollah Taleghani, qu'aujourd'hui le pouvoir en Iran paraît très diffus : « On ne sait qui du gouvernement, du clergé, du Conseil de la révolution ou des comités Khomeyni a réellement le pouvoir... »

« S'il n'y avait personne qui ait le pouvoir, répond Banisadr en souriant, ce serait excellent, ce serait le Paradis... » Il traduit ensuite les propos de Taleghani : « Ces pouvoirs ne sont pas diffus. Ils sont coordonnés sous la surveillance et le contrôle de l'ayatollah Khomeyni et du Conseil de la révolution. » Banisadr ajoute, pour son propre compte : « Pour le moment, notre pays n'a ni armée, au



sens ancien, ni police, ni Savak, ni gendarmerie. Le peuple a quand même montré une grande capacité à se diriger. Vous pouvez constater qu'il n'y a pas tant de problèmes et que les crimes ont même beaucoup diminué. Ce qui a maintenu la situation, c'est justement l'esprit de l'islam et sa culture. C'est cela qui a permis au gouvernement provisoire, malgré bien des difficultés, de diriger le pays... »

Puis, toujours à partir du Coran, il parle de la manière dont il conçoit l'Iran de demain.

Dans la prison de Qasr, où sont détenus les quelque 1 500 prisonniers politiques du pays, nous avons pu entrer avec l'équipe du « Nouveau Vendredi » de F.r.3 pour interviewer Amir Abbas Hoveyda, qui fut Premier ministre du chah pendant treize ans.

Après les excès des premiers temps et la soixantaine d'exécutions sommaires, la situation a été normalisée. Les détenus sont bien traités. Les portes des cellules ne sont pas fermées. Dans le couloir central du bâtiment, des affiches de la révolution — dont l'une représente le chah et la Savak — témoignent des changements extérieurs. Par les œilletons des portes, j'ai vu des détenus lire ou jouer aux cartes.

Assis sur son matelas, une casquette sur la tête, Hoveyda nous est apparu tout d'abord très tendu. Refusant de s'expliquer en persan, comme l'exigeaient le procureur et l'un des responsables de la prison qui nous accompagnaient, il a paru se détendre petit à petit. S'adressant tantôt à nous en français, tantôt aux deux responsables en persan, il n'a pas exclu qu'on puisse chercher à faire de lui une victime expiatoire des excès de l'ancien régime.

Entretien avec Hoveyda

L'autorisation dont nous avons bénéficié pour le rencontrer eût été impensable sous le chah. Il ne l'a pas nié. A juste titre, il garde l'espoir de bénéficier d'un procès régulier. Hoveyda semble s'orienter vers une tactique de défense assez peu crédible. A l'en croire, il ignorait l'étendue de la torture et des atteintes aux droits de l'homme pendant la douzaine d'années où il dirigea le gouvernement — pourtant Amnesty International n'avait laissé planer aucun doute à ce sujet —, de nombreux faits échappaient à son contrôle et il n'imaginait pas que la haine du peuple pour l'ancien régime pût atteindre cette dimension.

On peut se demander si de tels arguments seront propres à convaincre les victimes des horreurs du proche passé. Quant aux nouveaux responsables de la prison — certains d'entre eux y séjournaient encore voici deux mois —, nous leur avons fait part de notre agréable surprise.

« Dans aucun autre pays, nous n'aurions pu réaliser aussi vite une telle interview. De plus, nous constatons que les prisonniers bénéficient d'un traitement très correct.

— Nous appliquons — nous répond-on — les principes islamiques à ces prisonniers et, quoi qu'ils aient pu faire, il est normal que nous les traitions ainsi. »

Ainsi, qu'il s'agisse de dirigeants religieux ou politiques, d'économistes, de magistrats ou de gardiens de prison, de paysans ou d'ouvriers, la référence à l'islam est constante et ne reste pas purement verbale.

N'en retenir que certains aspects, démesurément gonflés, voire déformés, participe consciemment ou inconsciemment d'une démarche négative. La révolution en Iran remet en cause des intérêts très importants et bouleverse l'équilibre géopolitique du monde. L'impérialisme américain et le monde capitaliste dans son ensemble ne peuvent rester sans réactions devant la volonté de l'Iran d'échapper à la dépendance et à la surexploitation des multinationales. Mais on ne mène pas campagne sur le thème du maintien des profits. Il fallait trouver autre chose.

Alors on a parlé de barbarie, de retour au passé, de violation des libertés et d'atteintes aux droits des femmes et des minorités. Certes, des bavures se sont produites, qui ont justifié bien des craintes. Mais qu'en est-il en réalité ?

Depuis le changement de régime, les exécutions qui ont eu lieu, souvent à l'insu du gouvernement, ont frappé pour l'essentiel des individus dont nul ne conteste qu'ils aient commis des crimes aussi nombreux qu'atroces. Depuis plus de quinze jours, plus aucune exécution n'est intervenue. Quelle autre révolution peut présenter un tel bilan ? Combien les réglements de compte ont-ils fait de victimes, en France, à la Libération ?

La violation des libertés mérite en premier lieu qu'on n'oublie pas que, pour les Iraniens encore sur le pied de guerre, il s'en faut de beaucoup que la victoire sur le despotisme soit définitivement acquise. Donc des pressions ont été exercées sur les journaux et sur les journalistes pour faire de la presse un organe au service de la révolution islamique. Pour contestable que cela puisse être, les journalistes n'ont pas été complètement ligotés. Certains continuent courageusement d'user de leur liberté de critique, ce qui leur vaut parfois des injures et des menaces. Quant à la radio-télévision, elle est contrôlée par Sadegh Ghotbzadeh, un homme qui met avec zèle et autorité l'instrument qu'il contrôle d'une main de fer au service d'une conception dure, sinon inquiétante, de la République islamique. Les speakerines n'apparaissent plus à l'écran que couvertes d'un grand foulard, ce qui tranche nettement avec les jolies secrétaires vêtues à l'occidentale de Ghotbzadeh. Ce dernier a beaucoup d'adversaires en Iran. Ils se demandent tout haut jusqu'où le pousseront ses ambitions à la présidence de la République et considèrent qu'il se livre à une surenchère pro-islamique aussi peu convaincante quant à sa sincérité qu'excessive par l'insipidité qu'elle confère aux programmes télévisés.

A côté de cela, les nouveaux titres fleurissent et les militants d'extrême gauche peuvent vendre leurs journaux à la criée dans les rues, ce qui eût été impensable voici quelques mois. L'Université reste un lieu de débat et de confrontation idéologique où s'expriment, parfois avec vivacité, toutes les opinions. Il est frappant d'y voir des ouvriers, des paysans, des femmes et hommes de tous âges et toutes conditions y découvrir la liberté de parole recouvrée. Même si cela ne revêt par les formes, ni la joie débordante qui ont caractérisé la révolution portugaise, probablement du fait du poids prépondérant des propagandistes de l'islam.

Grande-Bretagne: Maggie, c'est Attila...



Margareth Thatcher.

Le premier respect que l'on doit aux féministes étant de ne pas respecter une femme en raison de son sexe, allons-y : elle a tout pour déplaire, Maggy — depuis sa ligne politique jusqu'à son style personnel. On a souvent tendance à ne pas prendre les conservateurs britanniques au sérieux (pas plus que les travaillistes, d'ailleurs), mais là ce serait une erreur. Le bon ton qui règne chez ces « gentlemen », et devant lequel le Français ne peut s'empêcher de faire un complexe de plébéien, n'est plus de mise devant cette «Femme de fer » vêtue de gris anthracite. La liste de ses actes et de ses déclarations dessine un impressionnant profil.

Ministre de l'Education, elle a augmenté d'un tiers le prix des repas dans les écoles et supprimé la ration de lait quotidienne pour les enfants, s'acharnant contre ceux qui trouvaient les moyens de « tourner » la mesure. Elle s'est battue contre l'école secondaire unique, plus juste que le système actuel au nom de la défense de l'élite et contre les syndicats étudiants... trop politiques. Elle a si bien œuvré (malgré les nombreux établissements scolaires qu'elle a fait construire), qu'un député travailliste a pu dire qu'elle « a autant fait pour l'éducation britannique qu'Attila pour la civilisation occidentale ». Porte-parole, puis chef de l'opposition conservatrice, elle a sans cesse renouvelé son cabinet fantôme dans le sens de la droite du parti. Elle a successivement pris position en faveur du néo-capitalisme style Friedman, pour la limitation du droit syndical et des piquets de grève, contre la politique des revenus de Callaghan (pourtant soutenue par l'ancien leader conservateur Edward Heath), pour l'arrêt de l'immigration enfin, de peur que « les traits de caractère britanniques fondamentaux qui ont tant apporté au monde » ne soient submergés par des peuples d'une culture différente. Raciste, cette prise de position était en outre opportuniste, car elle survenait juste après des sondages qui allaient dans ce sens (vous connaissez l'histoire de la peine de mort : d'ailleurs elle est pour). Elitiste et raciste, elle est en outre pour l'armement à grande échelle de la Grande-Bretagne et contre la détente. Ses relations avec Pékin sont presque aussi bonnes que celles de Strauss ou de Pinochet.

Au plan personnel, cette « Pasionaria des privilèges de la classe moyenne » est un bourreau de travail, la reine de l'organisation. Excellente oratrice, elle ne rit pourtant jamais. Chimiste, plus spécialiste de droit fiscal, elle reconnaît « ne jamais avoir dansé avant d'entrer à l'université et avoir plus connu dans sa jeunesse les livres que les plaisirs » !

Ses amis politiques sont le leader raciste Enoch Powell, chef de l'extrême droite, les conservateurs les plus durs et les patrons de la City — qui jubilent devant ses chances de succès aux prochaines élections. Ses ennemis sont les libéraux de son parti, les syndicats et... peut-être les gosses qu'elle a privés d'un verre de lait.

Tous les noms doux qu'on lui attribue : « Papillon de fer », « Lady de fer » et « Vierge de fer », ont un point commun métallique, qui fait peur chez une femme capable de partir en croisade pour la « défense de l'Occident ».

C'est précisément parce qu'elle dit qu'« en politique quand on veut qu'une chose soit dite il faut faire appel à un homme, mais lorsqu'on veut qu'une chose soit faite il faut appeler une femme »... qu'il ne faut absolument pas lui laisser le pouvoir. Même si son point commun le plus évident avec son adversaire — « Oncle Jim » Callaghan — est que tous deux mécontentent la gauche de leur parti.

F. P.

Et les femmes ? Sujet épineux où la tentative d'analyse et d'explication passe vite pour la volonté de cautionner ou justifier. Le port obligatoire du tchador ? Un mensonge ! Après une brève tentative en ce sens, faite sous la pression de mollahs réactionnaires, l'ayatollah Khomeyni a fait marche arrière devant les réactions que cela suscitait tant chez les féministes iraniennes que dans le monde. Aujourd'hui, le tchador ou le foulard restent conseillés, libre à celles qui le désirent de n'en pas porter. Dans plusieurs ministères, j'ai pu constater que, dans leur immense majorité, les femmes avaient la tête nue. Il ne faut pas oublier que, dans ce pays où les trois quarts des femmes portent traditionnellement le tchador ou un foulard, les postes de l'administration — voire la possibilité de passer des concours universitaires — étaient interdits à celles qui refusaient de se vêtir à l'occidentale. Il semble donc qu'il y ait eu, avant tout, la volonté de signifier haut et fort que de telles contraintes avaient disparu.

Pour le reste, qu'il s'agisse de la pilule, de la mixité dans le sport ou à l'école, du libre accès des femmes aux mêmes responsabilités que les hommes, rien ne paraît définitivement arrêté. De nombreuses Iraniennes ne se résignent pas à renoncer à leurs droits et peuvent certainement espérer marquer de nombreux points en ce sens. Déjà, il apparaît que l'interdiction de vendre la pilule a été rapportée.

L'essentiel reste à faire

Reste le passéisme, la prétendue volonté du clergé chiite de replonger l'Iran dans les ténèbres d'un Moyen Age dont le chah serait censé l'avoir tiré. Cette propagande est tout simplement ridicule. Nul ne remet en question la technologie et le progrès. En revanche, les nouveaux dirigeants iraniens souhaitent arracher leur pays à l'emprise des multinationales.

Bien entendu, tout n'est pas rose. De nombreux intellectuels s'inquiètent d'un climat politique assez pesant. Ils redoutent une évolution où la voix des minorités et des contestataires serait étouffée. Mais ils peuvent désormais exprimer leurs réserves et s'en félicitent. Si rien n'est encore sûr, si l'Iran de demain reste difficile à percevoir dans la cacophonie d'aujourd'hui, une chose est certaine : rien n'autorise à comparer la nouvelle République à l'ancien régime. Même si l'essentiel reste à faire, l'acquis est déjà si fondamental que, loin de le conforter, sa mise en question peut éveiller les doutes les plus sérieux sur les intentions de ceux qui y procèdent.

JEAN-LOUP REVERIER

Italie : Berlinguer entre le compromis et l'impasse ?

(De notre envoyé spécial)

LE Parti communiste italien a beau être fort différent du P.c.f., leurs congrès ont bien des points communs, et d'abord cette sorte de grand-messe qui accompagne le long rapport introductif — trois heures et demie pour celui prononcé vendredi dernier par Enrico Berlinguer — du secrétaire général.

Rapport dense, touchant à tous les grands problèmes de l'actualité internationale et italienne, fréquemment applaudi et plusieurs fois même ovationné par les 1 200 délégués et les milliers d'auditeurs entassés dans ce Palais des sports circulaire au centre du quartier romain de l'E.u.r., vestige grandiloquent de l'époque mussolinienne. Rapport qui semble pourtant avoir déçu un certain nombre de militants, qui n'y ont pas trouvé de réponses claires à leurs interrogations.



Giorgio Amendola.



Enrico Berlinguer, vu par Barrigue.

Le plus puissant parti communiste d'Europe occidentale et ses 1 800 000 adhérents se trouvent, en effet, depuis plusieurs mois dans une situation de grave incertitude. Le temps paraît déjà loin où les élections législatives du 20 juin 1976 avaient confirmé de façon spectaculaire, en le portant à 34 % des suffrages, la progression du P.c.i. aux élections locales et régionales de l'année précédente. La stratégie du « compromis historique » imaginée par Enrico Berlinguer paraissait alors avoir été ratifiée par les électeurs italiens, las de la corruption et des scandales dans lesquels s'embourbait la Démocratie chrétienne, au pouvoir sans discontinuer depuis trente ans. Le P.c.i. n'était pas encore tout à fait au gouvernement, mais il n'en était pas loin. Il était devenu une composante essentielle de la majorité gouvernementale. Il pouvait peser sur les décisions. L'exclusive jetée pendant si longtemps contre lui paraissait enfin levée : l'un de ses principaux dirigeants, Pietro Ingrao, devenait président de la Chambre des députés.

Déchirante révision

Ce « contrat majoritaire » que beaucoup de militants n'avaient pourtant accepté qu'à contrecœur, a, pendant quelque temps, porté ses fruits. Une œuvre législative importante a pu être ainsi accomplie, se traduisant notamment par des mesures sociales et un certain redressement de l'économie. Mais, au-delà de quelques décisions ponctuelles, la D.c. s'est opposée résolument à toute véritable réforme de structure. L'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro, seul véritable partisan, à la direction de la Démocratie chrétienne, d'un accord de pouvoir avec les communistes, faisant disparaître — et sans doute était-ce le véritable but des terroristes — tout espoir de relance du « compromis historique ». Déjà en septembre dernier, dans son discours au festival de « l'Unità », à Gênes, Enrico Berlinguer avait mis celui-ci en sourdine. Devant la pression des syndicats, de plus en plus hostiles à la politique du gouvernement Andreotti, la direction du P.c.i. procédait trois mois plus tard à une révision déchirante. Après un débat difficile, une majorité se dessinait en son sein pour que le parti se retire de la majorité. Ce qui fut fait en janvier. D'où une nouvelle crise ministérielle, insoluble et qui ne pouvait que conduire à des élections anticipées, après une ultime tentative, purement formelle, de Giulio Andreotti.

On comprend donc que le XVe congrès du P.c.i. ait été beaucoup moins dominé par les questions idéologiques — qui tenaient pourtant une certaine place dans les thèses préparatoires — que par les questions immédiates que pose une campagne électorale qui s'ouvre dans des conditions difficiles pour les communis-

tes, comme d'ailleurs pour les socialistes de Bettino Craxi, les uns et les autres ayant souhaité disposer d'un peu plus de temps avant que le pays retourne aux urnes.

Comment retrouver la situation de 1975, se demandaient en fait les délégués au congrès, craignant que les prochaines élections marquent un recul de leur parti et une remontée de la Démocratie chrétienne, à qui ces deux années et demie de contrat majoritaire ont permis de sortir d'une passe difficile et de retrouver une certaine autorité dans l'opinion.

Il ne faut donc pas s'étonner que le rapport de Berlinguer ait contenu des passages très polémiques à l'égard de la D.c., accusée d'avoir violé les engagements pris et de refuser tout geste permettant d'associer plus concrètement le P.c.i. au gouvernement. Pas surprenant non plus que ce même rapport, pourtant sans tendresse à l'égard du P.s.i., auquel grief est fait de n'avoir pas d'autre objectif que de gagner des voix, ait, pour la première fois, mis l'accent sur l'unité de la gauche, considérée comme une composante essentielle de l'union nationale.

Profession de foi européenne

Evolution intéressante par rapport à la polémique sévère qui a opposé les deux partis l'été dernier à propos d'une discussion sur le léninisme (cf. « l'Unité » n° 310, du 13 au 19 octobre 1978). Mais évolution quelque peu abstraite pour les militants du P.c.i., dans la mesure où elle n'ouvre aucune perspective à échéance prévisible.

Est-ce pour cela que c'est surtout la partie internationale du rapport de Berlinguer que l'on a retenu, même si on y retrouve toutes les contradictions qui sont la marque du P.c.i. ? Le secrétaire général a fait applaudir Brejnev et le Vietnam, mais il a prononcé aussi des paroles mesurées sur le rôle de la Chine, dont l'ambassadeur à Rome et plusieurs représentants venus de Pékin écoutaient avec attention son discours, au premier rang de la tribune diplomatique, à quelques mètres de l'importante délégation du P.c. de l'Union soviétique.

C'est devant ce même aréopage qu'Enrico Berlinguer a renouvelé sa profession de foi européenne, qui a fait grincer des dents la délégation du P.c.f., conduite par Charles Fiterman et Maxime Gremetz. Prêt à jouer à fond le jeu des institutions européennes, favorable à l'élargissement du Marché commun, le P.c.i. aborde les élections européennes du 10 juin — qui coïncideront avec les élections législatives — dans un état d'esprit très proche de celui du Parti socialiste français. C'est en ce sens qu'à défaut de François Mitterrand — que Sergio Segre avait invité lors de leur rencontre à Paris il y a quelques semaines — ses dirigeants ont apprécié que le P.s. ait été présent au congrès par une délégation au niveau du secrétariat national. Comme les socialistes français, les communistes italiens sont sensibles à la dimension européenne de la lutte des travailleurs contre le grand capital et les firmes multinationales.

A quelques jours de distance, le congrès de Rome et le congrès de Metz se seront, sur ce point, renvoyé un écho prometteur de futures rencontres.

CLAUDE ESTIER

Espagne : rouges sont les mairies

« UNE des deux Espagnes te glacera le cœur », écrivait Antonio Machado au « petit Espagnol qui vient de naître ». On commémorait le mois dernier le quarantième anniversaire de la mort du poète exilé, et sa parole réapparaît tout à coup comme une fulgurante vérité. Mardi dernier, l'Espagne s'est de nouveau divisée, géopolitiquement, en deux parties... inégales il est vrai. Et, cette fois, le plus gros morceau est à gauche. Les premières élections municipales démocratiques depuis 1931 ont donné la victoire à la gauche, et d'abord au Parti socialiste, dans les centres urbains et industriels. Le gouvernement et la droite conservent le contrôle des campagnes. L'Espagne des villes et l'Espagne des champs...

Sauf à considérer comme strictement équivalent un village de 500 âmes et une ville de 500 000 habitants — la manipulation des statistiques devient la spécialité de la droite —, on ne peut que constater la victoire massive de la gauche et des forces démocratiques à ce scrutin capital. En effet, c'est le plus solide rempart du franquisme (puis du néo-franquisme) qui s'écroule enfin depuis la légalisation des partis démocratiques et la reconnaissance des libertés syndicales. Restent, c'est une tout autre question, l'armée et l'appareil d'Etat. Dans l'immense majorité des villes de plus de 100 000 habitants, les notables « élus » par le gouvernement depuis plus de quarante ans sont balayés. Pour souligner encore l'importance extrême de ces élections, il convient d'ajouter que les traditions locales sont beaucoup plus prononcées, historiquement et culturellement, en Espagne qu'en France. Cette victoire populaire est déterminante pour l'avenir même du processus démocratique espagnol. L'Espagne des villes, c'est d'abord la classe ouvrière, qui vote majoritairement socialiste. Le Parti communiste — mais surtout le P.s.u.c. (P.c. catalan) — arrive en tête dans quelques très grands centres industriels. La classe ouvrière espagnole s'affirme ainsi, une fois de plus, comme la seule capable d'exprimer les aspirations progressistes et démocratiques de la société moderne.

Tierno Galvan



Vainqueur à Madrid au terme d'une campagne d'une rare honnêteté politique qui glacerait d'effroi bien des petits notables de l'Europe bourgeoise, le « camarade Tierno » ne fait, somme toute, que rétablir la légalité de... 1936. « Si quelqu'un ici ne veut pas voter P.s.o.e., qu'il vote à gauche ! », affirmait-il, sous les applaudissements des travailleurs, aux portes des usines transformées en forum idéologique. La gauche est majoritaire à Madrid. La capitale espagnole aura un maire socialiste : Tierno Galvan, le « vieux professeur », confirmant ainsi les résultats des législatives du 1er mars, où Francisco Bustelo était déjà le sénateur le mieux élu de toute l'Espagne.

Sociologiquement, l'Espagne des champs, c'est la bourgeoisie, une partie des couches dites moyennes, la petite paysannerie et les couches du sous-prolétariat d'Estrémadure et de Galice, régions extrêmement paupérisées. Pour comprendre, il faut connaître cette « Espagne profonde ». De village blanc en village blanc, la vie est là, coincée, immuable — le fascisme est aussi un ralentissement de la vie — entre le curé intégriste, le notaire de l'Opus Dei et le sinistre « couple » de gardes civils. Dans ces bourgades, le changement le plus remarquable depuis Franco consiste dans la substitution du portrait du caudillo défunt par celui de Juan Carlos dans les mairies. Pour l'essentiel, les candidats de la liste U.c.d., quelquefois liste unique, sont les mêmes caciques que sous le fascisme.

Arrigorriaga, 7 000 électeurs, aux portes de Bilbao. Ici est né, a vécu et est enterré Argala, jeune et populaire dirigeant de l'Eta, assassiné sur le territoire français le 21 décembre dernier. Herri Batasuna (Gauche basque, proche des thèses de l'Eta) et le P.n.v. (Parti nationaliste basque) y totalisent plus de 90 % des voix... résultat certes exceptionnel, mais révélateur de la mentalité populaire. D'élection en élection, les forces « patriotiques » confirment le soutien populaire dont elles jouissent, même si celui-ci est loin d'être exclusif.

Le temps est bien révolu où, grâce à une télévision de complaisance, quelque politicien réactionnaire et centraliste pouvait dénoncer tout à loisir les menées d'une « poignée de terroristes ». La question basque est aujourd'hui posée à l'ensemble de la société espagnole, alors que les forces « patriotiques » viennent de conquérir dans les municipalités de sérieux points d'appui. Le P.s.o.e. confirme également, comme à Eibar où le vote socialiste est aussi un vote nationaliste, sa présence.

Sauf à choisir délibérément la politique du pire conduisant à l'« irlandisation » du pays, la négociation et l'adoption urgente d'un statut d'autonomie s'imposent comme la priorité des priorités. Or, ce plan existe : mis en œuvre par le Conseil général basque, présenté et défendu brillamment par le jeune secrétaire national du P.s.o.e. « Txiki » Benegas, il a jusqu'alors été criminellement repoussé par le gouvernement central. Pourtant, le bouillant député Letamendia, nationaliste d'extrême gauche, récemment de passage à Paris, nous confiait sans aucune dissimulation que « l'adoption d'un statut d'autonomie et l'amnistie générale, accompagnée de l'évacuation des forces répressives, conduiraient, très vraisemblablement, à la cessation des hostilités militaires de la part de l'Eta ». Confiance ? Peut-être. Le 8 avril se déroulera à Bilbao, pour l'amnistie et la reconnaissance de la personnalité basque, une immense manifestation à laquelle participent socialistes, communistes, extrême gauche et nationalistes.

La victoire socialiste était attendue en Catalogne. L'urbaniste Narcis Serra sera maire de Barcelone, première ville de la Méditerranée. « L'autogouvernement des peuples d'Espagne est à la base du processus de marche vers le socialisme », déclarait Joan Reventos, secrétaire général du puissant Parti des socialistes de Catalogne. Il faudra s'y faire, l'Espagne centraliste « une et indivisible », imposée par la soldatesque des Rois Catholiques et les légionnaires maures du franquisme, a vécu. Autre élément déterminant : malgré l'absence d'un accord national officiel, communistes et socialistes choisiront comme maire, dans la plupart des cas, le leader de la liste de gauche arrivée en tête. Tournant après la longue période antisocialiste de Carrillo ou tactique élémentaire ? La vérité, c'est que la gauche espagnole parvient à ébullition : ça déborde même ! Le débat politique et idéologique reprend à tous les niveaux, à l'intérieur même des partis, et le torchon brûle singulièrement entre le P.c.e. et le P.s.u.c.

Des dirigeants communistes catalans, comme Jordi Borja ou Antoni Gutiérrez (secrétaire général), publient des déclarations fracassantes prolongeant la polémique avec la direction du P.c.e. : « Nous ne devons pas perdre de vue, par-dessus tout, l'histoire nationale et authentiquement socialiste de l'immense majorité des cadres socialistes, et que sans l'unité avec eux il n'y a pas de projet eurocommuniste possible... Il ne peut exister un parti révolutionnaire et de masse qui ne tienne un débat permanent ouvert... Dans le P.s.u.c., il y a encore des résidus d'un passé sectaire... »

Le devenir de la gauche espagnole pourrait surprendre. Le Parti communiste est à la veille de son congrès. Le grand Parti socialiste ouvrier de Pablo Iglesias et Francisco Largo Caballero, majoritaire dans le peuple, aussi.

GILBERT SANS

Uruguay : et le matricule 797 ?

Il n'y a plus de matricule 1 607 au camp de concentration uruguayen de Libertad : Frank Conchon-Oswald devrait arriver à Paris ce samedi 7 avril ; libre (voir notre numéro 325). Il a enfin été jugé le 1er mars dernier, après cinq ans de détention provisoire, par le tribunal militaire suprême de l'Uruguay ; décision : remise de peine et expulsion. Le lendemain, 2 mars, le journal de Montevideo « la Manana » titrait : « On a jugé onze séditieux ; expulsion de l'un d'eux » ; l'article donnait le détail des peines pour les dix co-accusés de Conchon-Oswald : de six à treize ans de pénitencier. Ils resteront à Libertad.

Deux poids, deux mesures

Le matricule 797 y demeurera aussi. Il s'agit de l'autre Français : Charles Serralta. Il a été jugé, lui aussi, le 6 mars. Mais, après sept ans de détention provisoire, il a écopé d'une condamnation de dix ans de pénitencier ; au titre de ce jugement, il a donc encore trois années à passer à Libertad. Dans le box des accusés, à ses côtés, il y avait trois autres prisonniers « provisoires » : ils se sont vu octroyer des peines de quinze à vingt ans de pénitencier, « agrémentées » de trois à dix ans de « mesure préventive de sécurité », c'est-à-dire de maintien en taule. Quand retrouveront-ils la liberté ?

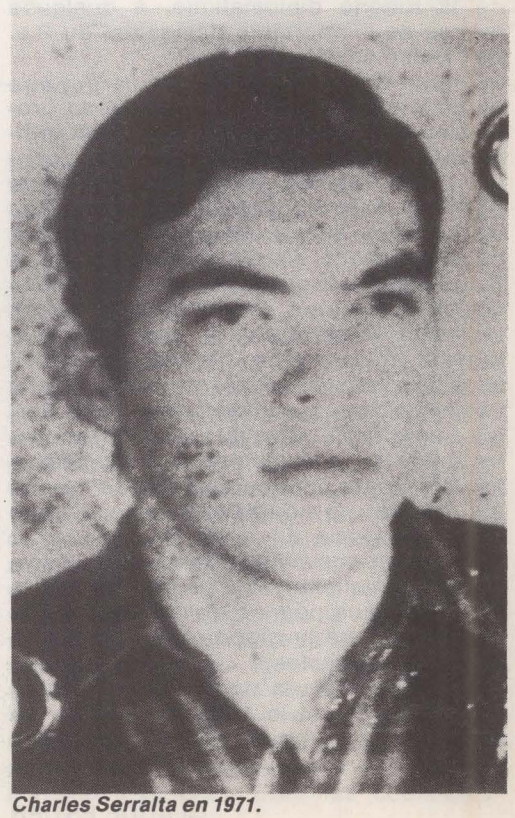
Une question s'impose : pourquoi deux poids deux mesures. Pourquoi la liberté pour Frank Conchon-Oswald et la prolongation du calvaire pour Charles Serralta ? Après que le quai d'Orsay eut été mis en cause dans ces colonnes mêmes et dans celles du « Canard enchaîné », Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, avait pourtant envoyé un télex confidentiel mais ferme à André Leguen, ambassadeur de France à Montevideo : « Je vous donne un mois pour régler l'affaire. » Le gouvernement français tapait-il enfin du poing sur la table ? Jean François-Poncet devenait-il enfin le « défenseur des Français de l'étranger » qu'il avait promis d'être ? On le crut quelque temps.

A Montevideo, le jour même où « la Manana » annonçait l'expulsion de Frank Conchon-Oswald, un autre quotidien, « El Dia », titrait : « Jugement la semaine prochaine d'un séditieux de double nationalité » ; l'article parlait bien de Charles Serralta et évoquait déjà son expulsion. En fait, il s'agissait d'une belle opération d'intoxication, montée par les militaires uruguayens et destinée à berner le gouvernement français. Car l'Uruguay n'a jamais eu l'intention de libérer Serralta !

Ce que l'Uruguay voulait obtenir, c'était le silence de la France devant la commission des Droits de l'homme de l'Onu, réunie à Genève fin février et début mars. La France aurait pu apporter les dossiers de Conchon-Oswald et de Serralta à Genève. Jean-Claude Soyer, le représentant de la France, y est venu les mains vides. Résultat : l'Uruguay a seulement été blâmé et a obtenu que la question de la violation des droits de l'homme sur son territoire ne soit revue que dans un an. En attendant, les bourreaux uruguayens vont pouvoir continuer à torturer en toute tranquillité. Ce qui laisse incrédule, c'est qu'un ancien lieutenant de l'armée uruguayenne, Julio Cesar Cooper, réfugié en Suède depuis 1978, a bien témoigné, lui : il a lui-même participé à des « séances d'interrogatoires » ; il a donné les noms des victimes et des tortionnaires ; il a affirmé que 90 % des officiers uruguayens torturent régulièrement. L'Onu serait-elle complice du marché conclu entre la France et l'Uruguay ?

Pour la France, en l'espèce, il s'est agi d'un marché de dupes : le lendemain même du jour où l'Uruguay a été blanchi à Genève, grâce au silence du Français Soyer, Charles Serralta a été condamné à Montevideo. Et dans quelles conditions ! Il a été « défendu » par un avocat commis d'office : le colonel Ramirez ; l'avocat qu'il s'était initialement choisi, le docteur Rodolfo Schurmann, ayant auparavant été « convaincu » d'abandonner l'affaire grâce à un argument décisif : six mois d'emprisonnement !

Une chaîne de télévision française était présente à Montevideo pour les procès de Conchon-Oswald et de Serralta : T.f.1.



Charles Serralta en 1971.

A-t-elle ramené un accablant dossier contre l'Uruguay ? Pas du tout ! Roger Gicquel, en présentant le document, le 16 mars dans son journal de 20 heures, a été d'une parfaite complaisance pour l'Uruguay : « Le régime uruguayen souhaite présenter au monde une nouvelle image. Il en donne des signes évidents. Les caméras de T.f.1., par exemple, étaient là, à Montevideo, quand a eu lieu le procès de Serralta. » Suivait un montage fait de quatre mini-interviews : après Serralta, parlaient l'amiral Hugo Marquez (un des personnages forts de la dictature), Me Chéron (un avocat français qui représentait les familles des accusés) et Bayardo Bengoa (le ministre de la « Justice » uruguayenne). Le reportage s'est terminé sur cette affirmation du ministre : « Notre petit pays est un exemple du respect des droits .» Bravo T.f.1 ! Comme a dit Gicquel — Ponce Pilate : « Je vous laisse juges... »

Lâcheté diplomatique

Mais, pour que les téléspectateurs puissent juger, il aurait fallu que la part ne soit pas faite trop belle aux fascistes uruguayens. Il aurait surtout fallu que l'intégralité de l'interview de Serralta passe à l'écran ! Or, ce soir-là, T.f.1 a eu le culot de censurer plus de la moitié de ses déclarations. Un jeune homme, qui vient de passer sept ans dans un camp de concentration et qui vient d'être condamné à y retourner pour trois ans, a le sang-froid et le courage, au sortir de son procès, de dénoncer ses bourreaux. Eh bien, T.f.1 le bâillonne à moitié ! Certes, T.f.1 n'a pas osé supprimer le passage : « Au moment de mon arrestation on m'a pris, on m'a porté dans une caserne et on m'a torturé... » Mais elle a coupé tout le témoignage sur les conditions de vie au camp de Libertad : « On n'a pas de savon. En plus, on ne considère pas nos préoccupations pour nos camarades qui sont enfermés depuis six ans et qui ont seulement une heure de récréation par jour et qui sont seuls. En plus, notre grande préoccupation c'est pour nos camarades qui ont disparu en 1973 de là-bas, et nous ne savons pas comment ils sont physiquement, moralement, ni où ils sont. Le cas de Raoul Sendic, Marenales, Mujica et les autres ; au total ils sont neuf. Je ne sais pas si vous voulez encore des renseignements... »

T.f.1 n'en voulait pas savoir plus. T.f.1 a aussi coupé les derniers mots de Charles Serralta : « On ne considère pas les choses qui sont importantes du point de vue de la jurisprudence internationale. On n'en tient pas compte. » On a vu comment la France traite l'aspect international de l'affaire et négocie en sous-main avec l'Uruguay : il ne fallait surtout pas attirer l'attention des téléspectateurs de ce côté-là...

A la lâcheté de la diplomatie française à Genève, à la censure de T.f.1, s'est ajoutée l'incongruité des déclarations de l'avocat nommé Chéron. Il est allé en Uruguay à la demande de l'Association des parents et amis des Français disparus ou détenus en Argentine et en Uruguay. Il s'y est occupé des cas de Conchon-Oswald et de Serralta. Il a pu visiter le camp de Libertad. Une dépêche de l'A.f.p. du 7 mars lui prête des propos délirants au sortir de cette sinistre balade : « Je pensais trouver un camp de concentration, après tout ce qui avait été dit sur cette prison. Au contraire, j'ai vu un établissement disciplinaire dont les conditions sont comparables à celles des prisons modernes de mon pays. J'ai conscience que mes paroles vont décevoir beaucoup de gens. Mais mon devoir est de dire ce que j'ai constaté : l'organisation interne de cette prison n'est ni meilleure ni pire que ce qu'on peut trouver ailleurs. »

Il faut préciser que, pendant toute sa visite, Me Chéron, a été gentiment encadré par des militaires. Il faut ajouter que le bureau de l'A.f.p. à Montevideo est tenu par un Uruguayen et que les déclarations de l'avocat français ont été sérieusement « arrangées ». Soit. Mais cela finit par faire beaucoup de coups fourrés organisés contre la personne de Charles Serralta. On voudrait laisser croupir le matricule 797 au camp de Libertad qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Car c'est la vie d'un homme qui est en jeu. Mme Serralta, la mère de Charles, a récemment insisté là-dessus : « ... Quelque chose de grave est en train de se passer, c'est la déchéance physique de mon fils. Et je ne peux m'empêcher de voir la similitude avec d'autres camps tristement célèbres où la diminution de l'alimentation était programmée pour affaiblir jour après jour les prisonniers et les anéantir. » L'état de santé de Charles inspire également des craintes à Benaroch, le consul de France à Montevideo, c'est-à-dire à celui-là même qui trouvait Frank Conchon-Oswald bronzé et n'entrevoyait pas son triste état. Les images passées le 16 mars sur T.f.1 confirment le bien-fondé de cette double inquiétude...

Il faut donc interpeller à nouveau le premier magistrat de France : le président de la République. Connaît-il bien le dossier ? Croit-il que son message de circonstance à son homologue uruguayen, où il ne fait que marquer sa déception à l'issue du procès Serralta, soit d'un poids quelconque ? Sait-il que le colonel Fédérico Silva Ledesma, président du tribunal militaire suprême de l'Uruguay, a déclaré, dès la fin du procès, que la première demande de mise en liberté anticipée de Serralta, prévue par l'avocat militaire commis d'office, serait rejetée ? Sait-il que, si Serralta était libéré avant d'avoir purgé sa peine, il ne pourraît pas immédiatement quitter l'Uruguay ? Car il lui faudrait auparavant « payer les frais du procès et les frais de nourriture, d'habillement et de logement correspondant à la durée de son emprisonnement » ? Valéry Giscard d'Estaing connaît-il un régime plus cynique que celui de l'Uruguay ?

Sait-il que Serralta s'est marié en prison en 1975 ? Sait-il que sa jeune femme est emprisonnée au camp de concentration de Punta de Rieles ? Sait-il qu'elle a demandé la nationalité française et que, depuis des mois, elle, sa famille et celle de Charles Serralta attendent en vain une réponse des autorités françaises ? Sait-il que les Hollandais, eux, ont su obtenir la libération de Ricardo Vilaro ?

La femme du syndicaliste uruguayen Ricardo Vilaro avait demandé et obtenu l'asile politique en Hollande. Elle y attendait la libération de son mari. Il fut bien libéré comme prévu, mais aussitôt enlevé par des « inconnus », qui n'étaient autres que des marins, les éléments les plus durs de l'armée uruguayenne. La Hollande était en train de rédiger un projet de convention avec l'Uruguay, aux termes de laquelle elle fournirait 40 millions de dollars pour la construction du port de pêche de La Paloma. Ricardo Vilaro n'était pas un citoyen hollandais. Le gouvernement hollandais a pourtant dit aux militaires uruguayens : « La convention ne sera signée que le jour où Ricardo Vilaro sera sain et sauf sur le sol des Pays-Bas. » Vilaro a été très vite « retrouvé » par l'amiral uruguayen Marquez... et il a pu se rendre librement en Hollande.

Le gouvernement français ne pourrait-il pas faire pour un citoyen français ce que le gouvernement hollandais a fait pour un ressortissant uruguayen ? Est-ce trop demander ? La France accorde chaque année des bourses culturelles à un bon contingent d'Uruguayens ; ne pourrait-elle pas les suspendre tant que Charles Serralta et sa femme n'auront pas posé le pied sur la terre française ?

JEAN-PAUL LIÉGEOIS



Le 16 mars dernier, à T.f. 1.

Meurtre au Pakistan

Un assassinat a eu lieu. Un de plus. Mercredi, Ali Bhutto, ancien Premier ministre du Pakistan, a été pendu. Il y a près de deux ans, un général avait pris le pouvoir à Islamabad : Zia Ul Haq venait de mettre un terme à la carrière de celui qui, durant quelques années, permit au Pakistan de survivre. Car, après la guerre contre l'Inde, la sécession du Bangla Desh, il fallait le nationalisme, l'intransigeance de Bhutto pour que le pays se relève.

Zia Ul Haq avait emprisonné Bhutto. Mais ce dernier était tout de même gênant : sa survie permettait à ses partisans de conserver espoir. Ce qui, visiblement, était trop pour l'actuel chef de l'Etat et pour tous les conservateurs, religieux ou autres, du pays.

Malgré de multiples interventions, le général Zia Ul Haq — en refusant de gracier Bhutto — en a fait un martyr.

Le droit d'asile et les Basques

« On arrête même les livres », s'était exclamé Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, lorsque les services français des renseignements généraux avaient mis la main sur l'ouvrage « Demain l'Espagne républicaine ». Aujourd'hui, c'est encore plus grave : deux jeunes présumés militants de l'Eta, Apaolaza et Goicoetxea, incarcérés à la prison des Baumettes (Marseille) — ils poursuivent une grève de la faim depuis le 13 mars —, risquent l'extradition. Les autorités espagnoles en ont officiellement fait la demande le 29 mars, et la cour d'appel d'Aix-en-Provence devait statuer sur cette question.

Chacun sait, preuves en main, que si les deux jeunes Basques sont remis à la police espagnole ils seront à coup sûr torturés et emprisonnés. Or, aucune preuve tangible ne semble pouvoir leur être opposée.

Emprisonnés à la Santé (Paris), Manuel Viusa — artiste catalan — et Olivares Moral Angel risquent fort d'être également extradés (décision de la chambre d'accusation de Paris le 25 avril).

Ces extraditions, si elles étaient décidées, constitueraient une périlleuse remise en cause du droit d'asile et des conventions internationales signées par la France. Espace judiciaire européen, ou espace policier européen ?

G. S.



changer la vie politique

Chirac : comment être sans avoir ?

Quelle que soit la part de la mise en scène — la majorité donne désormais à fond dans l'Etat-spectacle — il est clair que les rapports entre giscardiens et chiraquiens viennent de se détériorer un peu plus. Jacques Chirac avait donné le ton samedi sous le chapiteau de la porte de Champerret, devant des milliers de militants amenés là par autocars spéciaux.

Dimanche soir, au club de la presse d'Europe 1, Raymond Barre a jeté à son tour de l'huile sur le feu en parlant d'« enflure » et d'« éloquence du menton » ce qui, venant de lui, peut prêter à sourire, mais aussi, ce qui est un meilleur argument, en rappelant que Chirac avait été Premier ministre de 1974 à 1976. Restait à celui-ci à franchir un nouveau degré dans l'escalade, ce qu'il fit lundi soir à « Cartes sur table ».

Les Français comptent les coups et se demandent ce que cela signifie.

Que Jacques Chirac soit inquiet est une certitude. Et les pourcentages obtenus par son parti lors des dernières élections cantonales ne sont pas de nature à le rassurer. Qu'il ait une certaine prédilection à jouer les matamores est devenu une évidence depuis qu'on l'entend répéter régulièrement : « Retenez-moi ou je fais un malheur. »

Cela fait désormais partie du paysage politique : le maire de Paris, gonflé de vent et d'ambition tentant de se démarquer des principaux responsables d'une majorité dont il est partie prenante. Exercice difficile : comment être sans avoir, exister sans parler, agir sans moyen ?

Cette fois-ci, le président du R.p.r. s'est fâché. Presque pour de bon. Contre Raymond Barre, ce qui est banal. Mais haussant le ton et la mise, il a osé — ce doit être un crime de lèse majesté — prévoir un début d'avenir — noir — au Président de la République. Les gazettes se sont émues. A vrai dire, avant de le faire elles auraient dû attendre le prochain vote à l'Assemblée nationale pour voir jusqu'où va le courage de Chirac !



Ceux qui paient pour les «casseurs»

Gilles Desraisses, dix-huit ans, lycéen : quinze mois de prison, dont sept avec sursis. Accusé d'avoir jeté des pierres lors des incidents qui ont suivi la manifestation du 12 mars. Il nie. Les témoins aussi. Tant pis. Il en a été de même pour les six autres condamnés. Ceux qui sortaient du cinéma, ceux qui rentraient chez eux. Les « casseurs » condamnés lundi par la vingt-troisième chambre correctionnelle semblent avoir payé pour d'autres, ceux que l'on ne verra pas dans le box des accusés.

Au lycée Paul-Valéry, celui de Gilles, le verdict a fait l'effet d'une bombe. Les enseignants, unanimes, ont décidé de se mettre en grève pour trois jours, soutenus par toutes les associations de parents et par les élèves. Puis ils envisagent de manifester, plus énergiquement, leur indignation.

Remède de vache

Quand une bête est malade, c'est simple, il n'y a qu'à l'abattre. C'est, en tout cas, la méthode employée par les services du ministère de l'Agriculture pour venir à bout de l'épizootie de fièvre aphteuse qui s'est déclarée en Basse-Normandie.

Les éleveurs touchés par les abattages en série ne sont pas les seuls à en douter. Les maires des localités concernés et certains syndicats agricoles ont, en effet, demandé qu'il soit mis fin à l'abattage systématique. D'autant que la fièvre aphteuse n'est pas la rage : elle se soigne, et il n'est pas évident que cela coûte moins cher d'abattre que de soigner. Car les éleveurs seront, bien sûr, indemnisés financièrement. On peut aussi s'étonner que l'on abatte systématiquement les bêtes, même lorsqu'elles ne sont pas malades et qu'elles ont été vaccinées. Cela signifierait-il que le vaccin ne sert à rien, ou du moins que l'on doute de son efficacité ?

Un habitat autogestionnaire

Le Mouvement pour l'habitat groupé autogéré va de l'avant. Il s'est réuni pour la deuxième fois le 1er avril à Châtenay-Malabry. Depuis sa création, l'an dernier, il a grandi : une dizaine de groupes se sont constitués, construisant et habitant en commun ; une dizaine d'autres ont bien avancé leurs projets ;

Contrairement à la « communauté » classique, aux résonances soixante-huitardes, l'habitat groupé autogéré se définit par un espace divisé en trois parties : l'espace individuel, l'espace familial et l'espace collectif. L'enfant et la famille y jouent donc un rôle prépondérant. Et l'équilibre à trouver entre ces trois pôles n'est pas toujours simple.

Les ambitions de l'habitat groupé autogéré vont également plus loin que la volonté répandue de « vivre autrement » : le désir de transformation politique y est affiché. Ainsi le mouvement a-t-il décidé de se doter de moyens supplémentaires et de personnel non seulement pour l'assistance technique aux membres, mais surtout pour rendre leur démarche accessible à tous. Il se tourne donc vers les organismes H.l.m. L'habitat social serait, en effet, un cadre idéal pour la formation d'unités d'habitants de cinquante à soixante logements, divisés en cinq ou six groupes autonomes d'impor-

tances variables, où les gens pourraient se rassembler par affinités. Les groupes seraient fédérés autour d'espaces collectifs communs.

Tout cela suppose d'abord des changements au sein de l'organisation H.l.m., une gestion différente, capable de s'ouvrir à l'autogestion. Le Mouvement pour l'habitat groupé autogéré espère ainsi s'attaquer directement à l'institution. Et faire prévaloir ses idées. Entreprise de longue durée.

« La Ville à prendre » dans les salles

Non seulement le film de Patrick Brunie sera diffusé au congrès de Metz, mais les cinéma 14-Juillet et Saint-Séverin, à Paris, le projetteront à partir du 25 avril. Les promoteurs du film espèrent vendre 4 000 billets collectifs avant la sortie : des débats seront organisés en même temps que les projections, avec des architectes, des médecins comme Henri Laborit, etc.

De quoi encore une fois provoquer la discussion, sur des thèmes particuliers : l'enfant, le troisième âge, les femmes dans la ville, l'architecture, l'urbanisme... Débats programmés en fonction des desiderata de ceux qui auront réservé à l'avance leurs places. Par l'intermédiaire des collectivités locales ou des comités d'entreprise. Ensuite, il y aura un livre. « La Ville à prendre » fait des petits...

changer la vie quotidienne

Sois jeune et tais-toi !

Après le divorce de ses parents, un enfant a-t-il le droit de choisir de vivre avec son père plutôt qu'avec sa mère ? Non, a répondu la cour d'appel de Bourges le 27 mars dernier.

Germain Ravera, entrepreneur de maçonnerie et membre du Syndicat des pères de famille divorcés, faisait appel pour la cinquième fois d'un jugement confiant son fils Pascal, dix ans, à la garde de son épouse alors que cet enfant exprime très fermement sa volonté de vivre avec son père. La cour d'appel a confirmé le jugement rendu précédemment par le tribunal de grande instance de Bourges et a conseillé au père de « prendre toutes responsabilités de père désintéressé en mettant un terme à son entêtement qui nuit gravement au développement normal de son fils et à son futur épanouissement ».

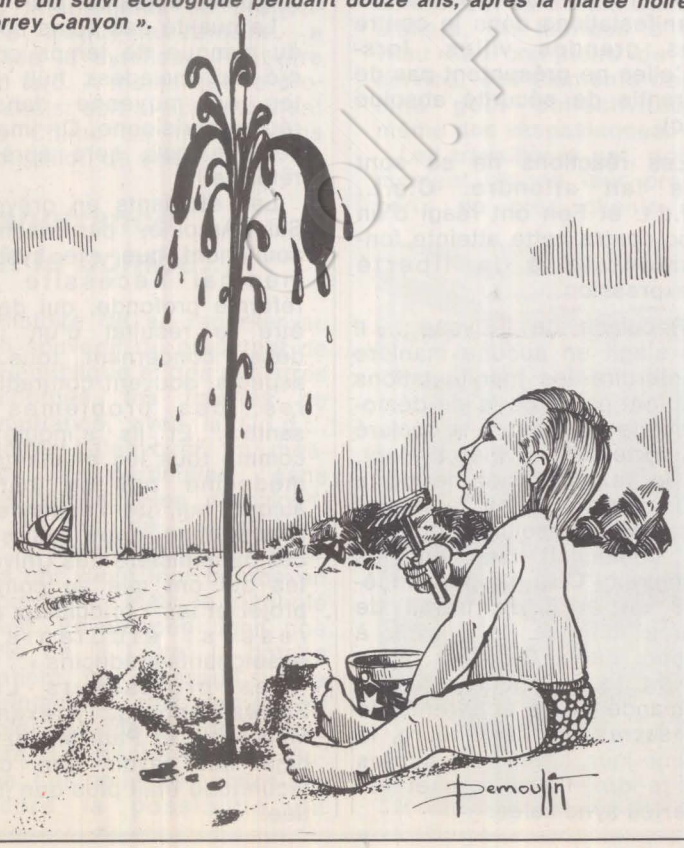
La lutte des pères divorcés pour obtenir l'égalité devant le droit de garde de l'enfant est encore bien loin d'être gagnée (voir « l'Unité » n° 302). Quant aux enfants, on ne leur demande pas leur avis !

« Amoco-Cadiz », an 1

Faire le point, un an après. C'était le but du colloque international sur la pollution marine par les hydrocarbures, qui s'est tenu à Brest du 28 au 30 mars, à l'initiative de l'Union des villes du littoral ouest-européen. « Nous avons voulu faire un circuit court, explique Jules Legendre, maire adjoint de Porsall et président de l'U.v.l.o.e., en mettant en contact directement les scientifiques de toute discipline les plus compétents et les muncipalités concernées. »

Trois jours de libre débat qui ont permis d'esquisser un bilan des dégâts et de définir les moyens d'une prévention réelle. Le bilan écologique est encore provisoire. « Pour l'instant, affirme Jean Legastelois, du centre nautique des Glénans, le bilan est moins catastrophique qu'on pouvait le craindre. Pour l'« Amoco-Cadiz », on a évité l'utilisation des détergents, qui sont un remède bien pire que le mal. Beaucoup de poissons ont pu s'enfuir et, selon les experts du C.n.e.x.o., les algues ont récupéré plus vite que prévu... Mais il y a tout de même eu 100 000 tonnes de matières vivantes détruites, surtout des mollusques dans la zone la plus riche, c'est-à-dire du rivage jusqu'à vingt mètres de profondeur. Et certains endroits abrités, les abers, la baie de Lannion et la baie de Morlaix, qui étaient de véritables fermes marines, restent très polluées. »

Plusieurs années d'études sont nécessaires pour avoir une idée précise des conséquences de la plus grande marée noire du siècle sur le milieu maritime : les spécialistes britanniques, présents au colloque, ont assuré un suivi écologique pendant douze ans, après la marée noire du « Torrey Canyon ».





Le gouvernement français est-il prêt à débloquer les crédits nécessaires pour de telles études ? Rien n'est moins sûr : les crédits alloués au C.n.e.x.o. pour un an arrivent aujourd'hui à leur terme, et certains participants au colloque ont fait état d'une « volonté de désengagement » du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie.

Quant aux conséquences économiques du naufrage de l'« Amoco-Cadiz », elles ont été évaluées au plus juste, et aucune étude d'impact à long terme n'a été faite. « Ne seront indemnisés que ceux qui ont été directement touchés, explique Jean Legastelois. Mais il y a eu des annulations hôtelières dans toute la Bretagne — et le cours du poisson a baissé à Lorient, à cent cinquante kilomètres de la zone touchée ! »

Les économistes présents au colloque ont estimé que l'on pouvait parfaitement évaluer le coût global de la catastrophe, y compris les pertes écologiques. Une juriste, Mme Rémond-Gouillout, a même affirmé « la nécessité d'un plan Polmar judiciaire » basé sur une nouvelle notion en matière d'indemnisation — le préjudice écologique subi. Mais les scientifiques présents à Brest n'ont pas seulement évoqué les conséquences de la marée noire. Ils ont aussi parlé de la prévention des accidents. Une prévention qui implique d'abord des règles de navigation plus strictes — « Par rapport à l'aviation, nous en sommes à l'âge de pierre », disait un pilote de haute mer —, des normes de sécurité pour la construction des pétroliers et, bien sûr, l'élimination des pavillons de complaisance.

« Si nous avons donné la parole aux scientifiques les plus compétents, affirme Jules Legendre, c'est parce que nous ne voulons pas nous contenter de dire aux gouvernements : protégez-nous ! On sait trop ce que cela vaut... Ce que nous voulons, c'est aller vers eux en leur amenant des solutions applicables scientifiquement et soutenues par les populations locales : il leur sera plus difficile de refuser de les appliquer ! » Une démarche responsable, qui explique l'absence de représentants du gouvernement français à ce colloque... patronné par l'Unesco et la C.e.e.

M.-J. B.

changer la vie sociale

Neuvième semaine

Neuvième semaine de grève à la Compagnie générale de radiologie (C.g.r.-M.e.v.), qui emploie 240 salariés au centre de Buc près de Versailles (Yvelines). Les vingt employés du service après vente luttent contre des mesures draconiennes de blocage des salaires.

La solidarité est la règle : pour les soutenir, les autres salariés versent 10 % de leur salaire. Depuis le début de la grève, 90 000 F ont ainsi été recueillis.

Consciente de ne pas arriver à briser la mobilisation, la direction en vient maintenant aux pressions morales. Elle accuse les grévistes qui refusent d'assurer l'entretien du matériel radiologique de porter atteinte à la santé des malades. « La direction ne porte-t-elle pas, elle-même, atteinte à la santé des malades en sous-payant les salariés pour un travail aussi délicat ? », s'indigne l'un des grévistes.

Pour soutenir ce mouvement, Michel Jouve, responsable pour le groupe socialiste des problèmes de santé, vient de déposer une question écrite sur le bureau de l'Assemblée nationale.



Schlumpf : les inculpations continuent

Les ouvriers de Schlumpf qui ont occupé plus de deux ans le fameux musée de l'automobile de Mulhouse, en ont rendu les clés le 21 mars. Mais leur action tenace a porté ses fruits.

Entre autres, la justice vient de reconnaître implicitement qu'ils avaient eu raison de se battre. Deux ex-P.d.g., un banquier et deux anciens commissaires aux comptes viennent d'être inculpés. La plainte contre X, portée par la C.f.d.t. pour abus de biens sociaux, a été entendu.

Ces inculpations ont été notifiées aux intéressés le 29 mars. Les frères Schlumpf, réfugiés en Suisse, étaient déjà sous le coup d'un mandat d'arrêt lancé contre eux en février 1977. Pierre Mouchene et Jean-Paul Lehoucq, anciens P.d.g. de sociétés du groupe, de même que le banquier Michel Wilhelm, sont inculpés de « complicité d'abus de biens sociaux ». Louis Perring et Jean-Louis Schueller, tous deux anciens commissaires aux comptes dans plusieurs sociétés du groupe Schlumpf devront, eux, répondre de l'accusation : « non révélation de faits délictueux au procureur de la République ».

C'était bien un assassinat

Le 5 juin 1977, Pierre Maître, ouvrier aux Verreries champenoises, fait partie du piquet de grève aux portes de l'usine occupée. Un commando de la C.f.t. les attaque. A deux reprises. La seconde fois, Claude Lecomte, chef d'équipe chez Citroën, qui dirige le commando, tire sur le piquet de grève avec une carabine 22 long rifle. Pierre Maître est tué.

Arrêté deux jours plus tard, Lecomte est inculpé de meurtre. Un de ses « assistants », de complicité de meurtre. Cette inculpation vient d'être aggravée. Depuis le jeudi 29 mars, Lecomte est inculpé d'assassinat. Son complice, de tentative d'assassinat. Car le juge d'instruction, au terme de l'enquête, a conclu à une volonté délibérée de tirer.

La voiture dans laquelle se trouvait Lecomte, roulait beaucoup plus lentement qu'il ne l'avait prétendu : cela a donné le temps au tueur d'épauler et de viser tranquillement, avec la carabine qu'il était allé chercher chez lui, après la première attaque contre les grévistes.

C'est à la suite d'une contre-expertise complémentaire, réclamée en janvier dernier par le laboratoire de l'Identité judiciaire à Paris, que le parquet de Reims a requis ces nouvelles inculpations. Donnant raison à ce que partis de gauche et syndicats dénonçaient depuis le début.

Pierre Maître a été assassiné, la préméditation ne fait aucun doute !

Le droit de manifester, ça se prend !

Il fallait s'y attendre. Le gouvernement n'allait pas manquer l'occasion de tenter une atteinte contre le droit de grève : après la journée du 23 mars, cela n'a pas traîné. Dès le Conseil des ministres du 29 mars, Giscard d'Estaing a demandé au ministre de l'Intérieur de donner des instructions aux préfets. Il s'agit, purement et simplement, de refuser les autorisations de manifestations dans le centre des grandes villes, lorsqu'elles ne présentent pas de garantie de sécurité absolue (sic).

Les réactions ne se sont pas fait attendre. C.g.t., C.f.d.t. et Fen ont réagi d'un bloc contre cette atteinte fondamentale à la liberté d'expression.

Reculade de l'Elysée : « Il ne s'agit en aucune manière d'interdire les manifestations qui font partie de la vie démocratique française », a déclaré le porte-parole, Pierre Hunt. Et le texte officiel ne porte plus trace de ces fameuses « garanties absolues » dont on se demandait bien qui les définirait ! Cela n'a pas empêché un arrêt de travail de trente minutes, le 3 avril, à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t. La Fen, pour sa part, a demandé à ses adhérents de consacrer une demi-heure, le même jour, à un cours sur les droits des travailleurs et les libertés syndicales.

La grève des étudiants en médecine

La santé va mal. La grève gagne chez les étudiants en médecine. C'est encore un projet de réforme d'Alice Saunier-Seïté qui a mis le feu aux poudres.

Prétexte invoqué pour la mise en place de ce projet : le déficit du régime maladie de la caisse de Sécurité sociale. Le gouvernement soumettra au vote de l'Assemblée nationale, pendant la session de printemps, une loi-cadre succincte. Le reste de la réforme passera sous forme de décrets-lois d'application dont personne ne connaît le contenu exact.

De cette loi-cadre se dégagent néanmoins déjà les trois points principaux :

— La réduction globale du nombre de médecins par une sélection accrue en P.c.e.m. 1 (premier cycle des études médicales de première année) ;

— La suppression des C.e.s. (certificats d'études médicales supérieures) ;

— La formation d'un seul modèle de spécialistes hospitaliers.

Conséquence : la réduction du nombre de médecins formés par an, de 8 000 à 6 000. Il s'agirait de diminuer le déficit de la Sécurité sociale, puisque trop de médecins signifierait trop de prescriptions. Les besoins de la population oubliés. Oublié également le fait que 24 % des médecins généralistes travaillent plus de soixante-dix heures par semaine et effectuent plus de cinquante actes par jour.

La qualité des soins souffre du manque de temps consacré aux malades : huit minutes en moyenne dans la région parisienne. On imagine ce que cela sera après la réforme !

Les étudiants en grève de Saint-Antoine, par exemple, soulignent que « le système médical nécessite une réforme profonde, qui devrait être le résultat d'un large débat concernant tous les aspects, souvent contradictoires, des problèmes de santé ». Et ils s'inquiètent, comme tous les étudiants en médecine qui se battent aujourd'hui, de l'absence de concertation entre les services du ministère des Universités qui ont mis au point le projet et les « principaux intéressés : étudiants et enseignants-médecins ».

Les professeurs Léon Schwarzenberg, Alexandre Minkowski et Paul Milliez ont déjà fait savoir que cette inquiétude était plus que justifiée.



Halles : avant qu'il ne soit trop tard

Le Syndicat de l'architecture, nouvelle structure qui s'oppose à l'Ordre, lance une idée pour l'aménagement des Halles : une consultation internationale pour le quartier. En réponse à Jacques Chirac, dont le dernier projet, « sans programme, sans ambition et sans caractère », ne laisse aucune place à l'architecture.

Contre la médiocrité, pour la construction d'un centre culturel et de logements sociaux plus nombreux, les architectes « veulent prendre leurs responsabilités ». C'est-à-dire proposer du pas étriqué, pas démagogique. Un jury international se prononcera début novembre, a décidé le syndicat. Peut-être trop tard. A moins que le projet choisi soit si époustouflant que Chirac se trouve dans l'obligation de céder...

Manufrance fait la bombe...

Histoire de se rappeler au bon souvenir du président de la République et des ministres concernés, les salariés de Manufrance, avec la C.f.d.t., viennent d'envoyer un message très particulier... dans une bombe. Rien d'explosif, en vérité : de 1,2 kg pour 12 cm de diamètre, les salariés ont voulu leur bombe en caoutchouc. Mais le symbole y est. Enveloppée dans une carte de la Loire, la bombe contient ce message : « La manufacture des armes et cycles est une bombe dans la Loire. La mèche en est allumée. Les pouvoirs publics ont encore la possibilité de l'éteindre avant que l'irréparable ne se soit produit. »

Les autorités sauront-elles accorder à cette action l'attention nécessaire pour percevoir, derrière l'humour bon enfant, tout le désespoir de salariés menacés ?

Coopérative ouvrière à Firminy

Chômeurs ? Pas question, ont répondu les douze ouvriers de Firminy (Loire) quand ils ont reçu leur lettre de licenciement à la suite de la faillite de leur entreprise. Alors, ils ont réfléchi. Et ont tout simplement décidé de racheter leur usine avec leurs indemnités de licenciement. Ils créent une coopérative et se mettent au travail. Dans les ateliers, on fabrique à nouveau des comptoirs de self-service, des éléments de cuisine pour collectivités et même des vespasiennes.

Les travailleurs ont, pour le moment, gagné leur premier pari : de gros clients sont revenus et les carnets de commandes sont pleins.

Dans l'entreprise aujourd'hui, la paie est la même pour tous, du soudeur au P.-d.g.

Bourse : négociations en hausse

Les négociations ont repris à la Bourse de Paris, où, depuis le 27 février, un conflit oppose les agents de change à leurs commis et à leurs employés. Le conflit n'en est pas terminé pour autant.

Le 29 mars, les forces de l'ordre ont fait évacuer les locaux de la Compagnie des agents de change et le central mécanographique de la Bourse occupés par les grévistes depuis le 13 mars. C'était la condition préalable à l'ouverture de négociations.

Après cinq semaines de grève, les inquiétudes des employés sur leur emploi demeurent entières. Certes, les revendications salariales restent au premier plan. Mais l'introduction massive de l'informatique, à la Bourse comme ailleurs, risque d'entraîner des suppressions d'emplois. Les syndicalistes le disent : il faudra de moins en moins d'emplois qualifiés. Et l'informatisation risque de supprimer plus de la moitié des effectifs.

Grève et occupation de l'usine S.k.f. de Tours

Le groupe suédois S.k.f. peut verser des dividendes substantiels à ses actionnaires, mais les travailleurs de la plus importante usine de S.k.f.-France, à Saint-Cyr-sur-Loire, près de Tours (1 625 salariés), ont dû entamer le 21 mars une longue grève pour obtenir le simple maintien de leur pouvoir d'achat. Le groupe fait connaître son intention de liquider l'usine de Bois-Colombes (525 personnes), ainsi que celle d'Irvines, en Grande-Bretagne, mais dans le même temps il investit en Italie et dans le Sud-Est asiatique. Quant à l'acier utilisé dans les unités françaises, il est importé : le premier groupe mondial de roulements à billes a d'autres préoccupations que l'avenir de la sidérurgie française.



A la seule exception de la C.g.c., l'ensemble des syndicats C.g.t., C.f.d.t. et F.o. de l'usine de Saint-Cyr-sur-Loire, constitué en intersyndicale, a réalisé une unité exemplaire.

Par la voix du groupe socialiste au conseil général d'Indre-et-Loire et de la fédération, par l'action sur le terrain des militants du G.s.e. de S.k.f., le Parti socialiste a manifesté un soutien actif à la lutte des travailleurs de la plus grosse entreprise métallurgique du département.

Des coopérateurs obstinés

L'affaire Proconstruire suit son cours. Du moins celui que les habitants floués par cette société coopérative H.l.m. ont choisi de lui donner (voir « l'Unité » n° 328). Le 28 mars, ils ont attendu pendant deux heures devant le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie. Ils étaient 135, représentant 960 familles, dans le froid. C'est finalement le chef de cabinet de Michel d'Ornano qui a reçu une délégation de la C.n.l., confédération à laquelle sont affiliées les amicales de défense.

Pour s'entendre dire peu de choses. L'Etat refuse toujours de prendre en compte le déficit de la société, malgré sa responsabilité flagrante puisqu'il n'a pas exercé son devoir de contrôle sur les comptes de la coopérative. Un haut fonctionnaire du ministère de l'Equipement a même été inculpé récemment : il aurait touché une enveloppe pour permettre la transformation de la société Construire en coopérative de production, afin qu'elle puisse édifier les logements de Malakoff. Les souscripteurs de cet ensemble ne sont toujours pas entrés dans les lieux et — le gouvernement n'ayant toujours pas trouvé de solution juridique à leur problème — ils s'obstinent à refuser de prendre en charge le déficit antérieur à leur signature en bas du contrat.

Le Comité de coordination C.n.l. des six ensembles concernés n'est pas décidé à en rester là. Les coopérateurs ne démobilisent pas, au contraire.

Vietnam: après les faucons, les charognards...

TOUT comme il existe des professionnelles avisées qui font le trottoir, il va sûrement y avoir de plus en plus de cinéastes à faire la rizière vietnamienne à l'instar de Michael Cimino — le responsable de ce monument de tape-à-l'œil gratuit, chauvin, raciste, irresponsable, opportuniste et malhonnête qui s'appelle « le Voyage au bout de l'enfer » et qui voudrait se faire passer pour le premier grand film sur la guerre du Vietnam (1).

De même que les dames plus haut mentionnées, Cimino se borne à « faire semblant » : depuis le très équivoque « pacifisme » de « Tant qu'il y aura des hommes », et déjà avec l'alibi du romanesque, personne n'y a réussi aussi bien. L'ennui, c'est que cela se voit un peu trop et un peu trop vite.

Il ne faut pas plus de quelques minutes, en effet, pour être fixé : afin d'introduire sa première vraie scène, Cimino se complaît dans une fresque sidérurgique pennsylvanienne « à-vous-couper-le-souffle », précédée d'une course tonitruante de camion « à la Peckinpah ». Sauf que, avant de déraper dans le formalisme et l'opportunisme, Peckinpah avait attaché son nom à tout ce que peut avoir de tendre et d'humain une œuvre comme « Coups de feu dans la sierra ». Cimino ne pourra même pas en dire autant.

A peine achevé ce « à la manière de », commence un quasi-pastiche du « Parrain », à la minime exception qu'une noce d'Américains d'origine russe remplace ici le mariage chez les Américains d'origine italienne. Folklore pittoresque pour folklore pittoresque. Tout se passe comme si le réalisateur du « Voyage au bout de l'enfer », cinéaste attrape-tout, avait mis en fiches quelques films à super-succès de ces dernières années pour en démarquer les séquences marquantes...

A partir de là, un vilain soupçon s'empare de vous quant aux intentions réelles de Michael Cimino. Et ce n'est pas la deuxième des trois parties du film, celle qui se déroule sur le front vietnamien, qui risque de la dissiper : elle s'ouvre par une scène où un méchant Viet balance tranquillement une grenade dans un abri où sont réfugiés des femmes et des enfants. Etant bien entendu que, de leur côté, les G.I.'s. du film ne se laisseront pas aller à la plus petite exaction (pas plus qu'une image ou un mot ne fera écho à la contestation active que rencontrait la guerre chez les jeunes Américains).

Les « chiens jaunes » — comme le cinéma et la B.d. américains disaient des Japonais durant la Seconde Guerre mondiale — sont d'ailleurs infatigables dans la vilenie : juste après, on les voit enfermer leurs prisonniers américains dans des cages immergées et envahies de rats. Avant de faire jouer leurs captifs à la roulette russe, avec de grands rires mauvais...

Le conflit vietnamien a accumulé tant d'horreurs, et probablement des deux côtés, qu'il est plus que suspect d'en rajouter. Surtout s'agissant, comme ici, d'un épisode long et décisif dans la construction du « Voyage au bout de l'enfer ». Or, dans les interviews, Cimino fuit la réponse à toute question sur la vraisemblance de cette séquence. Avant de confesser enfin : « J'ai mis cette scène parce que c'est un élément de suspense. »

Passé cette partie centrale consacrée à la guerre — dont on ne verra d'ailleurs qu'un épisode, limité à une aventure individuelle des trois copains du film —, un troisième volet traite le thème du retour en séquences-miroirs renvoyant à la première partie : départ-retrouvailles, chasse-chasse, mariage-enterrement... Le film se localise sur Mike (Robert De Niro), le personnage « positif » qui a évolué au mieux en cessant d'être un simple spectateur de tout et en redonnant leur sens aux valeurs éternelles de l'Amérique : la virilité vraie, la grandeur d'âme (le daim qu'on tient au bout du fusil et qu'on laisse partir), l'amour... Toutes valeurs américaines qu'on est prié de voir réapparaître à la surface malgré l'inhumanité de la guerre et l'immensité du naufrage en Asie...

Pour illustrer ce thème, le film se clôt sur un incroyable hymne « God bless America » chanté par les survivants et qu'on voudrait croire d'une ironie cinglante. Hélas ! dans une interview à « Télérama », l'auteur nous ôte toute illusion : « Ne vous arrive-t-il jamais d'entonner, avec des amis, un chant patriotique ? »

Voilà comment, malgré trois bonnes heures de projection, le vrai film sur le drame vietnamien reste à faire. Ou plutôt reste à montrer, puisque l'admirable cinéaste de « Conversation secrète », Francis Coppola, vient de terminer le tournage de son « Apocalypse now ». Il était plus que temps, partagés qu'on était entre les évocations du Vietnam un peu trop « distanciéees » comme « le Merdier », celles (« Vietnam, année du cochon ») qui manquaient de l'ampleur cinématographique qu'on ne saurait nier à un bon tiers du « Voyage au bout de l'enfer », et celles qui ne parlent de la tuerie qu'à travers des conséquences individuelles, comme « le Retour »...

Malgré ses qualités, ce dernier film glisse déjà vers une thèse qui va se développer avec l'assez suspect « les Guerriers de l'enfer », et surtout « le Voyage au bout de la nuit » : les soldats américains étaient de « good boys », et seul un terrible enchaînement de circonstances conduisant finalement à la déroute — aussi « innocemment » que lors de la défaite devant les Indiens à Little Big Horn, autre situation de choix du cinéma américain — a entraîné la perte des valeurs positives et le désarroi des esprits.

Cimino ne fait donc qu'épanouir cette version de l'Histoire en incriminant, tacitement, la barbarie des Asiatiques. Comme quoi un certain cinéma américain aurait toujours besoin d'Indiens pour incarner ses démons et se dédouaner. Car c'est de cela surtout qu'il s'agit : répéter à la « majorité silencieuse » qu'elle a eu bien du malheur, mais que — « sacredié ! — sa mauvaise conscience diffuse ne doit en aucun cas se transformer en sentiment de culpabilité. Rien que des « good boys », on vous dit, au service d'un pays qui a fait ce qu'il a pu pour la liberté.

Jadis, le cinéma de Griffith et de sa descendance avait massacré de l'Indien sanguinaire, lynché du nègre supposé violeur, cassé du Jap perfide. Cimino, c'est Griffith, moins le génie, plus l'hypocrisie. A tout prendre, vive plutôt « les Bérets verts » de John Wayne !

SERGE RICHARD



(1) Pour deux des trois salles présentant « le Voyage au bout de l'enfer » à Paris, l'absence de toute information sur la contenance de la salle (par rapport à la longueur de la file d'attente) n'a d'égale que l'agressivité du « service d'ordre ». Un exemple de plus à verser au lourd dossier de la campagne que lancent conjointement cette semaine « Que choisir ? », la Société des réalisateurs de films et l'Association de consommateurs (de films) « les Raisins de la colère » (173, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 ; permanence téléphonique le samedi (14 h - 15 h) au 340-79-49.

Au risque de vous plaire

livres

Une sélection de Jean-Paul Liégeois

Littérature

° Marthe Robert : Seul, comme Franz Kafka (Calmann-Lévy).

L'énigme Kafka : qui la résoudra jamais ? Spécialiste de Kafka, Marthe Robert jette un éclairage nouveau sur l'auteur du « Procès » : Franz aux prises avec le judaïsme. N'est-il pas un Juif de Bohême ? Mais il est né à Prague. Mais il a écrit en allemand. Pourquoi donc n'est-il jamais retourné vraiment à ses racines juives ? Quelle fut son attitude face au sionisme, au yiddish, à la religion juive, à l'antisémitisme ? Ses hésitations et son « amnésie » culturelle expliquent-elles la fragilité, les ambiguïtés et les contradictions de son œuvre ?

Théâtre

° Julian Beck : la Vie du théâtre (Gallimard, collection Pratique du théâtre).

Cette collection n'avait rien fait paraître depuis plusieurs années, depuis « le Théâtre, service public », de Jean Vilar. Le hasard veut que celui qui l'injuria en 1968 en Avignon succède à Vilar dans cette série : Julian Beck. Quand ils développent leurs points de vue sur les rapports entre le spectacle et le public, sur les techniques dramatiques, sur le théâtre et la vie quotidienne, Beck et Judith Malina, sa compagne, sont crédibles. Quand ils élucubrent sur l'anarchisme, la révolution et la police, ils racontent à peu près n'importe quoi.

Récits

° Harlan Ellison : les Barons de Brooklyn (les Humanoïdes associés).

Avant de devenir un des grands (et en même temps un des marginaux) de la science-fiction américaine, Ellison commença par ce récit aigu sur la vie à New York. Il y observe les rites, les mœurs et les combats des bandes de voyous qui s'affrontent dans une cité de l'Amérique du Nord des années soixante. On n'est pas très loin de nos loubards et autres zonards français des années soixante-dix. Le tumulte de Brooklyn n'est pas sans faire penser à celui de La Courneuve.

° Robert Escarpit : le Jeune Homme et la nuit (Flammarion).

Combien sont-ils, à travers le monde, à vivre la nuit, à accumuler les souffrances, à passer leur jeunesse dans la peur et la clandestinité, à mythifier le Parti, à aimer à la sauvette ou en rêve seulement ? Combien sont-ils à attendre l'aube avec constance et impatience à la fois ? En cela, le livre d'Escarpit est exemplaire : il vaut pour toutes les époques et toutes les régions du globe.

Société

° Georges Pérec : les Mots croisés (Mazarine).

Cent trente grilles signées par le lauréat du prix Médicis 1978, précédées de « considérations de l'auteur sur l'art et la manière de croiser les mots ». Une véritable fête du langage. De quoi convaincre les sceptiques, séduire définitivement les novices et combler les cruciverbistes confirmés.

Nouvelles

° Marcel Mariën : Figures de poupe (Jean-Claude Simoën).

Cet écrivain belge a réussi une étonnante synthèse entre la folie de l'art flamand et le goût pour la provocation des surréalistes. Ce qui nous vaut une série d'aventures et une galerie de personnages véritablement extraordinaires : un « voyant » qui fait mijoter bésicles et lunettes dans l'espoir d'obtenir un « bouillon de vision » ; un milliardaire qui réalise son idéal en devenant éboueur ; un défenseur des insectes qui se flingue à la bombe insecticide ; un Texan qui part sérieusement à la recherche des ruines de la tour de Babel ; un homme devenu expert dans l'art d'assouvir le désir des autres ; un voleur d'idées ; un fanatique qui ne mesure le monde qu'en unité-bougie ou en unité-fourchette ; un naufragé qui dresse des perroquets à répéter son nom, etc.



Franz Kafka, vu par Solo.

Cynisme ? Humour, plutôt. Comme chez Magritte ou chez Buñuel.

° Daniel Boulanger : Un arbre dans Babylone (Gallimard).

A l'insolence ravageuse de Marcel Mariën s'oppose l'écriture furtive de Boulanger. Ce qui ne l'empêche pas de débusquer des existences insolites ; mais, là, ces vies prennent source au cœur du quotidien le plus banal. Exemples : qui est ce noyé qu'on a sorti du canal ? Y a-t-il vraiment des images de femmes nues dans les caramels de l'épicier ? Comment la repasseuse a-t-elle perdue son obésité ? Est-il vrai que le pianiste est parti avec un homme ? Sans avoir l'air d'y toucher, Boulanger met tous les sens de son lecteur en éveil. Et ses « broutilles » font surgir des questions qui n'ont rien de légères. Boulanger est bien le maître incontesté de la nouvelle en France.

° Italo Calvino : Marcovaldo (Julliard).

Vingt contes différents pour un héros unique : Marcovaldo, magasinier dans une ville industrielle de l'Italie du Nord. Une règle : toutes ses aventures finissent mal. Mais si Marcovaldo devient peu à peu le clown de soi-même, s'il provoque catastrophe sur catastrophe, est-ce vraiment sa faute ? Le monde en son état actuel et les humains peuvent-ils faire bon ménage ? Loin de faire œuvre de pessimisme, les livres de Calvino sont de discrètes invites à vaincre cette incompatibilité...

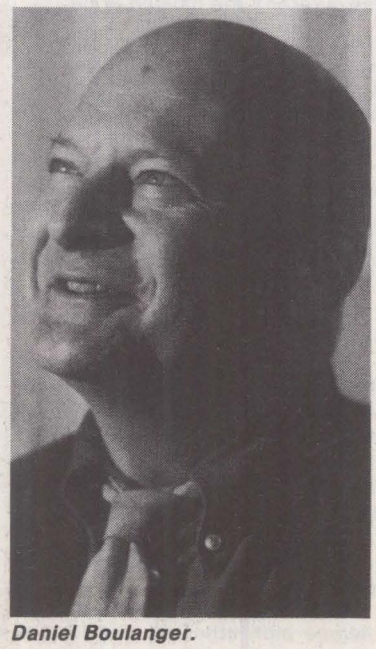
Biographie

° Marcel Schneider : Ernst Theodore Amadeus Hoffmann (Julliard).

Vous avez dit Hoffmann ? Ah ! oui, le « maître du fantastique »... Nous voilà bien avancés. Schneider l'avoue : « Son nom est célèbre ; hormis deux ou trois contes, son œuvre est inconnue. » Car Offenbach a fait de Hoffmann un personnage de légende, mais la vérité de l'homme et ses écrits sont demeurés dans l'ombre. Schneider les ramène heureusement en pleine lumière.



Georges Pérec.



Daniel Boulanger.

disques

Une sélection de Jean-Paul Liégeois

Folk

**** Machin : Rales folk (Sterne STE 26504, distribution Musidisc Europe).***

En fait, ce groupe franc-comtois mène une jolie charge contre les « folkeux ». Les puristes du genre en prennent pour leur grade : ras le folk ! Sous-titres proposés pour ce règlement de compte : « les Déflokés », « la Retraite des vielleux » ou encore « C'est pas du folk mais ça viendra ». Dérision mise à part, Machin regroupe des gens de talents, six en tout. Ce qui ne gâte rien.

**** Tri Yann : Urba (Mazelle 9199 917, distribution Phonogram).***

Le folk face à l'urbanisation. Le particularisme contre l'uniformisation. Sur fond de bombarde, de cromorne, de mandoline et de guimbarde, mais aussi de guitare électrique et de synthétiseur, un groupe breton donne un peu plus que des « biniouseries » : une recherche musicale et politique sur le thème de la modernisation. Que faut-il garder du passé ? Que faut-il arracher à l'avenir ? A coup sûr, ce ne sont pas là simples questions de « folkeux »...

**** Mélusine : la Treizième Heure (Polydor 247 3090).***

« Nous n'avons pas la nostalgie du passé... Nous ne sommes pas en quête de nos racines ou de notre identité, mais d'une musique qui incite plus à la pratique commune qu'à la consommation. » Mélusine aussi provoque dur... Il semblerait qu'il soit de plus en plus dangereux d'aller en public sous les oripeaux du folk. En tout cas, Mélusine reprend des refrains traditionnels, des chants polyphoniques et des ballades a cappella. Et les trois membres du groupe jouent du pipeau, de l'épinette des Vosges, de la vielle à roue, de l'accordéon diatonique, de la flûte à bec, des cuillers, etc. Appelez cela comme vous voudrez.

Chansons d'en France

**** Anne Sylvestre : J'ai de bonnes nouvelles (Sylvestre 5580 59, distribution Barclay).***

Anne, ma sœur, je te vois venir. Tu te demandes par quel chemin pourront aller tes filles demain. Et combien de temps encore sévironT les phallocrates et les violeurs. Et jusqu'à quand la femme ne sera qu'un appât publicitaire pour inciter le gogo à consommer n'importe quel produit. Anne, ma sœur, je t'entends chanter : ta voix a la chaleur de la complicité et la force de la vague déferlante. Plus tu te fais frangine, plus tu deviens sereine. Anne, ma sœur, j'aime de plus en plus ton humour et les flèches de ta lucidité.

**** Pierre Perret : Ça la fait marrer (Adèle AD 39524, distribution Société française de son).***

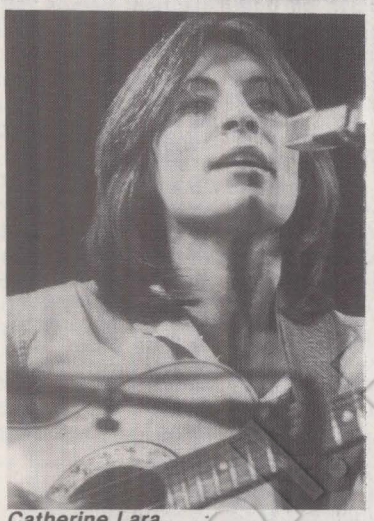
La dent dure et la bouche en cœur, Perret griffe ou caresse, selon le cas. Ce qu'il pense, il ne l'envoie pas dire, il n'attend pas que d'autres parlent à sa place : sur les dictatures et le nucléaire, sur la vieillesse ou le viol, sur le

divorce et l'enfance, etc. Sa gravité ne donne cependant jamais dans la « sinistrose ». Car le joyeux drille est toujours là pour soutenir le moral de l'écorché vif : son rire délire comme celui de Jarry. Côté noir ou côté rose, Perret a toujours mal à la vie : une maladie incurable.

**** Bernard Lavilliers : Pouvoirs (Barclay 96013)***

Contre les vautours du Pouvoir, contre la peur qu'ils font régner, Lavilliers jette ses mots et sa musique. Quand d'autres jouent à rassurer, Lavilliers s'inquiète, refuse la mise au pas et fustige les banquiers qui s'engraissent sur la misère ; il vous glisse un doute glacé au creux des reins : « L'avenir/est un chien crevé sous un meuble. » Désespérant, Lavilliers ? Démobilisateur ? Alors, pourquoi chante-t-il « Bats-toi » ? Pourquoi croit-il en ses « sœurs de la zone, de la rue et de la côte » ? Pourquoi s'avoue-t-il métis, « mi-rasoir mi-





Catherine Lara.

tendresse » ? Chante-t-il pour autre chose que pour différer la mort ? Depuis Brel, aucun chanteur n'avait dépensé autant d'énergie dans ce combat.

**** Catherine Lara : Coup d'feel (C.b.s. 83586).***

Elle est allée s'enfermer dans un studio des Laurentides au Québec, pour enregistrer ce disque. Ici, elle chante des textes québécois de Luc Plamondon et de Jean-Pierre Ferland. Là, elle balance en cœur avec la Québécoise Nanette Workman. Ailleurs, elle évoque New York ou Montréal. Bref, elle a voulu se faire un profil nord-américain. Business oblige ! Un soupçon de blues, un brin de rock, un rien de musique funky, une pointe de folk : savant mélange, cuisine pour tous les publics. Mais tout ce clinquant ne vaut pas le moment où Catherine Lara prend son violon et attaque « Eblouis-moi ». C'est encore dans la sobriété qu'elle est le plus à l'aise.

à ne pas manquer

Chansons à Bourges

Troisième édition du Printemps de Bourges, du 12 au 18 avril. Troisième fête annuelle pour la chanson. L'inventaire en bref : soixante spectacles, cent artistes, des créations, des rencontres, des ateliers, du cinéma, des expositions, des bals, des conférences, des animations de rue, de la vidéo, des animations pour enfants, des stands et les quotidiennes « scènes ouvertes »... à tous.

Au programme des conférences-débats : l'Argentine et le tango, la musique populaire et la chanson grecque, la naissance du jazz, chanson et mythe parade, chansons et idéologie. Les bals : rock avec le groupe Pied joint, 1930 avec les Bourgeons de Bourges et alsacien avec Roger Siffer. Les pays présents (et chantants) : Turquie, Pologne, Grèce, Québec, Belgique, Etats-Unis, Chili, Espagne, Argentine et France. Quelques artistes, dans le désordre : Imago, Marie-José Vilar, David Mc Neil, Aziza (Catherine Le Forestier), Majhun, Raimon, Mont Joïa, Anna Prucnal, Armande Altaï, Paul Piché, Plume Latraverse, Glenmor, Paco Ibanez, Cuarteto Cedron, Albert Marcœur, Jacques Higelin, Renaud, les Frères Balfa, Alain Souchon, Guy Béart, les Quilapayun, Patricio Castillo, etc. Eh bien ! chantez, maintenant.

Giacometti à Paris

Sur les murs de sa cellule, souvent, le prisonnier fait de grands voyages. L'artiste dans son atelier agit parfois de même : ses graffiti avouent ses rêves, ses soifs d'évasion, ses retours au port, c'est-à-dire à ses obsessions de créateur. Ainsi d'Alberto Giacometti, qui ne quitta guère son antre sombre et humide du 46 de la rue Hippolyte-Maindron, à Paris.

Des murs de l'endroit, qui auraient pu lui boucher l'horizon, il avait su faire une source de lumière : un miroir, un aide-mémoire, un carnet d'esquisses, un journal intime en images. Giacometti mort, ce livre ouvert risquait de disparaître à la moindre opération immobilière. Aussi la décision fut-elle prise d'arracher ces pages à leur tannière. « Démontés », ces murs circuleront désormais.

La galerie Maeght (13, rue de Téhéran, Paris-8e) est une première étape pour ces fresques insolites regroupées en une exposition intitulée : « Alberto Giacometti, autre heure, autres traces ».

télévision

Une sélection de Mauricette Duchemin

Vendredi 6 avril : au pas, camarade.

Entrez dans la danse, voyez comme on danse à l'école de Christiane de Rougemont et avec les ballets modernes de Paris, à 17 h 25, sur T.f. 1.

Une autre école au rendez-vous d'« Apostrophes » à 21 h 35 sur Antenne 2 : l'armée. Quatre invités : Bernard Clavel, le général Henri Navarre, Alexandre Sanguinetti et le général Vernon Walter se livreront une bataille orale.

Au Ciné-Club de 23 h, le premier long métrage de Claude Chabrol : « le Beau Serge ». Une chronique villageoise qui fut le départ de la « nouvelle vague » et aussi de plusieurs acteurs.

Rendez-vous important à 20 h 30 sur F.r. 3, une enquête de notre collaborateur Jean-Loup Reverier et de Christine Ockrent au « Nouveau Vendredi » de Jean-Marie Cavada, sur l'Iran an I.

Samedi 7 : vulgarisation de la musique.

F.r. 3 lance une nouvelle émission à 20 h 30 : « Grâce à la musique ». François Reichenbach se propose d'évoquer les divers moments de la vie de grands compositeurs romantiques. Le n° 1 sera consacré à Robert Schumann.

Dimanche 8 : tout le monde il est pendu à son poste.

Un film plein de drôleries et de flegme bien britannique à 17 h 40 sur T.f. 1 : Alec Guiness incarne un duc assassin à qui l'on réserve une corde de soie pour sa pendaison : « Noblesse oblige ! »

Après « Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil » (à 20 h 35 sur T.f. 2), film où Jean Yanne — exerçant sa verve ricanante — prend les gens pour des imbéciles. Suit à 21 h 15 une émission intelligente et originale de Maurice Leroux sur les enfants et la musique. Le désir des enfants pour la musique s'accorde mal, parfois, quand il passe par celui des parents.

Sur Antenne 2, à 20 h 35, Will Shakespeare est conduit, après son arrestation, devant la reine Elisabeth.

Henri Virlojeux lit les « Pages nivernaises » de Jules Renard. Du Nivernais allons en Gascogne : les trois mousquetaires étaient quatre, mais d'Artagnan à lui seul était quatre ! Lionel Hampton mène de nouveau la Grande Parade du jazz, de 20 h, et sert de prélude à la fresque sur la peinture américaine d'après la guerre, de 20 h 30. Les dialogues de Jacques Prévert jaillissent de l'écran de la bouche des acteurs célèbres des années trente et quarante à 21 h 30. Depuis, le nombre de réalisateurs faisant appel à des auteurs réputés n'a cessé de croître (au Ciné-Regards de 22 h).

Lundi 9 : soirée picturale.

Le Saint Suaire de Turin reste une énigme. Est-il authentique ? Les savants s'y sont penchés et y perdent leur latin, disait Gabrielle Rolin dans notre numéro 326. Ne manquez pas cette émission, suivie d'un débat à 20 h 35 sur T.f. 1.

Si vous n'avez pas encore vu ou que vous ne pouvez pas aller voir l'exposition de Chardin (au Grand Palais jusqu'au 30 avril), découvrez-la à 22 h 35.

Quelle image avons-nous de l'Allemagne d'aujourd'hui ? A 20 h 35, Antenne 2, à « Question de temps », nous propose une vision « éclatée » de ce pays.

Marius part. Fanny épouse Panisse. Deuxième film de la trilogie de Marcel Pagnol. On reste toujours sous le charme (sur F.r. 3 à 20 h 30).

Mardi 10 : les derniers trois coups.

Le rideau tombe sur le dernier épisode et sur les seize années passées à Londres de Will Shakespeare, à 20 h 40 sur Antenne 2.

Mercredi 11 : tout s'effrite.

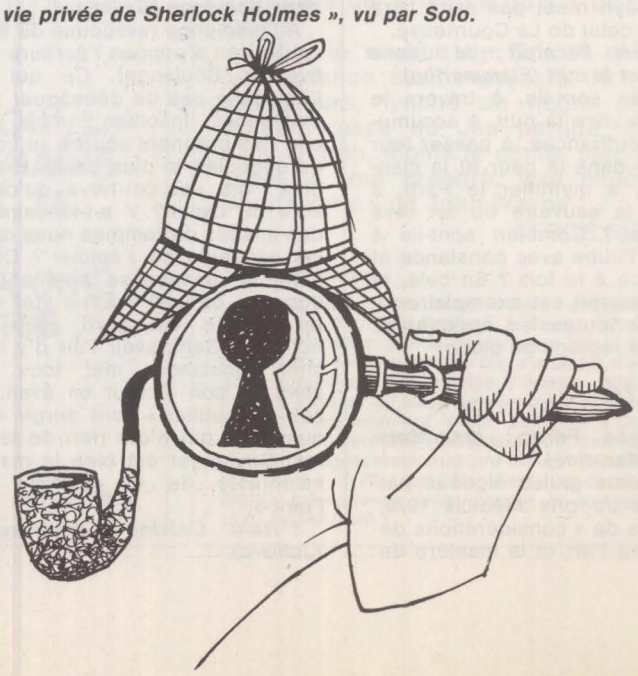
L'état de délabrement des peintures murales en France est préoccupant. Faudra-t-il les mettre à l'abri dans un musée ? L'émission de Pierre de Lagarde « Chefs-d'œuvre en péril », de 22 h 50 sur Antenne 2, montre l'importance de ces peintures qui ornent les églises du XIIe siècle.

Jeudi 12 : restez sous le charme.

Ecoutez Jessye Norman et Siegmund Nimsgern dans le Requiem de Schumann à 21 h 45 sur Antenne 2, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France.

Une parodie menée de main de maître par Billy Wilder : « la Vie privée de Sherlock Holmes ». Le misogyne détective anglais succombera-t-il aux charmes d'une belle espionne ? Vous le saurez en regardant F.r. 3 à 20 h 30. Le flair a ses raisons que le cœur ne connaît pas.

« La vie privée de Sherlock Holmes », vu par Solo.



On arrête même les livres...

Retenu depuis plus de quatre mois par les services des Renseignements généraux du Havre, le livre « Demain l'Espagne républicaine » a été refoulé vers le Canada. Cette mesure équivaut à une censure de fait. Tiré à 1 700 exemplaires, rédigé par un auteur français, ce livre est la simple narration d'un campement international sur le plateau du Larzac en solidarité avec les peuples d'Espagne. En aucun cas « Demain l'Espagne républicaine » ne pouvait troubler l'ordre public ou intervenir dans les affaires intérieures françaises. De très nombreuses personnalités se sont élevées contre cette mesure d'interdiction — parmi lesquelles Robert Badinter, Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, Jean-Pierre Chabrol, René Dumont, Claude Estier, Daniel Mayer, Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz, etc. — et, indépendamment de leur propre opinion, réclament la libre circulation de l'ouvrage en France.

Les vraies raisons de cette censure antirépublicaine sont manifestement ailleurs. Existe-t-il une complicité Juan Carlos - Giscard, parallèle à celle qui avait cours entre de Gaulle et Franco ? Aujourd'hui comme hier, la police française « remet » un certain nombre de personnes indésirables à la police espagnole. Au cours d'une conférence de presse de la Ligue des droits de l'homme, Daniel Mayer devait s'élever avec force contre de telles mesures et déclarer « inadmissible la remise à la police espagnole de patriotes basques ». Surtout lorsqu'ils sont « passés à tabac » par des policiers français, dans le car français qui les ramène en Espagne. Il est vrai aussi qu'à Madrid le sinistre commissaire Conessa — tortionnaire du régime franquiste depuis quarante ans — est toujours en place.

Il y a, dans ces singuliers libéralismes qui s'avancent, comme un bruit de bottes... légitimant parfaitement le fait que, en Espagne même, la Convention républicaine regroupe aussi bien le leader modéré de la gauche catalane Heribert Barrera que le dirigeant socialiste Pablo Castellano, député d'Estrémadure.

Miracle provisoire à Saintes

On n'y croyait plus : le Festival de Saintes 1979 aura bien lieu, du 6 au 14 juillet. Son programme a été annoncé : Delalande, Josquin Des Prés, Charpentier et Olivier Messiaen y figurent aux côtés de Bach et de Henry Purcell ; la Chapelle Royale, la Grande Ecurie et la Chambre du Roy se chargeront de l'interprétation. Un modèle de décentralisation régionale est ainsi sauvé. Depuis des années, en effet, le Festival de Saintes n'était qu'un des moments forts de l'activité permanente que le Cirmar (Centre international de recherche musicale et d'animation régional) avait étendue à toute la Charente-Maritime.

Mais ce sauvetage est-il définitif ? Le Cirmar, en trois ans, avait accumulé un déficit de fonctionnement de 1 600 000 francs. L'Etat a accepté d'« éponger » la moitié de cette dette, les collectivités locales l'autre moitié. Mais, en attendant que cette solution fût trouvée, le Festival avait dû licencier tous ses collaborateurs. Alain Pacquier, le directeur artistique du Festival, se retrouve aujourd'hui seul avec une secrétaire. Vont-ils, à eux deux, pouvoir porter à bout de bras la huitième édition du Festival ?

changer la vie culturelle

Le confort pour Confortès

Ancien élève de l'école Charles-Dullin, ancien comédien du T.n.p. de Jean Vilar, ancien collaborateur de Peter Brook, Claude Confortès est devenu célèbre en cosignant des pièces de théâtre avec Georges Wolinski : « Je ne veux pas mourir idiot », « le Roi des cons n° 1 » et « le Roi des cons n° 2 ».

Directeur d'une compagnie professionnelle jusqu'à présent itinérante, il vient enfin de se voir octroyer un toit pour sa troupe : le théâtre Daniel-Sorano de Vincennes. Il s'y est fixé, en se donnant deux objectifs : créer des œuvres inédites d'auteurs français vivants, faire entrer le théâtre dans les établissements scolaires.

Comme on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, Claude Confortès a inauguré son travail de création en montant sa dernière pièce : « C'est l'an 2000 ! C'est merveilleux ». Elle est à l'affiche du théâtre Daniel-Sorano de Vincennes jusqu'au 27 avril.



Demouzon.

Déjà les prix !

Les lauriers littéraires de l'année 1979 ont déjà commencé à pleuvoir. Le 20 mars dernier, le prix Mystère du meilleur roman policier étranger a été attribué à Eric Ambler pour « les Trafiquants d'armes » (les Humanoïdes associés) ; et celui du meilleur policier français à Demouzon pour « Mes crimes imparfaits » (Flammarion).

Le même jour, a été décerné le prix Drakkar : à Jean Garmiers pour « le Vice-Roi » (Denoël) ; ce prix couronne depuis 1974 « une œuvre littéraire où la mer joue un rôle important » ; le jury qui a distingué Garmiers comprenait notamment : Benoîte Groult, Alain Decaux, Michel Tournier, Georges Blond, Lucien Bodard, Alain Bombard, Paul Guimard, Auguste Le Breton, Robert Merle, Henri Queffélec et Paul-Emile Victor.

Le Châtelet selon Chirac

La Ville de Paris avait fait appel à Alain Lombard, directeur de l'Opéra du Rhin, pour diriger le Châtelet nouvelle manière. Rénovée, cette scène devait devenir, à partir de 1980, un nouveau foyer d'« art lyrique populaire ».

Mais le projet s'est tout à coup dégonflé comme une baudruche. Lombard a, en effet, annoncé qu'il se voyait contraint de « renoncer pour des raisons techniques et artistiques à assurer la direction du Châtelet ». Il a ajouté que la Ville de Paris l'a trompé sur la marchandise, « puisque ce théâtre n'aura ni orchestre ni chœurs permanents ». Est-ce qu'il y aura des fauteuils et une scène, au moins ?

Cette entourloupe n'est sans doute pas sans rapport avec la démission de Marcel Landowski, ci-devant directeur des Affaires culturelles à la mairie de la capitale... Jacques Chirac aurait cependant tort de croire pouvoir s'en tirer avec l'élimination d'un bouc émissaire. Car Alain Lombard a décidé de porter l'affaire devant la justice et de demander « des dédommagements à la mesure du préjudice subi ».

Dérangement sur France-Inter

Deux villes de 7 500 habitants. L'une en Bretagne : Ploërmel ; l'autre en Louisiane : Saint-Martinville. L'association France-Louisiane et France-Inter organisent un échange entre les deux cités. Pendant huit jours, le maire et le boucher de Ploërmel iront exercer leurs fonctions à Saint-Martinville et leurs homologues louisianais viendront les remplacer en Bretagne. Plusieurs dizaines de personnes seront ainsi « permutées ».

Sur France-Inter, cette opération s'appellera « le Grand Dérangement ». Du 9 au 13 avril, chaque soir de 22 heures à minuit, Claude Villers et son émission « Comme on fait sa nuit on se couche » feront découvrir la Louisiane aux auditeurs de France-Inter. Les 14 et 15 avril, entre midi et 14 heures, Didier Lecat recueillera les impressions des Louisianais installés en Bretagne. « Le Grand Dérangement » durera jusqu'au 23 avril.

Denver pas contre tous

A côté de classiques comme « Johnny B. Goode », le chanteur et guitariste John Denver a composé la plupart des titres de sa production actuelle, celle dont témoigne son dernier album, « J.D. » (R.c.a. 13.075).

D'avoir déjà diffusé dans le monde un peu plus de 100 millions de ses recueils ne l'a pas rendu célèbre en France, mais les amateurs de « country music » et de vraie chanson tout court sont persuadés que, après son passage à l'Olympia, le 12 avril, pareille injustice sera réparée.

merlin S.A.

MEDITERRANEE

à Torreilles-plage crée un village extraordinaire sur environ 35 hectares avec une plantation de 10.000 arbres dans un site exceptionnel en bord de mer...

dessin approximatif des immeubles et de l'environnement



BUREAUX DE VENTE SUR PLACE A TORREILLES-PLAGE OUVERTS TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 9 H A 19 H Y COMPRIS DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS

tél. (68) 37.00.34

RENSEIGNEZ - VOUS SANS TARDER A NOS BUREAUX DE PARIS

merlin S.A.

31, RUE DE RIVOLI - 75004
ANGLE PLACE DE L'HOTEL-DE-VILLE
(MÉTRO HOTEL-DE-VILLE)

bureaux ouverts tous les jours sans interruption de 9 heures à 19 heures, sauf dimanches

TELEPHONE
277.11-13

LA VILLA DE VOS RÊVES

AU SOLEIL DU MIDI !..

DIRECTEMENT SUR LA PLAGE SANS ROUTE A TRAVERSER

A PARTIR DE **139.000 F** PRIX VALABLE JUSQU'A EPUISEMENT DU STOCK

AVEC SEULEMENT, UN PREMIER VERSEMENT DE 5 % A LA RÉSERVATION, SOIT

6.950 F

15 % A LA SIGNATURE DES ACTES NOTARIÉS ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITÉ DE CRÉDIT BANCAIRE PERSONNALISÉ A LONG TERME

CHAQUE VILLA LIVREE ENTIEREMENT TERMINEE ET EQUIPEE AVEC SALLE DE BAINS AMENAGEE, BLOC CUISINE ENTIEREMENT EQUIPE AVEC EVIER INOX AVEC EGOUTTOIR ET ROBINETTERIE MÉLANGEUSE - PLAQUES DE CUISSON ELECTRIQUES PLUS FOUR - MEUBLE DE RANGEMENT SOUS EVIER - REFRIGERATEUR SOL DEMI GRES, PEINTURES TERMINEES, VOLETS ROULANTS PLASTIQUE

BON A RETOURNER A MERLIN IMMOBILIER
31, RUE DE RIVOLI 75004 PARIS

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation sur tous vos programmes

Nom

Adresse